

RAPPORT

EVALUATION FINALE DU PROJET FLOW

**« Femmes et paysans ouest africains contre la pauvreté »
2012-2015**

Octobre –Novembre 2015

*Seth Matéli KLUVIA, Consultant
&
Abra Aïcha ATCHANA, Assistante*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS.....	3
SIGLES ET ACRONYMES	4
RESUME EXECUTIF.....	6
Chapitre 1 : INTRODUCTION	9
1.1. Contexte et rappel de l'objectif du projet	9
1.2. Présentation sommaire des partenaires.....	10
1.2.1 Le WiLDAF-AO	10
1.2.2 Le ROPPA.....	11
1.3. Contexte de l'évaluation.....	11
1.4. Méthodologie.....	13
1.4.1. Approche méthodologique	13
1.5. Parties prenantes.....	15
1.6. Calendrier (durée de l'évaluation).....	16
Chapitre 2 : RESULTATS DES DONNEES BRUTES COLLECTEES	17
2.1. Revue documentaire	17
2.1.1. Les offres - activités proposées et menées / input	17
2.1.2. Les résultats directs – extrants/output	18
2.1.3. Utilisation des offres – Effets directs / outcomes	18
2.2. Visite de terrain	19
2.2.1. Observation générale par rapport aux résultats	20
2.2.2. Données de l'enquête terrain sur les effets directs et indirects.....	21
2.2.2.1. BENIN.....	21
2.2.2.2. TOGO	30
2.2.2.3. GHANA.....	38
2.2.2.4. LIBERIA	43
2.3. Les entretiens individuels.....	49
Chapitre 3 : ANALYSE DES DONNEES /EVALUATION DE L'IMPACT	55
Aspect 1 : Effectivité.....	55
Aspect 2 : Pertinence.....	56
Aspect 3 : Efficacité et efficience.....	57
Aspect 4 : Effets /impacts.....	58
Aspect 5 : Durabilité.....	59
Aspect 6 : Collaboration WILDAF /ROPPA	61
Aspect 7 : Environnement interne de WILDAF.....	62
Aspect 8 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et obstacles du projet	64
Chapitre 4 : DIFFICULTES RENCONTREES ET LEÇONS APPRISSES	66
4.1. Difficultés rencontrées	66
4.2. Leçons apprises	67
RECOMMANDATIONS.....	69
CONCLUSION	71
ANNEXES	72

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Avant toute chose, nous rendons grâce à Dieu qui nous a conduits sains et saufs d'un pays à l'autre et d'une localité à l'autre, par des voies pas toujours sûres ni praticables. Deux heures pour parcourir une distance de 70 km en voiture tous terrains, ou une journée entière pour rallier un pays distant d'à peine deux heures à vol d'oiseau, cela fait partie des réalités de notre continent l'Afrique où le principe de la libre circulation des personnes et des biens n'est encore qu'une vision politique trop lointaine pour nos Etats qui parlent beaucoup et agissent trop peu dans ce domaine précis.

L'exercice d'évaluation d'un projet de réduction de la pauvreté, qui met en contact direct évaluateurs et populations bénéficiaires, est une expérience passionnante dont toutes les parties prenantes du processus tirent profit en termes d'apprentissage. Cette mission n'a pas dérogé à la règle, et nous pouvons affirmer sans ambages qu'avec ce projet, nous avons été à une école qui surpasse en enseignement toutes nos expériences antérieures dans le domaine. Cela, nous le devons à tous ceux qui ont été nos interlocuteurs à divers niveaux. L'ouverture, la sincérité, l'honnêteté, la transparence ont caractérisé les discussions que l'équipe de consultants a eues avec tous les acteurs du projet dans tous les pays visités.

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance à la coordination régionale de WiLDAF pour la confiance qu'elle nous a faite en nous choisissant comme consultant pour évaluer ce projet de grande envergure.

Tous nos remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette mission, particulièrement :

- aux femmes et à aux hommes de tous les villages visités qui se sont soumis à l'exercice difficile des interviews pour répondre à nos questions parfois « alambiquées » destinées à tester la solidité de leurs réponses, pour leur disponibilité et leur chaleureuse hospitalité ;
- aux dignitaires de tous les villages visités qui ont honoré les rencontres de leur présence, spécialement à Da Toffa, chef du village d'Agonkon au Benin, qui a tenu à nous recevoir chez lui dans son palais, malgré la nuit tombante et les conditions météo dégradées de cette fin d'après-midi ;
- aux agents de promotion sociale John, Rebecca, Emmanuel, Abu, Clément, Laurin et Innocent, pour leur professionnalisme et leur fidélité dans leur rôle d'interprètes dans les différentes communautés et leur dynamisme à guider l'équipe d'évaluation dans les villages ;
- à la Coordinatrice Melody Darkey de WILDAF Ghana pour l'accueil amical et les services rendus à notre équipe ;
- aux chargées nationales de projet, en l'occurrence Lois Aduamoah-Addo qui a été notre guide et interprète dans les communautés durant notre séjour au Ghana, et Vivian Neal qui malgré son désir de nous accompagner sur le terrain libérien n'a pu le faire à cause de l'état de santé dégradée de sa mère qui décédera quelques jours après notre départ. Paix à son âme !
- aux organisations paysannes membres du ROPPA, en l'occurrence la présidente et le personnel de la FONG au Ghana, la présidente du Collège des Femmes du ROPPA au Liberia, qui par leur ouverture, nous ont permis de percevoir le rôle du ROPPA partenaire du WiLDAF, porteurs tous deux du projet FLOW ; avec eux nous avons pu aussi comprendre les difficultés de leur organisation dont le rôle dans la mise en œuvre du projet semble marginal.
- Les techniciens de l'ICAT et de la GTE au Togo ne sont pas du reste ; à eux aussi nous exprimons notre gratitude pour les informations techniques fournies par rapport à leur intervention sur le projet.

A tous, nous souhaitons d'abondantes bénédictions afin de marcher de progrès en progrès pour qu'ensemble nous gagnions ce combat contre l'ignorance et la pauvreté.

SIGLES ET ACRONYMES

AG	Assemblée Générale
ANSAT	Agence Nationale de Sécurité Alimentaire au Togo
AO	Afrique Occidentale
APS	Agent de Promotion Sociale
ASAP	Association pour le Soutien et l'Autopromotion au Togo
ASC	Agent de Santé Communautaire
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
BAC	Baccalauréat deuxième partie
BSRAO	Bureau Sous Régional Afrique de l'Ouest
CARDER	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CC2DF	Comité Communautaire de Défense des Droits des Femmes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes
CLCA	Caisse Locale de Crédit Agricole
COOPEC- ILEMA	Coopérative d'Epargne et de Crédit ILEMA
COOPEC-AD	Coopérative d'Epargne et de Crédit des Assemblées de Dieu
CPE	Comité de Parents d'Elèves
CRC	Community Reconciliation Committee, (équivalent des CC2DF dans les pays francophones)
CRT	Croix Rouge Togolaise
CVD	Comité Villageois de Développement
CVFF	Comité de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes
DFDTPA	Direction de la Formation et de la Diffusion des Techniques des Organisations Professionnelles et Agricoles
DPO	District Police Office/Officer
ETD	Entreprise Territoire et Développement
FADEC	Femmes Actrice du Développement Communautaire
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation
FLOW	Fonds pour le leadership et les opportunités pour les femmes
FNFI	Fonds National de Financement Inclusif
FONG	Farmers Organisations Network in Ghana
GARDEGI	Groupe d'Action-Recherche pour le Développement Global Intégré
GF2D	Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GRED	Groupe de Recherche- action pour l'Education au Développement
GTE	Gestion des Terres et Eaux
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui Technique
LLV	Legal Literacy Volunteers / (Paralegals)
ODIAE	Organisation pour le Développement et l'Incitation à l'Auto Emploi
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIC	Opportunity Industrialization Center
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PNOPPA	Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles
PJ	Parajuriste
RI	Règlement intérieur
RIFONGA	Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non Gouvernementales et Associations Africaines
ROPFA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique
SEBADERS	Services d'Epargne à la Base pour le DÉveloppement Rural et Social
TV	Télévision

UAR-P	Union des Agriculteurs Région des Plateaux
URCLERC	Union Rénovée des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit
VFF	Violences Faites aux Femmes
VSO	Volunteer Service Oversea
WAGES	Women and Associations for Gain both Economic and Social
WiLDAF/FEDDAF	Women in Law and Development in Africa / Femmes, Droit et Développement en Afrique

RESUME EXECUTIF

La mission d'évaluation du projet « **Femmes et paysans ouest africains contre la pauvreté** » dénommé Projet FLOW, prévue de se rendre dans les cinq pays Bénin-Burkina Faso-Ghana-Liberia-Togo où le projet a été mis en œuvre, n'en a pu visiter que quatre, les crises politiques à répétition des mois de septembre et octobre 2015 au Burkina ayant poussé le BSRAO à suspendre le voyage dans ce pays. Néanmoins cela n'affecte guère la validité des résultats exposés dans ce rapport, qui se présentent sous deux volets :

1. L'évaluation des activités selon le cadre logique du projet *input-output-outcomes*
2. L'évaluation des effets induits en termes de changements (impact) dans la vie des bénéficiaires.

Activités/Intrants (Input) :

- 10 ateliers de formation organisés pour 160 femmes agricultrices parajuristes,
- 5 ateliers de formation destinée à 150 femmes et hommes leaders d'organisations paysannes
- établissement des comités communautaires de droits des femmes dans les villages
- appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes
- formation et appui aux PJ et aux membres des CC2DF à l'organisation de plaidoyer pour l'accès des femmes à la propriété foncière, à la technologie et aux ressources nécessaires à leurs activités agricoles ;
- plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les programmes et politiques agricoles et alimentaires nationaux ;
- Appui à la transformation des groupements en coopératives dans 3/5 pays (Bénin - Burkina Faso – Togo)
- Renforcement des capacités des femmes agricultrices par leur accès à la technologie et aux techniques agricoles.

Résultats/Extrants (Output) :

- 160 parajuristes formées dont 155 opérationnelles (3 déplacées et 2 décédées)
- 150 leaders des OP formés et déployés dans les Comités communautaires de défenses des droits des femmes
- 77 comités (CC2DF) établis, un dans chacun des 77 villages
- Des groupements d'agriculteurs assistés se sont transformés en coopératives (35 au Togo, 26 au Bénin et 24 au Burkina Faso)
- Des champs-écoles mis en places pour la démonstration des connaissances apprises en technologie et techniques agricoles

Effets directs/utilisations des offres (Outcomes) :

- Les PJ et les leaders des OP, membres des CC2DF, munis des connaissances acquises par la formation se sont organisés pour mener des activités :
 - ✓ de sensibilisation sur la connaissance et la valorisation des droits des femmes dans leurs localités et dans des communautés voisines,
 - ✓ d'assistance juridique et de règlement de conflits familiaux et sociaux,
 - ✓ de plaidoyer auprès des autorités locales pour l'accès des femmes à la terre et au droit de propriété, pour des changements dans les pratiques traditionnelles défavorables aux femmes, et pour l'accès des femmes aux instances de décisions
- Des femmes se sont présentées à des élections locales, prennent la direction de la plupart des coopératives et comités au niveau communautaire.
- Les agricultrices et agriculteurs ont mis en pratique les connaissances acquises en technologie et techniques agricoles, et en gestion du cycle de culture,
- Les coopératives assistées ont mené des démarches et obtenu pour la plupart leur certificat d'immatriculation

Effets induits/changements

Au niveau des communautés bénéficiaires :

- Le niveau de reconnaissance et de valorisation des droits des femmes croît, et les pratiques traditionnelles sont en forte diminution, voire en voie d'éradication dans les zones couvertes.
- Des femmes accèdent à des postes de responsabilité communautaire, chefferie traditionnelle, conseil des notables, leadership dans les coopératives et comités.
- Les indicateurs des critères sociaux (relation H/F, leadership des femmes, droits des femmes et les pratiques traditionnelles, accès des femmes à la terre et à la propriété, éducation/santé des enfants, le rendement

agricole, le revenu familial, l'amélioration du cadre de vie) choisis pour l'évaluation de l'impact du projet sur la vie des bénéficiaires sont tous et partout en forte croissance.

Au niveau des critères d'analyse des résultats, nous avons conclu à :

- 1) L'effectivité de la mise en œuvre du projet grâce à la consistance d'un système de suivi décentralisé où tous les acteurs à tous niveaux sont responsabilisés avec obligation de rendre compte à un rythme soutenu et respecté par tous.
- 2) La pertinence du projet répondant aux besoins des bénéficiaires, et largement commentée par eux comme « *un projet qui leur a ouvert les yeux et qui leur a donné le pouvoir, car la connaissance des droits c'est le pouvoir* ».
- 3) L'efficacité et l'efficience par la célérité des résultats obtenus dans un contexte sociologiques réfractaires à tout changement touchant les pratiques traditionnelles, et ce malgré des ressources financières jugées insuffisantes par la plupart des acteurs de la mise en œuvre du projet.
- 4) L'impact du projet par les transformations notables produites dans la vie sociale dans les communautés où tous s'accordent pour dire que « *rien sera plus comme avant* ».
- 5) La durabilité des effets induits : les bénéficiaires disent avoir atteint un point de non retour et que c'est désormais leur responsabilité d'aller de l'avant, même sans WiLDAF.

Pour ce qui concerne la collaboration WiLDAF/ROPRA, c'est un modèle de partenariat qu'il faut cultiver et améliorer, car il peut être avantageux pour les deux organisations pour mobiliser plus facilement des ressources de plus en plus rares. L'analyse de l'environnement interne de WiLDAF fait ressortir sa belle performance organisationnelle et sa force institutionnelle tout en attirant son attention sur la nécessité de rester vigilant et à l'écoute de sa base et des cibles qu'il sert.

Recommandations

A l'issue de nos travaux, nous formulons les suggestions suivantes émanant des cibles enquêtées, sous forme de recommandations :

R1. Mettre en place un mécanisme de consolidation des acquis du projet qui passera par un plaidoyer auprès:

- 1) *Des institutions de microfinances pour adapter leur offre aux besoins du monde rural ;*
- 2) *Des autorités locales et administratives à continuer d'apporter leur soutien aux CC2DF dans leurs fonctions même après le projet.*
- 3) *Des chefs et leaders traditionnels pour l'éradication des pratiques néfastes aux droits des femmes.*
- 4) *Des services techniques étatiques pour l'accompagnement des coopératives agricoles dans leurs démarches d'obtention de leur immatriculation et des intrants.*
- 5) *Des gouvernements pour soutenir ou pour prendre le relai de l'extension du projet à l'échelle nationale.*

R2. Mettre en place un système de planification-suivi-évaluation (PSE) ex-post comprenant :

- 1) *Une phase de suivi de consolidation du projet dans les localités couvertes pour soutenir et renforcer les capacités des parajuristes et des membres des CC2DF*
- 2) *Une phase de suivi-évaluation de l'expérimentation technologique des champs-écoles des coopératives pour la pérennisation des connaissances acquises dans les communautés cibles.*
- 3) *Une évaluation de l'impact à partir de dix-huit mois après la clôture du projet.*

R3. Etendre le projet dans les localités voisines des villages

R4. Renforcer davantage la collaboration entre WiLDAF et le ROPPA dans tous les pays, collaboration que nous jugeons productive si les rôles sont partagés, dès la conception des projets.

R5. Environnement interne de WiLDAF : Le système de mise en œuvre, suivi et évaluation du projet a certes fonctionné et donné les résultats que nous avons relevés, Néanmoins, nous recommandons une amélioration du système par la création d'un poste de Chargée de Suivi-Evaluation pour assister la Chargée de programme sous-régionale dans la compilation et l'analyse et la capitalisation des résultats recueillis au cours du monitoring.

R6. A l'endroit des Gouvernements :

Les communautés ont souhaité que Les Etats accompagnent les actions du projet par :

- 1) la régulation du secteur agricole et des prix, et l'aménagement des voies de communication rurales pour faciliter l'écoulement des produits dont la quantité croît avec l'amélioration du rendement des exploitations agricoles
- 2) L'adoption par chaque Etat d'une législation foncière fonctionnelle garantissant l'accès à la terre aux paysans, en mettant fin aux systèmes de spéculation foncière qui concède de grands domaines aux multinationales au détriment des petits exploitants.
- 3) Une régulation et un contrôle plus stricts de l'utilisation des pesticides et herbicides dangereux à l'écosystème
- 4) la gratuité effective de l'éducation primaire pour tous, et la mise en place d'un système d'aide aux parents pour réduire la charge des coûts de la scolarité au niveau de l'enseignement secondaire non prise en compte par la gratuité de l'éducation (OMD).

Chapitre 1 : INTRODUCTION

1.1. Contexte et rappel de l'objectif du projet

Le projet sous-régional «**Femmes et paysans ouest africains contre la pauvreté**», dénommé Projet FLOW, intervient dans le contexte d'une Afrique occidentale marquée par des inégalités fortes entre hommes et femmes dans les rapports familiaux et économiques, notamment en matière d'héritage, dans le domaine de l'accès aux ressources et opportunités économiques, au pouvoir et à la prise de décision. Il comprend deux volets :

- *Le volet FLOW principal (aspect légal)* est une réplique presque à l'identique du projet **“Utiliser la loi comme outil d'autonomisation des femmes rurales agricultrices”** initié trois ans plus tôt par le Bureau Sous-Régional du WiLDAF/FeDDAF pour l'Afrique de l'Ouest (BSRAO), avec le financement par le fonds de MDG3 du gouvernement Néerlandais. L'action dans ce volet vise d'une part, à accroître la connaissance et le respect des droits des femmes, et produire des changements dans les pratiques et valeurs traditionnelles négatives dans tous les villages couverts, d'autre part à assurer l'accès par les femmes agricultrices, bénéficiaires du projet, à la terre, au crédit, au marché à la technologie et à d'autres ressources dont elles ont besoin pour développer leurs activités agricoles.
- *Le volet FLOW additionnel* vise à créer pour les femmes agricultrices les conditions d'un meilleur accès aux ressources et services, en leur permettant de se conformer aux nouvelles lois relatives aux coopératives et d'acquérir de nouvelles capacités en matière de technologie en agriculture.

Les bénéficiaires directes du projet sont les femmes agricultrices parajuristes au Bénin, Burkina Faso, Ghana, Liberia et Togo. Ces femmes, formées et appuyées par WiLDAF, ont mené des actions d'information et de sensibilisation au sein de leurs communautés en vue du changement des coutumes, mentalités et attitudes au regard des droits des femmes. Elles se sont mises à la disposition des autres femmes de leurs milieux respectifs et des communautés environnantes pour les aider individuellement à se servir du droit pour résoudre les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans les cadres familial et communautaire ou même dans le cadre de leurs activités économiques.

Démarré en avril 2012 avec le financement du Fonds pour le Leadership et les Opportunités pour les Femmes (FLOW), le projet est une initiative du WiLDAF, en partenariat avec le ROPPA. Il vise comme objectif la réduction de la pauvreté en milieu rural par la reconnaissance et la valorisation des droits économiques, sociaux et politiques de la femme rurale. Ce projet couvre cinq pays de l'Afrique de l'ouest, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, Liberia et le Togo.

Au terme de quatre ans d'exécution, il est soumis à une évaluation externe finale, qui s'est déroulée du 6 octobre au 5 novembre 2015 dans les cinq pays. Les résultats de l'évaluation sont consignés dans ce rapport qui présente :

- les organisations initiatrices susmentionnées ;
- le contexte de l'évaluation ;
- la méthodologie utilisée ;

- les données brutes recueillies au cours de l'évaluation ;
- l'analyse de ces données ;
- les recommandations ;
- et la conclusion.

1.2. Présentation sommaire des partenaires

1.2.1 Le WiLDAF-AO

Crée en 1990, Women in Law and Development in Africa/Femmes, Droit et Développement en Afrique (WiLDAF/FeDDAF) est un réseau panafricain de droits rassemblant 500 organisations de droits des femmes et 1200 individus en vue de promouvoir une culture d'exercice et de respect des droits des femmes. Le WILDAF /FEDDEF-WASRO/BSRAO est la coordination sous régionale pour l'Afrique de l'ouest des dix (10) réseaux nationaux (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria, Guinée Conakry, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo), avec siège à Lomé au Togo. Il travaille aussi avec des points focaux dans les cinq (5) autres pays de l'Afrique de l'ouest : Gambie, Niger, Cap Vert, Guinée Bissau, Sierra Leone.

Le WiLDAF/FeDDAF a pour vision un monde où les femmes jouissent de tous leurs droits humains. Il croit fermement que :

- Les droits humains sont universels, inaliénables, indivisibles, interdépendants et qu'ils se valent tous.
- Les droits des femmes sont des droits humains.
- Il n'y a pas de droits de l'Homme sans les droits des femmes.
- La force réside dans la diversité.
- Sans la pleine participation des femmes, il n'y aura pas de développement

Le réseau maintient une présence institutionnelle et apporte ses contributions aux sessions des principales institutions sous régionales (CEDEAO) régionales (Union Africaine) et internationales (Commission des Nations Unies sur la Condition de la Femme), Campagne CULTIVONS, GIMAC.

Le WiLDAF/FeDDAF - AO a une longue expérience en matière de formations, de lobbying et plaidoyer pour l'effectivité des droits de la femme en Afrique. L'un des dossiers prioritaires sur lesquels le réseau s'est fortement impliqué depuis plus d'une décennie est « *Le protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme* ». Certaines de ses actions stratégiques concernent entre autres : « **le renforcement de capacité** » à la fois à l'endroit des femmes en milieux urbain et rural afin de les sensibiliser sur leurs droits, et des acteurs judiciaires et extrajudiciaires impliqués dans la mise en œuvre effective des droits humains des femmes ; « **la gouvernance et la participation des femmes** », une action ayant conduit à la mise en place des coalitions pour identifier et à travailler sur les besoins prioritaires des femmes de leurs pays.

C'est le tout premier réseau africain spécialisé dans la promotion des droits de la femme en tant que partie intégrante de la problématique de développement. Il a été certifié ISO 9001 V 2008 (Système de Management de la Qualité) depuis janvier 2014.

1.2.2 Le ROPPA

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a été formellement fondé en juillet 2000 lors d'une rencontre à Cotonou qui a rassemblé une centaine de responsables paysans mandatés par leurs organisations. Il regroupe des organisations ou "cadres de concertation" de 11 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Libéria, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo,) avec siège au Burkina Faso. Le ROPPA a l'ambition, à moyen terme, d'accueillir des organisations paysannes de l'ensemble des pays de la CEDEAO, qui représente l'Afrique de l'Ouest réelle. Le ROPPA veut promouvoir l'amélioration des conditions d'exercice des activités des familles rurales, qui ne se restreignent pas à l'activité agricole.

Il a pour mission de « favoriser le développement des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux ».

Sa vision s'articule autour d'un développement socio-économique en Afrique de l'Ouest basé sur:

- une agriculture paysanne solidaire, citoyenne et durable au plan social et environnemental ;
- une gestion durable des ressources naturelles ;
- des revenus agricoles décents et des emplois décents et durables en milieu rural.

Il poursuit les objectifs suivants :

- Promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne performante et durable au service des exploitations familiales et des producteurs agricoles ;
- Informer et former les membres des Organisations Paysannes et des Associations de producteurs agricoles à partir des expériences pertinentes des membres du ROPPA et des autres acteurs du développement ;
- Encourager et accompagner la concertation et la structuration des organisations paysannes et des producteurs agricoles dans chaque pays en vue de leur participation/implication dans la définition, la mise en œuvre des politiques et programmes de développement des secteurs agricoles et ruraux ;
- Promouvoir la solidarité entre les organisations paysannes et de producteurs agricoles membres du ROPPA ;
- Assurer la représentation de ses membres aux niveaux régional et international ;
- Favoriser la concertation et la coopération entre le ROPPA et d'autres organismes similaires de la région et du monde.

1.3. Contexte de l'évaluation

Le projet « *femmes et paysans ouest africains contre la pauvreté* », est mis en œuvre dans 77 villages des 5 pays susmentionnés, pour une durée de 48 mois, il est financé par le Fonds pour le leadership et les opportunités pour les femmes (FLOW), instauré par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas pour améliorer la situation des femmes et des filles. Il comprend deux volets : le volet projet FLOW principal et le volet FLOW additionnel qui devrait renforcer les effets du projet initial.

Objectif global du projet :

Contribuer à la réduction de la pauvreté en soutenant les femmes rurales afin qu'elles s'organisent et agissent en vue de bénéficier de leurs droits économiques, sociaux et politiques sur une même base que les hommes.

Objectifs spécifiques :

- 1) Accroître la connaissance et le respect des droits des femmes, et produire des changements dans les pratiques et valeurs traditionnelles négatives dans tous les villages couverts ;
- 2) Assurer l'accès par au moins 7000 femmes agricultrices, bénéficiaires du projet, à la terre, au crédit, au marché à la technologie et à d'autres ressources dont elles ont besoin pour développer leurs activités agricoles.
- 3) Créer pour les femmes agricultrices les conditions d'un meilleur accès aux ressources et services, en leur permettant :
 - de se conformer aux nouvelles lois relatives aux coopératives ;
 - et d'acquérir de nouvelles capacités en matière de technologie de culture

Selon les termes de référence de l'évaluation, les femmes agricultrices parajuristes, bénéficiaires directes du projet formées et appuyées devraient mener des activités de sensibilisation et d'éducation juridiques dans 77 communautés (représentent une population d'environ 200 000 âmes) des cinq pays, en travaillant en tant que volontaires et bénévoles. Elles devraient également mener des actions d'information et de sensibilisation au sein de leurs communautés en vue du changement des coutumes, mentalités et attitudes au regard des droits des femmes, et se mettre à la disposition des femmes pour les aider individuellement à se servir du droit pour résoudre les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans leur quotidien dans les cadres familial et communautaire ou même dans le cadre de leurs activités économiques. D'autres membres volontaires des communautés, hommes et femmes, devraient s'impliquer à travers des comités Communautaires de Défense des Droits des Femmes pour appuyer les parajuristes dans leur mission et rôle

En dehors des formations et des actions d'éducation, de sensibilisation et de conseil juridique, le projet réalise des plaidoyers aux niveaux communautaire et national en vue de l'accès des femmes à la terre, au crédit et aux autres ressources de productions indispensables au développement de leurs activités agricoles.

Pour réaliser les activités dans de bonnes conditions, des agents de promotion sociale assurent un suivi de proximité et un accompagnement quotidien des parajuristes et des membres des Comités Communautaires de Défense des Droits des Femmes dans l'accomplissement de leurs missions dans chacun des cinq (5) pays. Ces APS ont l'obligation de rendre compte mensuellement en remplissant la fiche de suivi mensuel qu'ils envoient à la Chargée de Programme national. Ces fiches mensuelles sont ensuite transmises au BSRAO pour exploitation.

Les Chargées de Programme au sein de chaque structure nationale de mise en œuvre, sont elles aussi chargées de la supervision des activités au plan national, elles effectuent avec le Collège des femmes du ROPPA, une mission de supervision dans les communautés bénéficiaires tous les trois (3) mois et tous les six (6) mois avec une représentante de la Coordination sous régionale. Sur la base des informations reçues de l'APS et des résultats de ces suivis, elles remplissent également une fiche de suivi mensuel et un rapport tous les six (6) mois. Tous ces documents (fiches de suivis et rapports) sont envoyés au BSRAO pour exploitation.

Au cours de sa mise en œuvre, le projet a été soumis à diverses formes d'évaluation interne périodique dont les résultats sont consignés dans des rapports. Le projet arrivant à son terme nécessite une évaluation externe pour en mesurer les effets induits directs et indirects, en terme de changement social dans les cinq pays concernés par rapports aux indicateurs de base prévus dans le document projet. **L'évaluation externe vise à mesurer l'impact du projet au regard des objectifs du FLOW** (Fonds pour le Leadership et Opportunités pour les Femmes). Il s'agira aussi de mesurer les succès et échecs, les forces et faiblesses, les opportunités et obstacles du projet et de l'organisation qui le porte.

Précisément, l'évaluation devra vérifier le niveau d'atteinte des résultats attendus, et déterminer l'impact du projet au regard :

- de la connaissance par les femmes paysannes de leurs droits et de leurs actions à les faire connaître et appliquer dans leurs familles, leurs communautés et dans leur cadre professionnel ;
- de l'accès des femmes à la terre, au crédit, à la technologie et à d'autres ressources ;
- de la connaissance par les femmes de l'existence de la nouvelle loi OHADA relative aux coopératives, et de l'utilisation qu'elles en ont faite dans les pays couverts ;

Les indicateurs du projet FLOW formulés dans le projet, dont la validité doit être testée, serviront à mesurer les effets contribuant à atteindre chaque résultat. Au-delà des données qualitatives et quantitatives à faire ressortir, il faudra également mesurer le niveau de la connaissance par les femmes agricultrices de leurs droits mais également le niveau de changement que cela induit dans la communauté, leur niveau de durabilité.

1.4. Méthodologie

Selon les TDR, l'évaluation externe vise à mesurer l'impact du projet au regard des objectifs du FLOW. Il convient donc d'enquêter toutes les parties prenantes pour recueillir leurs perceptions, avis, expériences / pratiques, et mesurer les effets en termes de changement dans le vécu des femmes et des communautés touchées. Une évaluation bien conduite devrait augmenter la transparence et permettre à toutes les parties prenantes d'être capables de peser sur la direction et les cibles du projet. Elle a deux fonctions essentielles : renforcer la reddition de compte et consolider l'apprentissage.

1.4.1. Approche méthodologique

L'approche méthodologique repose sur trois activités : la revue documentaire, la collecte des données de terrain et l'analyse des résultats.

▪ Consultation des documents de travail

Le document projet, les termes de référence de l'évaluation, le rapport d'évaluation du projet MDG3, les fiches de suivi des APS et des chargés de programme (rapports mensuels), et des documents institutionnels (plaquettes, dépliants, manuel de qualité ISO et vidéo reportage) constituent l'essentiel du fonds documentaire de la mission d'évaluation.

▪ La collecte des données

Pour la collecte des données, deux approches ont été utilisées : d'une part le questionnaire adressé à diverses parties prenantes qu'il n'a pas été possible à la mission de rencontrer pour un entretien direct, d'autre part les entretiens directs, essentiellement avec les bénéficiaires dans les villages à travers les visites-terrain, et la rencontre de représentants d'institutions, d'organisations ou de services techniques directement ou indirectement impliqués dans la conception et la mise en œuvre du projet.

La méthodologie utilisée est essentiellement basée sur l'approche participative qui implique la participation active non seulement des bénéficiaires mais aussi de toutes les parties prenantes du projet au moyen d'outils qui leur sont adaptés. Les outils utilisés pour la collecte des données sur le terrain sont ceux de la MAPP (Method for impact assessment of poverty alleviation projects / Méthode d'évaluation de l'impact des projets de réduction de la pauvreté) développée en 1990 par la GIZ.

▪ Présentation sommaire de la MAPP et sa validité comme outil d'évaluation

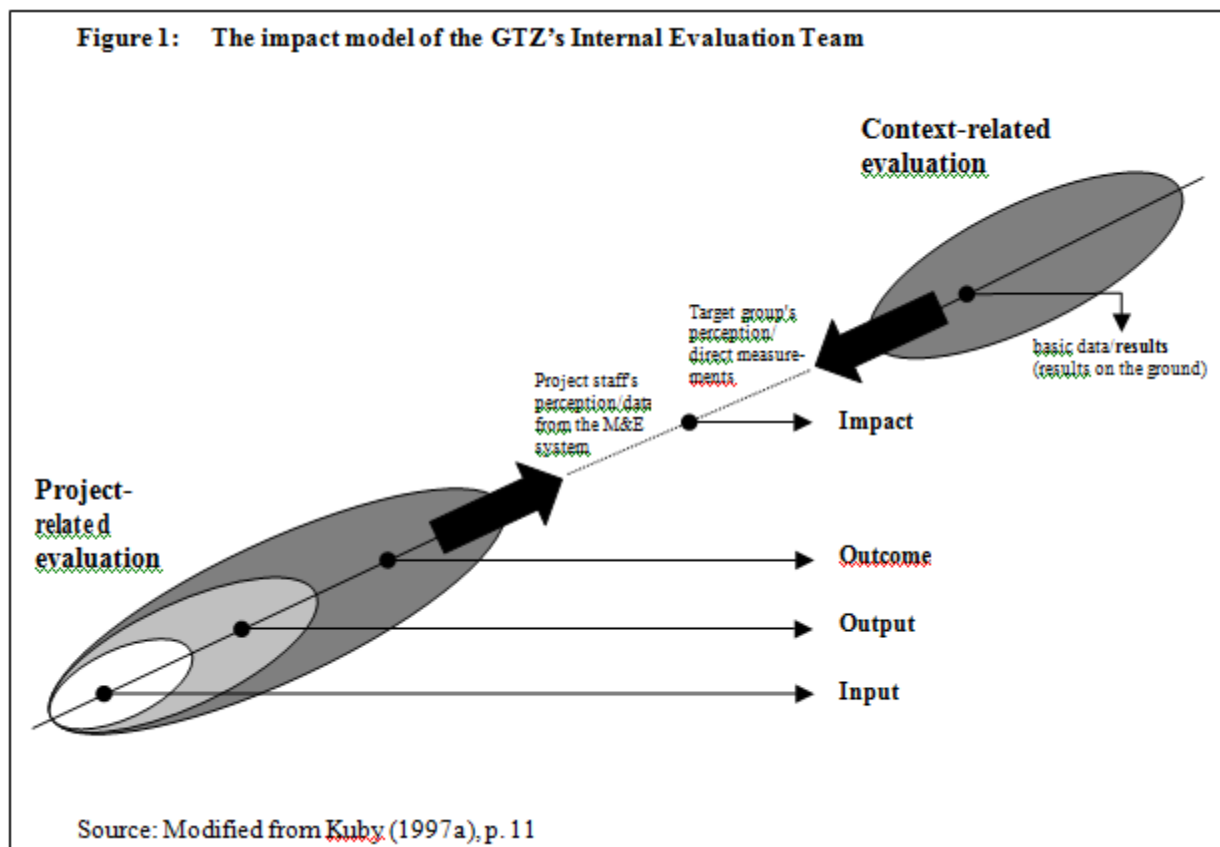
Le concept de la MAPP présente l'évaluation de l'impact d'un projet de réduction de la pauvreté sous deux angles (voir le schéma ci-dessous), les résultats sous forme d'effets prévus du point de vue de la logique de la conception du projet, et les effets induits du point de vue des bénéficiaires en termes de changements sociaux dans leur vécu quotidien. L'impact est la convergence des résultats prévus et constatés. Pour être significatif et plus près de la réalité, l'impact des résultats est mesuré du point de vue des bénéficiaires qui seuls peuvent exprimer les changements intervenus dans leur vie de tous les jours, car, comme le fait remarquer un vieux paysan, **"le succès d'une bonne chasse s'apprécie, non par le nombre de coups de fusil tirés, mais dans l'assiette de la ménagère"**.

Les cinq outils participatifs utilisés, tirés de la MAPP sont :

- **le tracé de la ligne de la vie** (durée : 1h30), permet de déterminer les changements intervenus dans la qualité de vie et les plus importants facteurs qui déterminent les amplitudes de la ligne de vie
- **l'analyse de la tendance de l'évolution du développement social de la communauté** (durée : 3h)
- **l'analyse des activités dans la communauté**, l'importance de ces activités et le temps que la communauté y passe (durée : 1h30)
- **la matrice d'influence** : part d'impact des activités sur la vie, le vécu quotidien de la communauté et celle d'autres facteurs (durée 2h30)
- **le transect** (visite des projets réalisés dans la communauté / champs écoles, outils de travail des PJ et CC2DF, habitation, etc.) (durée variable selon les distances et le nombre)

Quatre critères sociaux clés entrent en compte dans l'évaluation de l'impact : **les moyens de subsistance, l'accès aux ressources, la connaissance et les droits**. Ces critères sont bien les résultats recherchés par le projet. Bien qu'aucun de ces outils n'ait pu être complètement déroulé (pour insuffisance de temps), nous les avons adaptés au contexte. Nous estimons que la MAPP

comme un outil de collecte et d'analyse de données est bien adapté à l'évaluation de l'impact des résultats d'un projet de réduction de la pauvreté tel que le projet FLOW.



▪ Analyse des résultats

Pour l'analyse des résultats, les critères utilisés sont également ceux tirés de la MAPP : l'effectivité, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets et impact, et la durabilité.

1.5. Parties prenantes

Ce sont les acteurs et bénéficiaires directs ou indirects du projet. Il s'agit de :

- La coordination sous-régionale du WiLDAF à Lomé, porteuse du projet qui en supervise les activités sur le plan sous- régional
- Les chargés de programme au niveau des réseaux nationaux effectuent la supervision des activités au plan national, notamment avec le Collège des femmes du ROPPA, dans les communautés bénéficiaires, avec le concours de la Chargée de programme à la Coordination sous régionale
- Les membres des bureaux nationaux WiLDAF-FeDDAF ou organisations de mise en œuvre
- Le ROPPA et les collèges des femmes membres des plateformes nationales du ROPPA sont porteurs et acteurs de premier plan du projet.
- Les APS, agents de promotion sociale, sont les agents de terrain qui assurent un suivi de proximité et un accompagnement quotidien des parajuristes et des membres des Comités

communautaires de défense des droits des femmes dans l'accomplissement de leurs missions.

- Les parajuristes sont des femmes agricultrices formées et organisées qui mènent des actions d'information, de sensibilisation, de plaidoyer et de médiation au sein de leurs communautés et dans des communautés environnantes.
- Les membres des comités communautaires de défense des droits des femmes sont des hommes et des femmes leaders des communautés formés qui travaillent avec les parajuristes.
- Les Chefs traditionnels et autres personnes ressources pertinentes sont des facilitateurs dans la mise en œuvre des actions du projet dans les communautés.
- Les Ministères et les services techniques déconcentrés, sont les services étatiques qui ont appuyé le projet dans leur domaine d'intervention.

1.6. Calendrier (durée de l'évaluation)

L'évaluation externe du projet sur le terrain devrait durer 15 jours à raison de 3 jours par pays. Etant donné sa nature (évaluation des impacts), tous les villages des cinq pays devraient être touchés par l'exercice, ou à défaut la moitié (soit 39), à raison d'au moins une journée par village afin de développer les outils susmentionnés, de rencontrer toutes les parties prenantes, et de toucher des villages témoins afin de tester par triangulation la validité des données recueillies. Quinze jours, incluant les temps de voyage d'un pays à un autre et d'un village à l'autre (les distances entre les villages sont considérables et les voies d'accès difficiles), c'est trop peu ! Il en résulte beaucoup de pression sur la mission, mais ceci ne remet pas en cause la validité des résultats.

Chapitre 2 : RESULTATS DES DONNEES BRUTES COLLECTEES

2.1. Revue documentaire

La mission a observé que les documents mis à sa disposition par la Coordination du projet sont bien renseignés, fournissant beaucoup d'informations sur le système de mise en œuvre et les résultats escomptés atteints par le projet dans sa logique de conception. Nous consignons ces résultats sur le compte de l'évaluation interne réalisée à travers une structure à trois étages :

- a) Le terrain avec les agents de promotion sociale qui produisent les fiches de suivi mensuel,
- b) Le traitement et la capitalisation des résultats par pays par les chargées de projet
- c) La consolidation des résultats par la coordination sous-régionale.

Il est intéressant de souligner que les acteurs à ces trois niveaux descendent tous sur le terrain à des fréquences mensuelles, trimestrielles ou semestrielles, pour s'assurer que les renseignements fournis remontant de la base au sommet sont authentiques, surtout pour que chacun reste connecté à la réalité du terrain, car il s'agit d'un projet de transformation sociale.

2.1.1. Les offres - activités proposées et menées / input

Les activités menées dans la mise en œuvre du projet sont des offres proposées aux bénéficiaires pour réduire les inégalités et injustice sociales diagnostiquées dans les sociétés africaines en général, et en particulier dans les communautés ciblées. Ces activités sont transversales aux cinq pays concernés par le projet. Ce sont :

- 10 ateliers de formation pour 160 femmes agricultrices parajuristes, à raison de 2 ateliers par pays, sur les droits humains fondamentaux dans le cadre familial, les techniques de plaidoyer puis les rôles et responsabilités des PJ dans la mise en œuvre opérationnelle du projet FLOW ; puis sur la consolidation des acquis de la formation des parajuristes initial de la première année d'exécution du projet ;
- 5 ateliers de formation destinée à 150 femmes et hommes leaders d'organisations paysannes sur les droits des femmes pour les sensibiliser sur les relations de genre, les droits humains fondamentaux dans le cadre familial puis sur les violences basées sur le genre ;
- établissement des comités communautaires de droits des femmes dans les villages pour, non seulement jouer un rôle de surveillance, mais aussi de médiateur dans les conflits locaux ;
- appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes et l'égalité des sexes, l'éducation juridique de masse et l'assistance juridique aux femmes en situation de vulnérabilité ;
- formation et appui aux PJ et aux membres des CC2DF à l'organisation de plaidoyer pour l'accès des femmes à la propriété foncière, à la technologie et aux ressources nécessaires à leurs activités agricoles ;
- plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les programmes et politiques agricoles et alimentaires nationaux ;
- appui à la transformation des groupements en coopératives dans 3/5 pays (Bénin - Burkina Faso – Togo)
- renforcement des capacités des femmes agricultrices par leur accès à la technologie et aux techniques agricoles.
- des rencontres d'échanges et des activités de communication

2.1.2. Les résultats directs – extrants/output

Ces activités ont été confirmées comme effectuées par les personnes ayant participé aux rencontres organisées par la mission d'évaluation dans les communautés dans chaque pays visité. Pour le cas du Burkina Faso non visité, les fiches de suivi font foi en ce qui concerne l'effectivité de la mise en œuvre de ces activités. Les indicateurs de résultat relevés dans les fiches et plaquettes, et vérifiés sur le terrain dans les communautés visitées permettent de confirmer les résultats obtenus en termes d'extrants des activités menées.

A titre d'exemple par rapport aux parajuristes formées, nous avons relevé les indicateurs suivants dans les quatre pays visités où nous avons vu :

26 PJ des 13 villages enquêtés au Bénin,

20 PJ des 9 villages au Togo,

16 PJ des 8 villages au Ghana,

11PJ des 8 villages au Liberia dont une(1) décédée à Walakor dans la crise Ebola. Les fiches d'évaluation reçues signalent des cas de décès de PJ au Togo au cours de la période de mise en œuvre du projet.

Une extrapolation de ce résultat aux villages non visités et aux 5 pays permet d'affirmer que le projet a formé et déployé les 160 parajuristes comme prévu. Il y a aujourd'hui certes moins de 160 PJ effectives sur le terrain, en raison des pertes par décès ou par déplacement de certaines d'entre elles dans d'autres localités pour diverses raisons (familiales ou économiques).

2.1.3. Utilisation des offres – Effets directs / outcomes

La question-clé ici est de savoir qu'ont fait les femmes agricultrices sélectionnées et formées comme parajuristes, les leaders des OP formés sur les droits des femmes, ou les agriculteurs formés aux technologie et techniques agricoles, une fois les formations reçues ? En d'autres termes, que s'est-il passé après les formations et initiations aux techniques de sensibilisation, de plaidoyer, d'Assistances juridiques ou agricoles projetées et réalisées par WiLDAF ?

Les fiches de suivi, les rapports périodiques et les fiches d'évaluation des activités retournées renseignent à suffisance sur les activités post-formation des parajuristes, des membres des CC2DF et même des leaders communautaires sensibilisés. Nous relevons que :

- les parajuristes ont mené et continuent de mener des actions de sensibilisation sur les droits de la femme, offrent de l'assistance juridique aux femmes victimes de violence dans leurs communautés et font du plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre et autres ressources.
- les leaders d'OP membres des CC2DF appuient les PJ pour faire les sensibilisations sur les droits de la femme au sein de leurs faîtières
- les leaders communautaires, Chefs traditionnels sensibilisés, s'impliquent pour appuyer les PJ et les CC2DF, dont ils sont eux-mêmes membres dans certains villages ;
- plusieurs cas de médiation et d'intermédiation menés dans les conflits familiaux sont relevés dans les fiches de suivi, sur une base presque quotidienne dans les villages ;
- des champs de démonstration appelés champs-école sont mis en place pour l'application expérimentale des techniques et technologie apprises ;
- les groupements de paysans appuyés ont engagé les démarches pour leur mutation en coopératives au Togo, au Bénin et au Burkina Faso, etc.

Les résultats consignés de ces actions sont, entre autre :

- 119 951 personnes dont 70 030 femmes ont été touchées par les activités de sensibilisation sur les droits des femmes à travers 2421 causeries organisées par les PJ et les membres des CC2DF. (Ces chiffres sont fournies par les fiches renseignées des APS et compilés dans les rapports) ;
- une prise de conscience au sein des populations des villages sur les violations faites aux femmes ;
- l'augmentation du niveau de connaissance des droits humains des femmes au sein des communautés, et par les femmes, et l'engagement des bénéficiaires, de leurs partenaires hommes (maris, frères, ...) et des autorités traditionnelles à les respecter et à les faire respecter dans leurs milieux ;
- l'habileté croissante des femmes à savoir réclamer leurs droits en cas de violation, en utilisant les voies légales de recours appropriées pour les faire respecter ;
- des femmes commencent à accéder à la propriété foncière par héritage ou par d'autres moyens sécurisés (achat, dons ou location négociés dans l'équité...), accès à la parole, et à des postes de responsabilité sociale et politique ;
- on note des changements majeurs dans les pratiques coutumières tels que le mariage, le veuvage, les droits successoraux, les rites initiatiques, ..., dans tous les villages couverts.

Mais par devers tous ces résultats merveilleux, il faut l'avouer, il existe toujours des poches de résistance au changement comme le relève l'APS du Bénin dans sa fiche d'évaluation, et confirmé par les populations dans l'enquête sur le terrain :

« Certaines pratiques traditionnelles et religieuses négatives au regard des droits humains de la femme continuent néanmoins de défier les efforts des parajuristes et des comités. Il s'agit entre autre du déni du droit à l'héritage de la femme, le contrôle réel par la femme de la terre à laquelle elle accède par héritage, le lévirat dans une moindre mesure.
- L'analphabétisme et l'illettrisme de la plupart des acteurs de changement, surtout parmi les femmes, ajoutés à la culture de l'oralité constituent des entraves majeures à l'enracinement et à la pérennisation des résultats obtenus. »

2.2. Visite de terrain

La mission a visité et travaillé avec 36 des 77 villages et 2 villages témoins dans 4 des 5 pays bénéficiaires. L'un des pays, le Burkina Faso n'a pas pu être visité pour des raisons conjoncturelles jugées préoccupantes par la Coordination du projet pendant la période de l'évaluation. La visite-terrain a commencé le 5 octobre 2015 :

- Bénin, 5-10 octobre
- Togo, 12-15 octobre
- Ghana, 26-29 octobre
- Liberia, 1^{er}-5 novembre

Dans chaque village ou groupe de villages visités, les entretiens ont pris la forme d'atelier interactif où les bénéficiaires sont les principaux acteurs. Les groupes sont constitués des bénéficiaires directs du projet : les parajuristes, les membres des comités communautaires de défense des droits de la femme (CC2DF), les membres des coopératives et des bénéficiaires indirects (les autorités traditionnelles locales, les jeunes, etc.). Cette stratégie d'atelier nous a permis d'atteindre, en ce qui

concerne les villages, un échantillonnage de près de 50% avec un effectif moyen de 25 participants par atelier.

2.2.1. Observation générale par rapport aux résultats

Au cours des ateliers dans tous les pays, la mission a pris soin de vérifier les données des trois niveaux du cadre logique : les intrants/offres (activités / input), les extrants (output) et l'utilisation des offres/effets directs (outcomes) qui devraient produire les effets induits de changements (impact) dans la vie des bénéficiaires. Les résultats à ce niveau confirment ceux notés dans les fiches de suivi, à quelque variance près, d'un village à l'autre, et dans chacun des pays. Ces données collectées des participants peuvent se résumer comme suit dans le tableau ci-après :

Intrants/input- activités/offres proposées par WILDAF	Extrants/output – activités réalisées et les résultats produits	Effets directs/outcomes – utilisation des offres
Sélection et formation des parajuristes sur les droits humains et les droits des femmes	- 10 sessions dont 02 par pays - 02 ou 03 femmes sélectionnées et formées par village - nous avons vu 26 PJ des 13 villages enquêtés au Bénin, 20 des 9 villages au Togo, 16 des 8 villages au Ghana, 11 des 8 villages au Liberia dont 1 décédée dans la crise Ebola. <i>Une extrapolation de ce résultat aux villages non visités et au 5 pays permettrait d'affirmer que le projet a formé et déployé 160 parajuristes</i>	Nous avons vérifié qu'après les formations reçues, aussi bien les PJ que les leaders des OP membres des CC2DF ont : - fait des restitutions aux autorités traditionnelles locales, sensibilisé des autorités judiciaires (police, gendarmerie, tribunaux), pour obtenir leur adhésion au processus - organisé des campagnes de sensibilisation, des émissions sur des radios de proximité et des causeries aux places publiques, lieux de cultes, écoles, centres de santé, caserne de forces de sécurité (Ountivou au Togo), dans les familles et dans les lieux d'événements sociaux (mariage, maisons funéraires); sensibilisation dans des villages environnants pour atteindre le maximum de gens par le message de la « bonne nouvelle » de la connaissance et du respect des droits et du genre. - Ils ont aussi mené des actions de plaidoyer, notamment auprès des autorités locales pour obtenir des changements dans les rites et coutumes traditionnels : mariage, veuvage, lévirat, mariage précoce forcé, héritage, droit d'accès à la terre et droit de propriété des femmes, l'accès des femmes au leadership et aux instances locales de prise de décision. - Les PJ/CC2DF ont fait un grand nombre d'interventions en assistance juridique pour aider des femmes en difficultés dans leur foyer, intervenus dans des conflits familiaux et de voisinage, référé des cas aux autorités judiciaires.
Formation des femmes et des hommes leaders d'organisations paysannes sur les droits des femmes et l'égalité des sexes	- 05 ateliers pour 150 leaders. - <i>Il ne nous a pas toujours été facile de faire le décompte des personnes formées car tous n'étaient pas toujours au rendez-vous, mais les témoignages attestent de l'effectivité de ces activités</i>	- En ce qui concerne le plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les programmes et politiques nationales, nous n'avons noté aucune action significative. Ces actions sont plutôt menées au niveau sous régional. Néanmoins des actions de plaidoyer ont été signalées au niveau de certains pays, comme le Liberia (mais nous n'avons pas eu de preuve pour l'attester), au Togo auprès du ministère de l'agriculture sur le projet PNIASA, au Ghana avec les parlementaires et au Bénin auprès du ministère de l'agriculture pour l'aménagement d'un bas-fond rizicole au profit des agricultrices et
Etablissement des comités communautaires des droits des femmes	- Les comités sont effectifs dans tous les villages	
Campagne de sensibilisation sur les droits femmes et l'égalité des sexes	- Les participants confirment l'effectivité de ces activités et leurs capacités renforcées dans ces techniques pour entreprendre des actions dans leurs communauté et même tout alentour	
Assistance juridique		

Plaidoyer pour l'accès des femmes à la propriété, au crédit, à la technologie agricole et autres ressources		agriculteurs. - Certains villages nantis des connaissances en plaidoyer ont négocié avec succès la réalisation d'ouvrages collectifs : forage d'eau potable (Bong Mines), aménagement de voie publique et (Dementa au Liberia).
Plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les politiques agricoles et alimentaires		
Formation des agricultrices et agriculteurs à de nouvelles techniques et à la gestion des cycles agricoles	- Exécutée	- Les agricultrices et agriculteurs formés ont mis en application les connaissances reçues en technologie et techniques agricoles sur des exploitations collectives de démonstration (champs-école), et même dans des champs individuels.
Appui à la transformation des groupements en coopératives	- Des groupements d'agriculteurs ont été appuyés par ICAT au Togo, par un consultant au Bénin, sur contrat de consultation avec WiLDAF	- Au Bénin, les groupements appuyés ont entrepris les démarches de formalisation pour devenir des coopératives, mais attendent encore d'obtenir de l'administration leurs certificats d'enregistrement. Ce processus devrait aboutir au plus tard à la fin 2015, en tous cas en 2016, sauf imprévus. - Au Togo 35 coopératives ont obtenu leurs certificats d'immatriculation avec l'appui d'ICAT. - Le Ghana et le Liberia avaient pris de l'avance dans la professionnalisation des coopératives d'agriculteurs où les agriculteurs et agricultrices affirment avoir choisi, avec l'appui du FONG au Ghana et du Collège des Femmes du ROPPA au Liberia, l'option de « pratiquer l'agriculture comme un Business ».

Les effets directs de l'utilisation des offres par les bénéficiaires relevés dans la revue documentaire sont confirmés au cours de l'enquête terrain, pays par pays, par les bénéficiaires et les leaders rencontrés.

2.2.2. Données de l'enquête terrain sur les effets directs et indirects

La question-clé ayant guidé nos investigations était de savoir ce qui a changé dans la vie des bénéficiaires après avoir utilisé les offres, comme un malade qui aurait suivi les prescriptions de son médecin traitant ? C'est la recherche des effets induits ou impact du projet.

2.2.2.1. BENIN

Au Bénin, la mission a organisé 7 ateliers pour 13 villages bénéficiaires et 1 village témoin dans quatre communes du Département du Zou. Il s'agit des communes de Djidja, Ouinhi, Za-Kpota et Agbangnizoun.

Communes	Ateliers	Villages	Effectif des participants
Djidja	Gboguédékpa	Gboguédékpa	28
	Monsourou	Monsourou	23
Ouinhi	Ahicon	Ahicon – Zoungo - Monzougoudo	42
	Agonkon	Agonkon - Tozoungo	44
Za-Kpota/Tanta	Doutin	Doutin - Agondokpoé	37

	Tanta (Village témoin non couvert par le projet, situé à 2,5 km de Doutin)	Tanta	62
Agbangnizoun	Agbangnizoun	Dekanmè – Goly-Dovota - Fonly	45
Effectif total			281

Village de Gboguédekpa /Commune de Djidja

L'enquête a révélé que le projet FLOW, grâce à l'application par les apprenants des connaissances reçues, a donné de bons résultats, notamment

- ✓ Les changements dans les relations homme-femme dans le foyer et dans la communauté par la reconnaissance des droits des femmes
- ✓ la prise de conscience de l'égalité des droits et des sexes
- ✓ le droit à l'éducation des enfants des deux sexes
- ✓ la cessation des violences domestiques basées sur le genre
- ✓ et l'amélioration du rendement agricole grâce aux techniques culturelles apprises.

Deux outils de la MAPP, « *le tracé de la ligne de vie et la matrice d'influence* », ont été utilisés pour mesurer l'impact de ces résultats sur la vie des habitants de cette communauté.

La matrice d'influence ci-dessous montre l'impact du projet FLOW sur le vécu quotidien des habitants de Gboguédekpa. Le choix des critères sociaux est fait en accord avec la communauté.

Critères sociaux		Indicateurs de tendance sur la Période 2010-2015						Facteurs d'influence	
		10	11	12	13	14	15	Positifs	négatifs
Relation H-F dans le foyer et dans le village		--	--	-	+	++	++	Actions projet FLOW sur les DF et les VFF	Résistance au changement chez certains hommes
Droits des femmes et Pratiques traditionnelles négatives		---	---	--	+	++	++	Actions projet FLOW et Changement de mentalité des chefs traditionnels	
Scolarisation des enfants	F	-	-	+	+	++	++	Projet FLOW	Coûts liés à la scolarisation de plus en plus exorbitants dans l'enseignement secondaire
	G	+	+	+	+	++	++		
Santé		---	---	--	--	+	++	Revenu familial croissant Fréquentation des USP en hausse	
Rendement agricole		--	--	--	--	+	-+	Formation technique et accès aux intrants	Mauvaise pluviométrie en 2015 et difficulté de transport /voies défectueuses d'accès au marché
Revenu familial		-	-	-	-+	+	-+	Autonomie financière de la femme	Décharge des dépenses familiales sur la femme

(---) **très faible** (situation de fatalité : épidémie récurrente de rougeole, poids de la tradition, facteurs aggravants)

(--) **faible** (poids de la tradition, ignorance des droits fondamentaux)

(-) **moyen**

(+) **assez bon**

(++) **bon**

(+++)**excellent**

Tous les critères sociaux sont en forte croissance montrant que le projet a imprimé une forte transformation sociale transmissible aux générations futures. Pour la durabilité, les membres du CC2DF affirment qu'ils continueront les sensibilisations, après la fin du projet, car pour eux « **la connaissance acquise est un trésor !** »

Le tracé de la ligne de vie des habitants du village sur la période 2000 – 2015 a néanmoins montré que, malgré les bons résultats indéniables du projet FLOW la qualité de vie dans le milieu s'est dégradée de manière continue pour atteindre un niveau de « mélancolie », où l'inquiétude du lendemain hante les habitants, surtout les hommes. La question foncière est devenue ce qu'on appelle dans l'approche psychosociale « *Former pour transformer* » un « **Thème générateur** », un sujet de grande préoccupation qui génère une émotion profonde chez la population.

Le village est effet menacé de disparition à court terme à cause de la spéculation foncière dans la Commune résultant en des ventes massives des terres rurales à des multinationales, par des lobbies puissantes qui n'ont laissé aux habitants que le carré qu'occupe leur habitation. Ils ne disposent plus de terres cultivables proches.

Pertinence du projet : les femmes, appuyées par les hommes disent que : « **si ce projet n'avait pas existé, il faudrait l'inventer, et nous ne savons pas pourquoi personne n'en a parlé avant !** »

Village de Monsourou /Commune de Djidja

Matrice d'influence

Critères sociaux		Indicateurs de tendance Période 2010-2015						Facteurs d'influence	
		10	11	12	13	14	15	Positifs	négatifs
Relation H-F dans le foyer et dans la société		--	--	-	+	++	++	Sensibilisation parents et enfants sur les DF et les VFF et rôle de veille des enfants en cas de VFF dans le foyer	Résistance au changement chez certains hommes
Leadership des femmes		--	--	-	+	+	+	Sensibilisation projet FLOW	- Taux d'analphabétisme élevé parmi les femmes - Pesanteur sociologique persistante - Beaucoup de femmes n'ont pas d'actes de naissance
DF et Pratiques traditionnelles négatives		---	---	--	+	++	++	- Actions projet FLOW - Changement de mentalité des chefs traditionnels - Influence des églises	
Santé et éducation des enfants	F	-	-	+	+	++	++	- Projet FLOW - Politique Education pour tous de l'Etat	- Coûts de plus en plus élevés de la scolarisation au niveau secondaire - Risque de grossesse précoce des filles
	G	+	+	+	+	++	++		
Accès à la terre et aux autres ressources		-	-	-	-	+	++	- Sensibilisation - Plaidoyer en faveur de la Femme pour	- Forte spéculation foncière dans la Commune

							héritage foncier	- Non maîtrise de la législation foncière par l'Etat
Rendement agricole	--	--	--	--	++	++ +	- Accompagnement technique, champ-école - Accès aux intrants	- Pluviométrie irrégulière en 2015 - Mévente/ marché - Rareté de main d'œuvre
Revenu familial	-	-	-	+	++	++	Plaidoyer pour l'accès à terre, crédit, technologie et conseils	- Coût des intrants - Pluviométrie irrégulière

Remarques : deux femmes se sont présentées aux dernières élections locales mais n'ont pas été élues, par contre une conseillère a été élue au niveau de l'arrondissement.

Pertinence : les bénéficiaires de Monsourou sont unanimes pour dire que le projet répond à leurs besoins et que la participation de la femme jouissant de tous ses droits constitue un facteur de cohésion sociale et de développement de la communauté.

Villages : AHICON - ZOUNGO-MONZOUGOUDO / Commune de OUINHI

Critères sociaux		Indicateurs de tendance Période 2010-2015						Facteurs d'influence	
		10	11	12	13	14	15	Positifs	négatifs
Relation H-F dans le foyer et dans la société		---	---	-	+	++	++	- Sensibilisation sur les DF et les VFF - Engagement de tous au respect des droits réciproques entre H & F - Contribution volontaires des femmes aux charges familiales	Résistance au changement chez certains hommes
Leadership des femmes		--	--	-	++	++	++	- Sensibilisation projet FLOW - Le courage de certaines femmes qui ont osé s'aventurer dans l'arène de la compétition politique	- Taux d'analphabétisme parmi les femmes élevé - Pesanteur sociologique élitiste persistante - Beaucoup de femmes n'ont pas d'actes de naissance
DF et Pratiques traditionnelles négatives		---	---	--	+	++	++	- Actions projet FLOW - Changement de mentalité des chefs traditionnels et influence des églises	RAS
Education des enfants	F	-	-	+	+	++	++ +	- Sensibilisation Projet FLOW - Politique Education pour tous de l'Etat	- Coûts de + en + élevés de la scolarisation au niveau secondaire - Risque de grossesse précoce des filles
	G	+	+	+	+	++	++		
Accès à la terre et aux autres ressources		--	--	-	+	++	++	- Sensibilisation et plaidoyer en faveur de la Femme pour héritage foncier projet FLOW - Accès à la propriété sécurisée de la femme par héritage, achat ou location	- Non maîtrise de la législation foncière par l'Etat
Rendement								- Formation technique,	- Pluviométrie

agricole	-	-	-	-	++	+	champ-école et accès aux intrants - Appui d'autres organisations étatiques et non étatiques (formation, aménagement, semence)	irrégulière en 2015 - Mévente/ marché - Rareté de main d'œuvre - Promesse non tenue de l'Etat ¹
Revenu familial	--	--	-	+	++	+	- Plaidoyer pour l'accès à terre, crédit, technologie et conseils - Epargne FADEC	- Répartition inégale de l'eau dans les rizières - Accès difficile au marché
Amélioration du cadre de vie (habitat)	-+	+	+	++	++	++	- Contribution des femmes aidant leurs maris à construire ou réparer l'habitat (60% d'amélioration du cadre de vie chez les bénéficiaires)	- Mévente des récoltes - Prix non rémunérateurs sur les marchés locaux

Témoignages :

Revenu familial : « Il y a 6 ans, la situation financière des familles étaient difficile, maintenant cela s'est amélioré. Avant les dépenses se faisaient par les hommes seuls mais maintenant nous les femmes aussi contribuons. »

Amélioration de la relation H-F : « Nous avons maintenant compris que la femme a aussi un rôle à jouer dans la société, il faut un respect mutuel des deux sexes »

Amélioration du cadre de vie : Sur 10 chambres à coucher où l'on dormait à même le sol avant le projet, 6 (60%) au moins ont maintenant un lit relevé.

Leadership des femmes : Beaucoup d'amélioration, beaucoup de femmes sont maintenant animatrices dans plusieurs ONG, 01 conseillère a été élue dans l'arrondissement.

Pertinence du projet : « le travail de WILDAF a été d'une grande nécessité. Sans ces actions, ces changements constatés plus haut ne se seraient pas produits. La perception des populations a changé entraînant l'amélioration de beaucoup de chose. " Si WILDAF était un enseignant, alors c'est un enseignant adroit" ».

Durabilité : « Nous prendrons des dispositions pour continuer les sensibilisations et aider les victimes d'agression ou de violence même si ce ne serait plus avec la même fréquence qu'au cours du projet, même sans financement extérieur. Nous sommes en train de murir l'idée de faire une réunion de réflexion réunissant les PJ et comités du 5e arrondissement pour définir un plan d'action en vue de la poursuite des actions menées dans le cadre du projet ».

Villages : AGONKON ET TOZOUNGO /Commune de OUINHI

L'atelier réunissant les deux villages s'est tenu à Agonkon, village à accès difficile, surtout sous une pluie battante en début d'après-midi. Ici nous avons changé d'outil en utilisant « la liste des activités menées » dans le cadre du projet pour collecter les effets induits.

¹ L'Etat aurait encouragé et appuyé les producteurs de céréales (riz et maïs) à augmenter leur production qu'il leur rachèterait. Mais promesse non tenue, entraînant la mévente.

Utilisation des offres/activités menées	Effets induits / changements	Observations
- Restitution aux autorités locales des formations reçues par les PJ - Sensibilisation réunions publiques, lieux de culte, marché, centre de santé, FADEC, émissions radio ; - Appui-conseil-assistance juridique - Médiation dans les conflits conjugaux, de voisinage - Règlement des conflits de VFF - Mobilisation communautaire pour l'établissement des actes d'état civil	- Mobilisation et engagement des chefs traditionnels et religieux, et toute la population dans la reconnaissance de l'égalité des droits - Forte participation et intérêt accru des hommes pour les activités du WiLDAF - Conflits conjugaux en nette diminution - Les filles ne sont plus envoyées dans les carrières au Nigeria pour raison économique - Mariage forcé éradiqué - Filles et garçons, tous à l'école - Plus de foyers heureux	- Récidives des VFF dans une poignée de foyer réfractaires au changement - Presque 100% des filles vont à l'école grâce à l'assistance de la communauté aux foyers à faibles ressources
- Plaidoyer auprès avec des époux, frères et propriétaires fonciers pour l'accès des femmes à la terre - Mise en pratiques des conseils techniques agricoles - Démarches officielles effectuées pour l'obtention de crédits et d'intrants	- Les femmes disposent de leurs propres exploitations agricoles - Accroissement du savoir-faire en technologie agricole - Accès au crédit et aboutissement des démarches d'obtention de crédit - Accroissement du rendement agricole et du revenu familial	
- Démarches pour la transformation des groupements en coopératives agricoles	- Plus de solidarité entre agriculteurs/agricultrices - Crédibilité accrue des producteurs auprès de potentiels partenaires pour appui multiforme	- Il y a 3 coopératives à Agonkon et 01 à Tozoungo en attente de leur immatriculation
- Promotion du leadership des femmes	- 01 femme s'est faite élire conseillère à Tozoungo, elle s'est présentée pour être chef de village mais n'a pas été élue - 01 femme s'est également présentée aux élections à Agonkon, mais n'a pas été élue	
- Plaidoyer pour les changements dans les pratiques sociales préjudiciables aux droits des femmes : réduction de la durée des périodes initiatiques de 3 ans à 3 mois, respectant le calendrier scolaire - Réglementation des sorties du fétiche ORO	- Plus de liberté aux filles pour aller à l'école - Plus de liberté aux femmes et hommes de vaquer librement à leurs occupations - diminution des conflits liés à ce rite (témoignage du Roi Toffa.)	- Avant le fétiche ORO sortait de façon anarchique empêchant les femmes et les hommes de sortir et de vaquer librement à leurs occupations, mais maintenant, ses sorties sont réglementées et se font à des heures précises pendant 15 jours au cours de l'année.

Pertinence : « le projet est pertinent car ayant réglé beaucoup de nos problèmes. Les actions de lutte contre les VFF et les plaidoyers d'accès des femmes à la terre et autres ressources comme crédit ont amélioré beaucoup de chose dans notre quotidien ».

Durabilité : « Nous allons continuer par faire des actions dans le sens de celles déjà entamées par le biais des partenaires avec lesquels WILDAF nous a mis en contact, aussi allons-nous utiliser les techniques de plaidoyer pour trouver les ressources nécessaires et amener les autorités ou partenaires à solutionner nos actions »²

² Ces déclarations émanent de l'ensemble des participants par triangulation, et ne peuvent être attribuées à des individus.

Villages : DOUTIN et AGONDOKPOE

Utilisation des offres/activités menées	Effet induits/Changements	Autres facteurs d'influence	
		positif	négatif
- Restitution des formations reçues au chef du village, CA, mairie, - Mobilisation et sensibilisation des populations porte à porte et dans les églises et autres lieux de rassemblement, brigade etc. Emission radio sur radio Tonassè à Covè, sur les VFF, droit de la femme à la terre, dot et mariage, mariage précoce, scolarisation de la jeune fille, égalité des sexes, assainissement et hygiène - Au moins 2 séances de sensibilisation sont animées par mois - Entre 60 et 200 personnes sont mobilisées par séance - Démarches pour l'obtention des actes d'état civil - Plaidoyer sur le droit des femmes à la terre et à l'héritage	- Eveil des consciences - Changement de mentalité dans les relations H/F - Diminution voire éradication des VFF et du mariage forcé (95%) - Accroissement des connaissances relatives aux droits humains de la femme - Paix dans les foyers et villages - Liberté de religion - Reconnaissance du droit de la femme à la terre - Changement de mentalité - Valorisation de la terre par la femme - la femme dispose de son propre revenu	- Bon accueil par les populations - Appropriation des informations reçues - Prédisposition de certains dignitaires (qui condamnaient ces pratiques) aux changements dans les anciennes pratiques - sensibilisations du ministère en charge de la famille par le centre de promotion sociale	- Résistance au changement d'une minorité - Influence des villages voisins ne bénéficiant pas du projet
- Renforcement de capacité en technique et technologie agricole, accès au crédit - Formalités de demande de prêt à ALIDE - mise en pratique des conseils reçus	- Obtention de crédit pour l'agriculture - Augmentation des exploitations agricoles -	- Activités du Hunger project	- Difficile accès au marché
- appui à la transformation des groupements en coopérative - Démarches pour l'obtention de titre et d'immatriculation de coopérative	- En entente d'immatriculation - Perceptives ouvertes de coopératives et de marché	-	
- Plaidoyer et promotion du leadership féminin Positionnement des femmes sur les listes électorales	- Transparence dans la constitution des listes électorales - Les femmes se positionnent pour les élections - Une femme a été élue conseillère dans le village voisin	- Intervention de RIFONGA et de GIZ au niveau communal	- Analphabétisme des femmes - Résistance des hommes - Faible pouvoir économique des femmes
- Plaidoyer et sensibilisation des chefs dans les pratiques traditionnelles	- Liberté de religion des femmes - Assouplissement des pratiques - Eradication de certaines pratiques et d'autres sont en voie de disparition	- Influence des églises, nombreuses dans le milieu - accroissement du nombre de fidèles dans les églises	- Rivalité interne dans les familles - Résistance à l'acceptation du droit de la femme à la terre toujours considérée comme allochtone dans la famille

Pertinence : « Ce projet répond à notre besoin car depuis le début des actions de WiLDAF notre niveau de vie s'améliore »

Chant pour WiLDAF : « Merci, grâce à toi je m'habille, tu m'as ouvert les yeux... Nous sommes plus forts maintenant car nos yeux et oreilles ont été ouverts, nous avons la connaissance, WiLDAF nous apporté de la lumière dans notre obscurité ».

Durabilité : « Nous allons tout faire pour ne pas retomber dans les anciennes habitudes après la fin du projet. Nous allons continuer les actions à notre niveau mais nous aurons besoin de l'appui technique de WILDAF. Au lieu de nous donner du poisson, WILDAF nous appris à en pêcher. Les formations reçues, la documentation vont nous servir à poursuivre les activités »

Villages : DEKANME – GOLY – DOVOTA – FONLY/ Commune d'AGBANGNIZOUN

La rencontre dans la Commune d'Agbangnizoun a été interrompue, trois quarts d'heure à peine après son démarrage retardé par le mauvais temps, et la tombée de la nuit, faute d'éclairage. Néanmoins, les échanges dans ce laps de temps confirment la solidité des résultats obtenus, comme dans les autres localités en termes de changements irréversible.

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/Changement
- Sensibilisation de la communauté sur les VFF, les actes d'état civil, droit de la femme à la succession, scolarisation de la jeune fille, grossesse précoce... - Plaidoyer pour la facilitation de l'accès de la femme à la terre et formalisation des terres reçues - accompagnement des familles pour l'obtention de l'acte de naissance(en cas de retard dans les procédures) - Plaidoyer pour l'accès au crédit - Règlement des conflits à l'amiable ou médiation	- Facilité à prendre la parole en public - Témoignage PJ « avant je ne pouvais pas me tenir debout en public. Depuis les formations et les activités WILDAF je me sens plus en confiance et je peux même m'exprimer sans peur devant une foule. Je prends le chef du village à témoin. J'ai même été élu conseillère aux dernières élections et Secrétaire Général du Conseil depuis hier » - Diminution du taux de déscolarisation dû aux grossesses précoces - Diminution des cas de maltraitance - Cohésion dans la famille - Augmentation du revenu de la famille - Autosuffisance alimentaire - « avant juste les produits récoltés ne nous permettent pas de vivre d'une saison à une autre, nous étions obligé d'aller encore acheter chez d'autres pour notre consommation. Mais maintenant, même après la vente, il nous en reste suffisamment pour bien vivre jusqu' à la prochaine saison »

En gros tous les indicateurs des critères sociaux testés sont croissants, preuve que le projet a eu un réel impact sur la population de la commune. Il s'agit :

- du rendement agricole
- du revenu familial
- de l'accès des femmes à la terre et autres ressources
- des relations H/F
- de l'éducation de la jeune fille
- de l'amélioration du cadre de vie
- du leadership des femmes

Durabilité : « Nous allons continuer les actions car nous avons l'information qui nous donne le « Pouvoir » de le faire. Nous allons continuer la transmission de ces connaissances par les sensibilisations à nos enfants afin qu'ils prennent la relève. Le fonctionnement de nos coopératives va servir à pérenniser nos acquis. **WILDAF nous a appris à pêcher, ceci va nous permettre de le faire chaque fois que nous aurons besoin de poissons** »

Village : Tanta/Commune de Za-Kpota, Arrondissement de Tanta

Tanta est un gros village, chef-lieu de l'arrondissement auquel appartiennent Doutin et Agodokpoé. Il est situé à 2,5 km de Doutin, et n'est pas couvert par le projet. Nous l'avons choisi comme village témoin pour peser les résultats obtenus dans les villages voisins attribués au projet FLOW. A la question « *avez-vous entendu parler d'un projet WiLDAF qui travaille avec vos voisins de Doutin et Agondokpoé ?* » les participants ont répondu :

- « *Non, jamais entendu parler* » dans leur majorité, curieuse curieux d'en savoir plus !
- « *Moi, j'ai entendu parler d'un projet FLOW à radio Tonassé de Cové, qu'est-ce que c'est ?* »

Quand nous avons abordé la question de la rentabilité des activités agricoles et l'expérience des voisins de Doutin et Agondokpoé, la population en majorité agricultrice, réagit intéressée de savoir comment leurs voisins réussissent là où eux ils échouent. La discussion devint animée :

Expériences faites dans les villages voisins :

« Les paysans de Doutin et Agodokpoé auraient-ils un secret qui leur permet d'améliorer leur productivité ? Ce que nous n'avons pas à Tanta ? »

Problèmes de Tanta

- difficulté d'accès aux semences entraînant la mauvaise qualité des produits.
- pas de moyens financiers pour se payer les services des ouvriers pour le travail.
- notre pouvoir d'achat ne nous permet pas d'avoir accès ou d'acheter les produits phytosanitaires au niveau de la CARDER
- récolte en deçà des énergies fournies (rendement très faible)
- pauvreté des terres
- infertilité des sols (utilisées depuis des années) entraînant improductivité
- « *nous ne savons pas comment améliorer nos rendements agricoles* »
- difficulté d'accès au marché pour l'écoulement
- « *nous disposons de groupements mais pas de coopératives* »
- certains partent manœuvrer dans les champs des villages voisins
- exode des jeunes, filles et garçons dans les carrières au Nigeria...

Toutes ces difficultés furent celles des villages bénéficiaires du projet FLOW additionnel, mais qui sont aujourd'hui derrière eux ! Cela prouve que le projet a eu un impact réel sur ses bénéficiaires, qui ont maintenant la responsabilité de partager leur connaissance avec leurs voisins. Les habitants de Tanta demandent à voir WiLDAF. Nous leur avons conseillé d'approcher leurs voisins de Doutin à seulement 2,5 km de chez eux.

Nous n'avons pas abordé la discussion sous l'angle du droit avec notre auditoire de Tanta, cela aurait été indélicat, selon nos accompagnateurs.

2.2.2.2. TOGO

Au Togo, la mission a organisé 6 ateliers pour 9 villages bénéficiaires dans trois Préfectures de la région des Plateaux. Il s'agit des préfectures du Haho, de l'Ogou et d'Amou.

Préfecture	Ateliers	Villages	Effectif des participants
Haho	Tsagba	Tsagba, Edouhoe	33
	Agotove	Agotove	28
Ogou	Ntchiri	Ntchiri, Ogodjè	22
	Quintivou	Quintivou	34
	Egbedjrovi	Egbedjrovi	21
Amou	Hiheatro	Hiheatro, Ebeva	26
Effectif total			164

Villages : Tsagba et Edouhoé

Utilisation des offres/activités menées	Effets induits/Changements	Autres Facteurs d'influence	
		Positifs	Négatifs
Sensibilisation sur les droits des femmes, éducation, accès des femmes à la terre, violences faites aux femmes, divorce, mariage forcé, acte d'état civil, rites traditionnels néfastes dans les quartiers et villages environnants, églises, écoles, centre de santé, porte à porte	- Violences physiques faites aux femmes éradiquées - Persistance des violences verbales - Les femmes propriétaires de terres construisent des habitats - Les rites de veuvages simplifiés - Augmentation du taux de scolarisation, surtout des filles « <i>Avant en saison pluvieuse, nous allions chercher les enfants à l'école pour des mois de travaux champêtres, cette année aucun n'a été retiré, tous les enfants sont à l'école</i> » - Eradication du mariage forcé « <i>Avant les jeunes filles étaient kidnappées les jours du marché pour être mariées de force à des hommes choisis par leur père. Mais maintenant cette pratique n'existe plus</i> » - Filles et Garçons participent maintenant aux travaux domestiques... - Leadership affirmé des femmes, Scolarisation des filles	- Commission chargée des litiges fonciers avec l'assistance de l'ETD	- Famille nombreuse - Libertinage dans le choix des conjoints par les filles - Persistance des problèmes d'héritage et de lignage au-delà des héritiers directs
- Appui d'ICAT à la formalisation des coopératives - Les membres des coopératives sont formés et connaissent leurs rôles - Mise en application des connaissances reçues lors des différentes formations	- 04 groupements sont transformés en coopératives dont deux immatriculées à Tsagba : (Novilonlon et Dékawowo) et à Edouhoé : (Mawuégnigan et Novissi) - Obtention du crédit dû à la confiance faites aux coopératives par les microcrédits comme URCLERC, COOPEC-AD Assrama, SEBADERS - Facilité d'accès aux intrants - Amélioration du rendement du simple au triple (300%) - Augmentation du revenu familial - Amélioration du cadre de vie (construction des habitations en dur) - Amélioration de l'habillement, régime alimentaire - Témoignages : « <i>la coopérative nous a appris à faire l'élevage et donc cette année j'ai pas acheté de mouton pour la fête de Tabaski</i> » - Epargne	- Assistance de GRED, GARDEGI, - Formations en agro écologie par ETD - Elevage	- Accès difficile au marché - Prix de vente des produits non rémunérateurs pour le producteur au marché - Pluviométrie défavorable - Transhumance destruction des champs par les bœufs des peulhs » - Corruption des autorités administratives (préfets, gendarmes...)

Pertinence : « Le projet est nécessaire car les changements qu'il a apportés sont très bénéfiques pour nous. Sans ce projet nous demeurerions dans l'ignorance de beaucoup de choses. Sans WILDAF, spécialement la scolarisation de la jeune fille, l'éradication du mariage forcé ne seraient pas une réalité dans nos milieux Adja. Ce projet nous a ouvert les yeux. »

Durabilité : « Nous ne retournerions plus à notre ancienne situation car nous avons appris comment sortir de la pauvreté surtout avec les coopératives. Nous allons continuer à mettre en application les connaissances reçues. »

Village : Agotove

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence	
		Positifs	Négatifs
- Restitution des formations reçues aux autorités locales traditionnelles - Sensibilisation de masse dans les églises, écoles porte à porte ; dans les villages voisins, - Emission radio à radio Novissi (Notsè), sur ✓ les VFF, accès de la femme à la terre, au crédit, héritage, scolarisation des jeunes filles, équité dans l'éducation des enfants, les rites de veuvage, répartition équitable du foncier familial, gestion de la vie familiale - Plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre, l'accès au crédit et technologie - Répartition équitable du foncier familial	- Paix sociale et cohésion familiale - Eradication des violences faites aux femmes - Les femmes ont accès à la terre avec la coopération des hommes <i>« Avant la femme n'avait pas accès à l'héritage, car on pensait que du fait qu'elle allait se marier dans d'autres familles, elle risque de le perdre. De nos jours, elle peut hériter mais ne peut pas vendre la partie qui lui est revenue »</i> Cette pratique est déjà en vigueur depuis le début du projet - Rites de veuvage assouplis <i>« avant, la durée de veuvage était de trois ans. Maintenant, elle se fait de manière symbolique pendant 09 jours seulement »</i> - Meilleure gestion du foncier familial et communautaire - Plus d'attention accordée à la scolarisation de la jeune fille	Action sociale/ Promotion de la Femme	
- Trois coopératives ont été formées dont deux avant le projet - Un groupement a fait des démarches der formalisation en coopérative - Formation des coopératives en gestion - Démarches pour l'obtention d'immatriculation, des intrants et crédits - Mise en application des connaissances reçues sur le terrain	- Novissi – Miwoenenyo ont déjà leur immatriculation - Obtention de crédit en 2013 et en 2014 auprès de URCLEC, COOPEC –AD, OIC - Accroissement du revenu familial - accroissement du rendement agricole de 1 à 2,5 en moyenne - Amélioration du régime alimentaire, de la santé familiale, de la scolarisation et du cadre de vie - « Couverture de certaines cases en tôle pour remplacer la paille » -	GARDEGI, GRED	- Pluviométrie défavorable en 2015 - Peur de prendre des crédits et ne pas pouvoir rembourser - Mévente - Fluctuation du marché (les agriculteurs sont à la merci des acheteurs)
Promotion du leadership des femmes	Nomination d'une femme notable		
Plaidoyer pour la prise en compte des femmes dans les instances de prise de décision	Deux coopératives sur 3 ont des responsables femmes		

Pertinence : « Le projet a répondu aux besoins de notre communauté et a résolu nos problèmes. Rapport temps/résultat est acceptable car nous avons récoltés des avantages et bénéfices. »

Durabilité : « A ce stade, nous allons continuer avec les connaissances acquises et les conseils reçus. »

Village : Ouintivou

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Autres Facteurs d'influence	
		Positif	Négatif
- Restitution aux autorités - Sensibilisation dans 14 quartiers, écoles, églises, centre de santé, garnison des forces de sécurité, les villages voisins (Bétoè, Amavou, Kpéli, Eyihòè, Godohòè, Egohòè, Tokotihòè...) - Thèmes : mariage forcé, équité genre, droit des femmes à la terre, veuvage, acte d'état civil, scolarisation des enfants surtout des filles, droit à l'héritage, violence faites aux femmes, accès au crédit-épargne - Démarche pour la création des coopératives - Textes de base (statut, règlement intérieur) - AG constitutive (élections des instances) - Démarches pour l'obtention de l'immatriculation - Organisation régulière des réunions - Activités collectives - Cotisation - 10 groupements ont été transformés en coopératives dont 07 immatriculés (Noulagnon, Novissi, Louez l'Eternel, Mère de Dieu, Agnona, Novilonlon, Evamé) - Application des techniques apprises	- Scolarisation des enfants, filles et garçons - Eradication du mariage forcé - Relation homme femme améliorée - Coopération mutuelle entre les conjoints - Climat familial apaisé permettant le dialogue - Gestion concertée du revenu familial - Rendement agricole - Production plus que doublée - Reserve des produits d'une période de récolte à une autre <u>Santé / Education</u> Fréquentation régulière des centres de santé (consultation prénatale et post natales) Enrôlement de tous les enfants à l'école « Les membres du comité interviennent et sensibilisent les parents réticents à envoyer leurs enfants à l'école » « Une enfant en classe de CMI devrait aller à Lomé pour travailler comme domestique (bonne). Son oncle a saisi le comité qui est intervenu par des négociations avec les parents. Cette année l'enfant a repris les classes » - Alphabétisation fonctionnelle des femmes en français <u>Amélioration de cadre de vie</u> - Construction de latrines 06 familiales et 15 publiques - Propreté des maisons - Apparence vestimentaire et coiffure des hommes et des femmes du village - Electrification solaire publique - Toiture en tôle et plafonnée <u>Leadership des femmes</u> - 09 coopératives sur 10 ont des responsables femmes ; 03 sur 07 membres du bureau CVD sont des femmes - Des femmes président le comité de DDF, le comité parents d'élèves et le comité eau du village <u>Femmes / filles libres</u> - Assouplissement des rites de veuvage de neuf mois à neuf jours « Notre maman ici présente (désignant une participante) a perdu son mari il y a	- Construction de latrines par la Croix Rouge Togolaise - Alphabétisation des femmes, Formation en gestion de petits commerces avec l'ONG ASAP (association pour le soutien et l'autopromotion au Togo) - Intransit et crédit avec l'UAR-P (Union des agriculteurs région des plateaux) intransit, crédit, la Caisse locale de crédit agricole (CLCA) - FNFI (crédit de 30.000 ou 100.000)	- Remboursement mensuel des prêts défavorise les agriculteurs par rapport au cycle agricole - Pluviométrie irrégulière - Lieu de vente des engrais éloigné du village - Absence de moulin d'égrenage d'arachide - Insuffisance de source d'eau potable

- Champs écoles et des champs individuels - Démarches et négociation pour l'obtention des terres, crédits et autres ressources	de cela un mois. Mais elle est parmi nous sans signe distinctif ... » - Eradication du mariage forcé (nos filles vont à l'école jusqu'au 3^e degré et passent maintenant le BAC 1 et le BAC 2) - Eradication du lévirat (libre choix de la veuve)		
---	--	--	--

Durabilité : « Nous allons continuer les sensibilisations dans les autres villages afin de toucher tous les 33 villages du canton. »

Village EGBEDJROVI

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence	
		Positif	Négatif
- Sensibilisation sur les droits de la femme, VFF, équité genre, éducation de la jeune fille, veuvage, accès des femmes à la terre, accès au crédit, accès aux intrants, technique et technologies agricole - Sensibilisation : 10 villages touchés - Plaidoyer pour l'accès à la terre, aux intrants, au crédit et à l'hydraulique - Assistance juridique pour régler les conflits familiaux, VFF - Nombre de conflit réglé est ≥ 10 - Création des champs écoles - Démarches pour l'obtention de l'immatriculation des coopératives - Formalisation (AG constitutive, élections du bureau et organes, statut, RI) - Plan d'action des coopératives - Mobilisation interne de ressources « Cette année, grâce au cotisations de nos coopératives, nous n'avons plus eu besoin de crédit externe » - Démarche pour obtention de crédit « avec l'aide de ODIAE nous avons demandé des crédits pour les groupements de 03 villages voisins auprès de WAGES » - Plaidoyer auprès des parents et des autorités traditionnelles pour la diminution de la durée du veuvage et l'assouplissement du lévirat - Implication du chef qui a rassemblé ses pairs et les « tassinsons » (tantes garantes des traditions et coutumes) pour réduire la durée du veuvage qui était de plus de 40 jours à 3 jours.	- Amélioration du rendement agricole (doublé) - « Sur un carré, nous récoltions 1,5 sacs de riz, maintenant nous récoltons 3sacs » - Amélioration du revenu familial - Transparence dans la gestion des charges familiales - Contribution des deux partenaires aux charges de la famille - Climat familial apaisé - Relation Homme femme améliorée - Participation des femmes aux prises de décisions familiales - Pratiques culturelles allégées « Avant la veuve devait subir 21 jours d'enfermement, assise par terre, sans dormir, exempté de tous travail. Pour sortir, elle devait se couvrir la tête et se faire accompagner par une tassinson ». Après, elle devait passer 7 semaines à la maison sans sortir et sans travailler. Mais aujourd'hui le rite de veuvage est réduit à 3 jours de cérémonies » - Le lévirat est éradiqué ; la veuve a la possibilité de choisir son nouveau conjoint. « Les femmes ne sont plus dépossédées des biens laissés par leurs défunts maris » - Amélioration du cadre de vie - Village électrifié, «...presque toutes les chambres disposent d'une TV », tous les enfants sont scolarisés, literie «... nous nous couchons maintenant sur des matelas » « avant les femmes ne pouvaient pas s'asseoir ensemble avec les hommes comme au cours de cette réunion... » « Les hommes participent maintenant aux travaux ménagers »	- Sensibilisation WILDAF / ICAT - Ministère de la santé : sensibilisation ASC - ETD : crédit, intrants - Peace Corps : appui aux groupements dans la production de champignons, Hygiène et assainissement - ODIAE : appui pour l'obtention des crédits	- Transhumance causant des dégâts dans les champs - Vente massive des terres - « Les paysans ne sont pas propriétaires terriens dans notre village » - Eloignement des terres cultivables - Pluviométrie défavorable - Non immatriculation des coopératives

Critères sociaux		Indicateurs de tendance Période 2010-2015						Facteurs d'influence	
		10	11	12	13	14	15	Positifs	négatifs
Relation H-F dans le foyer et dans la société		--	--	-	+	++	+++	- Sensibilisation sur les DF et les VFF et l'égalité des sexes - Rôle de veille du CC2DF en cas de VFF dans les foyers - Participation de la femme aux charges familiales grâce au dialogue dans le foyer	- Résistance au changement chez une minorité d'hommes, ne pouvant avoir qu'une faible incidence sur le changement en cours - Persistance de rites de veuvage imposés à la femme
Leadership des femmes		--	--	+	++	++	+++	Sensibilisation sur la promotion du leadership des femmes. Résultat : des femmes président des coopératives, comités et AVEC	- Taux d'analphabétisme parmi les femmes élevé - Pesanteur sociologique persistante - Beaucoup de femmes ont encore une faible estime de soi
DF et Pratiques traditionnelles négatives		---	---	--	+	++	++	- Actions projet FLOW - Changement de mentalité des chefs traditionnels - Influence des églises du milieu : Tolérance/liberté dans les pratiques religieuses, allègement des rites de veuvages et de lévirat	Persistance de la peur liée à certaines croyances religieuses animistes du milieu.
Santé et éducation des enfants	F	-	-	+	+	++	++	- Projet FLOW - Politique Education pour tous de l'Etat - Amélioration du revenu familial (Un seul enfant de Ntchiri refuse d'aller à l'école)	- Coûts de plus en plus élevés de la scolarisation au niveau secondaire - Ecole éloignée de Ntchiri (à 2 km pour le primaire et 4 km pour le CEG)
	G	+	+	+	+	++	++		
Accès à la terre et aux autres ressources		-	-	-	-	+	++	- Sensibilisation et plaidoyer en faveur de la femme pour héritage foncier	- Faible capacité d'exploitation par les femmes des terres acquises - Pénurie de main d'œuvre (les jeunes préfèrent devenir conducteurs de moto-taxis)
Rendement agricole		--	--	--	--	++	+++	- Formation technique agricole, aménagement des bas-fonds, champ-école - accès aux intrants et au crédit Récolte suffisante rendant les produits disponibles d'une saison agricole à	- Pluviométrie irrégulière en 2015 - Rareté de main d'œuvre - Utilisation d'outils aratoires rudimentaires inadaptés à l'application des nouvelles technologies

							<i>l'autre → plus de période de soudure</i>	
Revenu familial	-	-	-	+	++	++	- Plaidoyer pour l'accès à terre, crédit (ILEMA, COOPEC-AD, WAGES, FNFI), technologie et conseils - Organisation des producteurs pour vente groupée : fixation des prix par les producteurs « Avant, nous faisons la prévente des produits agricoles en prenant des crédits usuriers chez les clients(es) pour débiter la saison agricole, et après les récoltes, nous devons les rembourser en leur livrant les produits à leur prix, ce qui nous trichait beaucoup, maintenant nous arrivons à avoir plus ou moins le contrôle des prix »	- Coût des intrants - Mévente/ marché - Pluviométrie irrégulière

Leçons apprises de la rencontre d'évaluation

- « L'application des conseils et formations pour l'épanouissement des villageois
- Evaluation nous a permis d'avoir une idée de l'effet du projet sur nos vies
- Nous avons été instruits sur le fait que c'est la mise en pratique de façon continue des savoirs faire reçus que notre progrès sera effectif
- **Anecdote : une personne qui dans son évolution a acheté une moto ; par manque d'entretien la moto tombe en panne au cours d'un voyage. Celui-ci fera plus d'effort pour rentrer et faire rentrer la moto**
- Nous avons compris que nous avons encore du chemin à faire pour notre développement »

Pas de champs écoles cette année(2015) pour raison de sècheresse.

Villages : HIHEATRO et EBEVA

Critères sociaux		Indicateurs de tendance Période 2010-2015						Facteurs d'influence	
		10	11	12	13	14	15	Positifs	Négatifs
Relation H-F dans le foyer et dans la société		--	--	-	+	+	+	- Sensibilisation sur les DF et les VFF et l'égalité des sexes - Assistance juridique, médiation - Rôle de veille du CC2DF en cas de VFF dans les villages - Dialogue dans le foyer - Action des églises - Forte implication des autorités locales	- Lenteur dans les changements sociaux - Conséquences néfastes de la consommation des stupéfiants (alcool, tabac, drogues dures) - Proximité de la grande ville et de voies internationales
Leadership des femmes		--	--	+	++	+++	+++	- Sensibilisation, plaidoyer et collaboration avec les hommes - Implication de la chefferie et des membres de la communauté - Compréhension des hommes - Résultat : Les femmes sont responsabilisées <i>Elles sont promues aux postes décisionnelles</i> <i>Femme chef de village à Adjéna</i> <i>2 coopératives sur 3 ont des présidentes à Hihéatro</i> <i>Et 4 coopératives sur 5 ont des présidentes à Ebéva</i> <i>Une femme est secrétaire du Chef à Hihéatro</i>	- Beaucoup de femmes ont encore une faible estime de soi
Santé et éducation des enfants	F	+	+	+	+	++	++	- Projet FLOW - Politique Education pour tous de l'Etat - Amélioration du revenu familial - Sensibilisation Plan-Togo et la CRT sur le droit des enfants - Action séculaire des églises protestante et catholique enracinée dans le milieu.	- Grossesses des filles précoces entraînent la baisse du taux de filles dès le secondaire - Accroissement des charges pour une famille nombreuse dès le CEG
	G	+	+	+	+	++	++		
Accès à la terre et aux autres ressources		--	--	--	-	+	++	- Sensibilisation et plaidoyer en faveur de la Femme pour héritage foncier	- Faiblesse des moyens d'exploitation des terres acquises - Pénurie de main d'œuvre (les jeunes préfèrent devenir conducteurs de moto-taxis)

Rendement agricole	-	-	--	--	++	++	- Formation technique agricole, aménagement des bas-fonds, champ-école - Accès aux intrants et au crédit « Sur un carré nous récoltions 2 à 2,5 sacs de riz, aujourd'hui nous récoltons 5 à 7 sacs quand la pluviométrie est bonne)» Récolte suffisante rendant les produits disponibles d'une saison agricole à l'autre → plus de période de soudure	- Pluviométrie irrégulière en 2015 - Rareté de main d'œuvre - utilisation d'outils aratoires rudimentaires inadaptés à l'application des nouvelles technologies - Eloignement des terres cultivables
Revenu familial	-	-	-	+	+	+	- Augmentation du rendement agricole - Transparence dans la gestion des ressources familiales - Participation des conjoints aux charges familiales	- Faiblesse de l'Épargne individuelle et familiale - Faible niveau de confiance mutuelle entre conjoints - Pesanteurs sociales
Amélioration du cadre de vie	+	+	+	+	++	++	- Amélioration du revenu - Sensibilisation WILDAF, - Action des volontaires du Peace Corps, dans les écoles « Il y a aujourd'hui de plus en plus d'habitations en dur couverte de tôle ; les enfants sont soignés et ont une apparence vestimentaire propre »	- Recul dans l'entretien des abords des maisons et des lieux publics - Absence de WC familiaux - Cherté et distribution désordonnée du courant électrique

2.2.2.3. GHANA

Au Ghana, la mission a organisé quatre (4) ateliers pour neuf (9) villages bénéficiaires et un village témoin dans le District de Suhum (Eastern Region) à une distance d'environ 60 km d'Accra la capitale.

District	Ateliers	Villages	Effectif des participants
SUHUM	Asuboi	Asuboi + Teacher Mante	48
	Amanase	Amanase + Hwanabenya	25
	Budu	Budu + Kukua	33
	Makrong	Makrong + Suhum + Tetekasum	55
	Otumfo	Otumfo (village témoin)	12
Effectif total			173

Villages : Asuboi et Teacher Mante

Utilisation des offres/Liste des activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
- Mise en pratique des connaissances reçues - Sensibilisation dans les églises, les funérailles, les palais royaux, responsables des groupes organisés, dans des villages voisins comme Wawasse, Anome, Bokua... sur les diverses thèmes - Protestation auprès d'une gérante de bar de trafic sexuel des jeunes filles - Plaidoyer pour la réconciliation des leaders d'Asuboi - Plaidoyer pour l'assainissement - Plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre auprès des autorités traditionnelles - Cotisation des membres des groupements	- Réduction des violences basées sur le genre - réduction de l'abus des enfants - Les femmes ont plus de confiance à s'exprimer en public - Influence de la justice dans les règles traditionnelles - Les autorités traditionnelles ont permis le respect des droits - Les femmes peuvent maintenant s'acheter la terre et construire leur maison - Tous les enfants sont scolarisés (avant il y avait discrimination dans l'éducation des enfants) - Prise en compte des femmes dans les prises de décisions - Témoignage d'un homme « <i>avant j'étais le seul qui prenais les décisions et dépensais pour la famille. Maintenant je consulte ma femme et elle contribue également aux charges du ménage</i> » - Plus de connaissance et souscription à l'assurance maladie - Les hommes consomment moins d'alcool - Les cas de pédophilie sont référés à la police et sont en diminution - Légalisation/formalisation des mariages, diminution de couples concubins - Bonne gestion des fonds par les femmes « <i>de plus en plus de revenus familiaux sont gérés par les femmes et l'épargne familiale augmente</i> » - Eradication des relations sexuelles précoces entre adolescents - Le droit des femmes à l'héritage de leur mari est reconnu (les femmes ne sont plus chassées de la maison de leur défunt mari) - Les parents prennent conscience de leur responsabilité vis-à-vis de leurs enfants - Les rites de veuvage assouplis à une forme symbolique - éradication du lévirat	- Degré de confiance élevée acquis par la sensibilisation et l'éducation - Réceptivité et soutien des autorités traditionnelles - Dynamisme des APS (toujours présent aux côtés des communautés) - Régularité des réunions des membres du CC2DF - Diligence des membres des CC2DF

	- Diminution des grossesses précoces - Arrêt des activités du bar de trafic sexuel des adolescentes et fuite de la gérante - Les leaders d'Asuboi sont maintenant unis (avant il y avait problème de leadership). - Meilleure santé au sein des familles - Mise à disposition d'un container pour le ramassage ou dépôt des ordures ménagères par l'assemblée provincial (local district Assembly)	- Engagement des agents techniques d'agriculture - Implication des paysans (enrôlement) - Rencontre avec le ministère de l'agriculture - Encadrement des producteurs par le FONG : • aide aux paysans à l'ouverture d'un compte d'épargne auprès d'une banque • conseil sur comment utiliser les engrais chimiques • Plaidoyer pour la prise en compte des femmes et leur accès aux fertilisants • Monitoring / suivi
- Visite au Ministère de l'agriculture - Application des connaissances reçues (culture en ligne, enregistrement des produits, diversification des activités) - Connaissance sur l'utilisation et la sélection et stockage des semences pour les saisons prochaines - Bonne utilisation des fertilisants - Récolte à temps - Diversification des cultures - Utilisation des services vétérinaires pour les soins aux animaux élevés - Mise en pratique des connaissances et technologies reçues dans les activités - diversification des cultures - Connaissance sur la nécessité de tenir un livre de compte des activités agricoles - conservation des produits - Travail en association pour défendre les droits des paysans - Champ écoles (group farm) - Récolte à temps - Planification des saisons (étude de marché)	- Agriculture considérée maintenant comme un business générateur de profit, une profession - Meilleure santé des paysans utilisant les engrais chimiques « Avant nous ne nous protégeons pas avant d'appliquer les engrais ou produits chimiques dans nos champs. Maintenant nous portons des combinaisons de protection pour nous protéger des intoxications et nous nous douchons après » - Augmentation des animaux domestiques issus de l'élevage de 1 à 16 têtes de bêtes sur une période d'un an) - Nutrition équilibrée (animaux tués pour la consommation domestique) - Epargne de l'argent pour l'achat des semences - Beaucoup de femmes se sont mise en coopérative - Augmentation du revenu familial « nous pouvons même acheter une voiture » - Bonne utilisation du revenu - Scolarisation à haut niveau « nous sommes capables de payer la scolarisation de nos enfants au-delà du secondaire » - Augmentation du rendement agricole dans le rapport de 1 à 3.5 sur la même surface cultivée - Manioc de bonne qualité et de bonne taille - Paix familiale et sociale - Réduction des déficits agricoles - Amélioration des rendements, de bonne qualité et attractive - Vente des produits à de meilleurs prix - Amélioration de la nutrition - Amélioration des rendements de l'élevage - Crédibilité des paysans facilitant leur accès au crédit auprès des banques - Mobilisation de l'épargne individuelle « avant nous nous plaignions de n'avoir pas de l'argent, mais aujourd'hui avec les formations de WILDAF nous avons des connaissances qui dépassent des millions » - Négociation des prix au producteur pour une meilleure rémunération de son travail : « avant c'était chez les autres qu'on prenait les prix »	

Pertinence : « Le projet est venu à point nommé. WILDAF nous a donné la connaissance qui est le pouvoir (**knowledge is power**) pour changer les mauvaises compréhensions et habitudes de vivre. Nous ne sommes plus les mêmes personnes. Nous avons quitté les ténèbres pour entrer dans la lumière ; aujourd'hui ce projet est une intervention divine, une opportunité divine. Il répond à nos besoins et nous a ouvert les yeux pour voir autrement notre communauté. »

Durabilité : « Nous n'allons plus retourner dans l'obscurité d'avant, mais rester dans la lumière et progresser dans les connaissances reçues en continuant les sensibilisations, les bonnes pratiques, les réunions des membres de comités(CRC) ».

Villages : Amanasse – Hwanabenya

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
- Partage de l'information reçue au cours des formations par les sensibilisations dans les églises, porte à porte, autres lieux publics et - Thèmes : violences domestiques, droits des femmes à la terre, à la prise de décision, à l'héritage, le mariage légal, droit à la propriété de leur champ, scolarisation des enfants, - Utilisation des connaissances reçues dans la gestion de la famille, l'éducation des enfants et la gestion des exploitations agricoles - Gestion privée ou communautaire des conflits par le droit - Assistance légale aux familles en difficultés	- Bonne relation H/F et Parents/enfants dans les familles - Diminution des violences faites aux femmes et aux enfants - Paix dans la communauté - Respect de la loi - Augmentation du taux de fréquentation scolaire par les enfants - Prise des décisions appropriées par les paysans dans leurs activités - L'agriculture maintenant considérée comme un business générateur de profit contribue à l'amélioration du niveau de vie - Augmentation du revenu - « avant je manquais souvent d'argent. Aujourd'hui je peux dire que j'en ai assez pour mes besoins quotidiens » - Amélioration de la santé et de l'éducation des enfants - « avant les enfants circulaient dans les rues et ramassaient du n'importe quoi et tombaient malade fréquemment » - Epargne sur le revenu familial dans des comptes ouverts dans les banques de proximité (Rural Bank) - Diminution des pertes des produits des agriculteurs (récolte à temps et meilleur procédé de conservation des produits) - Les femmes sont propriétaires de leur terre sécurisée - Renforcement de la confiance en soi des femmes dans leurs activités d'agricultrices - Création d'une école de proximité d'initiative locale pour éviter la traversée de la grande route aux enfants	- Dynamisme de l'APS et du Chargée de programme - Travail des membres des comités en association - Réceptivité de la communauté à l'éducation - Rôle de soutien au processus joué par les leaders traditionnels - Enthousiasme apporté par le projet - Reconnaissance de la primauté de la loi dans un Etat de droit - Travail des agents de vulgarisation agricole - Encadrement des agriculteurs par le FONG

Pertinence : « Le projet nous a vraiment aidés. Il a augmenté notre connaissance et changé notre manière de faire les choses, les techniques agricoles par les formations. Pas de perte de temps. Ce projet nous a permis de savoir que la non légalisation du mariage ou le concubinage empêchait les femmes de jouir ou de bénéficier de l'héritage de leur défunt mari. »

Durabilité : « Nous allons continuer par utiliser le droit au quotidien dans nos relations à tous niveaux. »

Village : BUDU – KUKUA

Activités menées	Effets induits	Facteurs d'influence
- Sensibilisation de masse dans les églises, au cours des réunions communautaires, porte à porte, funérailles, mariage... - Thème : violence domestique, accès des femmes à la terre, droits des enfants, abus des enfants, droit à l'héritage des femmes, droit à la propriété, mariage, trafic des enfants (enfant mis en garanti pour crédit), responsabilité parentale, scolarisation des enfants surtout des filles, leadership des femmes - Participation des femmes aux prises de décision - Justice dans le partage d'héritage, - Soumission des cas de délit à la police - Utilisation du droit, - Un Plaidoyer a été fait pour revoir ces pratiques et utiliser les règles de la loi	- Amélioration du niveau de vie de la communauté - Augmentation des enfants scolarisés - Prise de conscience des parents pour la scolarisation des enfants - « la communauté comprend mieux la nécessité surtout pour les filles d'aller à l'école » - Diminution du taux de grossesse précoce - Diminution du taux de violence faites aux femmes - Rites de veuvage - « avant la veuve devrait verser des larmes dans une bassine qui lui était donné pour exprimer son attachement au défunt mari. Ensuite, elle devrait se doucher avec de l'eau froide quel que soit le temps qu'il fait » - Le droit des orphelins est respecté - Diminution du nombre des enfants dans la rue - Changement de mauvaises pratiques et comportements par les règles de droit - Réduction de la prostitution juvénile et du viol - Paix dans la famille - Répartition équitable de l'héritage familial entre les femmes et les hommes - Diminution des conflits (Médiation, pour résoudre les conflits dans la communauté, plus besoin d'aller à la police) - Responsabilité des hommes vis-à-vis de leur famille - Les femmes ont maintenant le courage et la confiance de demander des terres au chef qui leur en donne - « j'ai maintenant ma propre terre » - Les hommes s'occupent de leur maison - Culture de rente spécialement le cacao par les femmes - « avant quand nous ne permettions pas aux femmes d'avoir leur terre nous nous occupions seuls des dépenses de la famille, maintenant que nous leur avons permis, elles contribuent aux charges de la famille » - Amélioration du rendement agricole - Grand rendement et récolte de bonne qualité et attractive attirant la curiosité des villages voisins - Plus d'argent en poche - Plus de rupture de stock de produits alimentaires - Amélioration de la santé des paysans et de leurs familles - Epargne individuelle dans les banques rurales - Groupements ou coopératives font de l'épargne leur permettant d'avoir le soutien financier des banques - Les animaux domestiques élevés sont protégés des attaques épidémiques - Amélioration du régime alimentaire de la famille - Réduction de l'exode rural des jeunes - Un jeune témoigne : « Nos frères partis à l'aventure à Accra reviennent nous demander de l'argent »	(+) Positifs - Engagement et dynamisme des PJ et CC2DF - Réceptivité des membres de la communauté et des leaders traditionnels - La rapidité à obtenir des résultats a été source de motivation - Augmentation de la connaissance est incitative - Engagement des leaders traditionnels à appliquer le droit dans la transformation de leur communauté - Engagement et enthousiasme de l'APS de la Chargée de programmes - Encadrement par le FONG - Guide pour l'achat des intrants à moindre coût • Formation sur la conservation des produits agricoles • Formation sur le conditionnement des produits sur le marché - Ex : le gari (-) Négatifs - Insuffisance de source de financement des activités agricoles - Réticence des institutions financières à investir dans les activités agricoles en accordant des prêts aux agriculteurs - Irrégularité des pluies

Pertinence

« Sans formation pas de changement, donc il s'il n'y avait pas eu ces renforcements de capacité nous demeurerons dans notre état d'avant. Le projet répond à notre besoin et nous a ouvert les

yeux. Nous avons pris le temps pour changer, pour tester ensemble les connaissances pour que les changements durent dans le temps. Le changement prend toujours le temps pour être durable »

Durabilité

« Nous sommes des humains donc n'allons plus retourner en arrière comme des oiseaux qui sans cage retournent à leur origine après avoir été capturé. Nous sommes à un niveau élevé de changement et les villages voisins nous observent. Nous n'allons pas régresser mais progresser vers un niveau toujours plus élevé en continuant l'éducation et les actions de médiation même sans l'intervention de WILDAF »

Villages : Mankrong –Tetekasum - Suhum

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Autres Facteurs d'influence
- Réunions d'éducation et de sensibilisation mensuelles dans les communautés - Sensibilisation dans d'autres villages - Mise en pratique des connaissances - Plaidoyer auprès de l'assemblée de district pour l'extension de la ligne du courant électrique - Lobbying des femmes auprès des autorités traditionnelles pour l'obtention de terre cultivable pour le champ école » - Plaidoyer des femmes pour avoir des terres pour construire une clinique et une entreprise de production de gari et d'huile de palme	- Réduction des grossesses précoces - Beaucoup de mariages sont formalisés : « nous avons l'habitude de faire les mariages religieux couteux. Mais avec les sensibilisations, nous avons compris qu'il ne sert à rien de faire de grand mariage religieux sans le mariage civil qui ne coute rien. Les femmes incitent leur mari maintenant à formaliser leur union » - Le nombre d'enfants scolarisés a augmenté - La femme accède à la propriété - Réduction des pratiques nuisibles au droit de la femme - La pratique de veuvage est abolie - Respect des droits des femmes - Résolution des conflits dans la communauté par le droit - Diminution des conflits dans la communauté : « avant beaucoup de cas de conflits me sont apportés au palais royal, dit le Chef du village. Aujourd'hui cela a diminué » - Pratique des principes de l'égalité genre dans le partage de l'héritage familial - Capacité des femmes à réclamer leur droit à la terre - Intérêt de la femme aux prises de décisions par la participation aux réunions et en exprimant leur point de vue	Positifs - COCOA LIFE (affilié à Cocoa board) : formation des producteurs de cacao, organisation des producteurs en coopérative et octroi de plant de cacao sélectionné - Accompagnement des paysans par Volunteer Service Oversea (VSO) - Système d'épargne et de crédit villageois - Pertinence du projet - Adhésion et volonté de la communauté au projet - Soutien des leaders communautaires - Unité et participation de la communauté Négatifs - Pluviométrie défavorable - Contrainte financière - Les cultivateurs ne sont pas reconnus et considérés par les institutions financières - Le processus d'apprentissage est long - « c'est un processus d'apprentissage et certains n'ont pas encore obtenus les résultats »
- Formation sur culture en ligne et application de cette méthode - Utilisation judicieuse des engrais - Bonne conservation des produits chimiques - Sélection des semences - Protection des animaux élevés contre les épidémies - Conditionnement des produits - Mise en association pour accéder au crédit - Registre de gestion de l'activité agricole (Enregistrement des données de la prévision et de la récolte, outils	- Amélioration des conditions de vie générale dans la communauté - Acquisition de nouvelles compétences - Capacité d'épargner pour accéder au crédit - Plus de profit tiré de l'agriculture - Augmentation du rendement (doublé) - Amélioration du revenu : « nous pouvons épargner notre propre argent pour nos projets » - Diversification de nos activités - Amélioration de la santé - Augmentation et soin du cheptel du menu bétail et de la basse-cour - Meilleur régime alimentaire - « maintenant je mange bien, je bois bien, je dors bien et je fais du sport » - « Les autres communautés sont curieuses de notre changement et de notre vie attractive »	

financiers) - Autres activités alternatives, élevage - Recours aux services vétérinaires	- Réduction de l'exode rural des jeunes « Mankrong est devenu l'extension d'Accra, car les gens de la ville y reviennent »	
--	--	--

Pertinence : « Nous sommes maintenant dans la lumière. Le projet répond à nos besoins ; WILDAF est venu nous voir au bon moment avec des solutions adéquates. La vie aurait continué sans WILDAF mais elle ne serait pas pareille, car il a apporté la lumière et de la valeur ajoutée à notre vie. Nous avons pris le temps nécessaire pour apprendre car l'apprentissage et le changement se font progressivement, graduellement ».

Durabilité : « Le savoir c'est le pouvoir et maintenant nous l'avons. Nous allons utiliser les connaissances et le pouvoir que le projet nous a donné pour obtenir ce dont nous avons besoin. Nous allons nous concentrer et continuer la mise en œuvre des connaissances reçues, les enseigner ou les transférer aux générations futures ».

Village témoin : OTUMFO (littéralement signifie *Forgeron*)

OTUMFO est un village agricole distant d'ASUBOI (village touché plus proche) de 1.5 km

- Pas de changement dans la productivité depuis toujours
- Nous avons les échos des villages voisins surtout par rapport à la culture en ligne qui les aidé à augmenter leur production mais nous ne savons pas comment faire cette technique
- Pas de groupement d'agriculteurs dans notre village, donc pas d'accès au crédit
- Nous sommes une population métayère, nous ne sommes pas propriétaires de terre
- Les femmes n'ont pas de terre
- L'école est loin du village et les enfants ne commencent à fréquenter qu'après 10 ans, à cause de la fatigue et du risque de kidnapping. Cela décourage nos enfants, car partageant les classes avec des camarades moins âgés et ils abandonnent.
- Les PJ sont une fois venues faire la sensibilisation dans notre village mais ça n'a rien changé.

La condition de ce village comparée à son voisin Asuboi qui jouit du bonheur du changement produit dans la vie de ses habitants, c'est comme « le jour et la nuit » !

2.2.2.4. LIBERIA

Au Liberia, la mission a organisé six (6) ateliers pour six(6) villages bénéficiaires dans les Comtés de de Bong, Margibi et Masserado.

Comtés	Ateliers	Villages	Effectif des
--------	----------	----------	--------------

			participants
Bong	Totota	Totota	35
	Dementa	Dementa	28
Margibi	Bong Mines	Bong Mines	17
	Kakata	Kakata	11
Maserrado	Walakor	Walakor	29
	Mount Barclay	Mount Barclay	18
Effectif total			138

Village : TOTOTA

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
- Réunion des participants après la formation pour définir un plan d'action - Partage des informations reçues à la radio - Education de la population sur l'existence et la mission des PJ et CRC - Sensibilisation de masse des populations de la communauté et dans 16 communautés environnantes - Thèmes : violences physique domestiques, violence psychologique, violence sexuelles, droit à l'héritage, droits humains et droit de la femme, participation des femmes aux prises de décisions, mariage civil, gestion des conflits par le droit - Plaidoyer des hommes et femmes de la communauté auprès des autorités et leaders communautaires sur l'abus des droits et l'utilisation des voies légales - Plaidoyer auprès des maris violents - Plaidoyer en faveur des groupes de femmes auprès de l'autorité locale pour leur octroyer des terrains pour leurs travaux agricoles - Plaidoyer pour l'accès des femmes au crédit auprès de Central Bank via Sénateur TAYLOR - Application des connaissances reçues à une petite échelle	- Le droit des femmes à la terre est acquis et les femmes disposent maintenant de leur propre terre, elles sont propriétaires - Réduction de 90% des violences faites aux femmes - « avant les violences contre les femmes sont fréquentes, aujourd'hui elles sont réduites de 90% » - « exemple d'une femme présente à la réunion qui a été battu et blessé par son mari mais qui ne voulait pas s'en occuper. Après l'intervention du CRC, il a payé les frais d'hôpital pour le traitement de sa femme » - Les femmes participent aux prises de décisions - « Avant ce n'était pas possible de voir les hommes et les femmes présents à une même réunion. aujourd'hui notre présence dans cette rencontre est un exemple que les choses ont changé » - Les femmes participent et dirigent les réunions publiques - Les femmes accèdent au partage de l'héritage familial - Il y a la paix et l'union dans la communauté - Mise en place d'un comité actif de prévention et de gestion des conflits dans la communauté (intervient dès le début du conflit) - Beaucoup de femmes s'engagent de plus en plus dans la production agricole - Constitution d'une association villageoise d'épargne et de crédit dont les femmes sont en majorité membres - Augmentation de la scolarisation des enfants, surtout des filles - « avant nous n'avions pas assez de connaissance sur le mariage. Depuis, il n'y a plus de mariage forcé (les mariages sont faits par consentement des intéressés) »	Positifs - Réceptivité et volonté des membres de la communauté et des leaders communautaires de soutenir et de participer au projet Négatifs - Discrimination de la Justice libérienne vis-à-vis des personnes à faible revenu - Absence d'hôpitaux offrant des services de qualité - L'éducation gratuite proclamée n'est pas effective

Pertinence : « Nous sommes contents des résultats qui ont changé beaucoup de choses dans la communauté ».

Durabilité : « Continuation des actions pour la pérennisation des acquis en comptant sur la volonté de la communauté. Nous irons de l'avant, à un niveau plus élevé en continuant les actions ».

Village : DEMENTA

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
- Assistance légale - Gestion de conflit par le droit dans la communauté - Sensibilisation à Dementa town et dans 07 localités voisines, dans les écoles, hôpitaux et églises - Emission radio - Les leaders locaux sont membres des CRC (donc pas de séance d'information particulière) - Soumission des cas de violences à la police et au ministère chargé du genre - Réunion avec les autorités locales sur les violences basées sur le genre - Coalition pour définir des plans d'action - Collaboration du groupe de CRC et des autorités traditionnelles pour la gestion des conflits - Réunion hebdomadaire (tous les dimanches) des femmes et même des autorités traditionnelles - Réunion pour faciliter l'épargne et le crédit - Application des techniques de transformation du manioc en gari et fufu appris depuis 2014 - Les femmes ont accès à la terre et peuvent en devenir propriétaires - « Elles sont autorisées à acheter les terrains si elles ont les moyens financiers nécessaires »	- Réduction de 80% des violences domestiques - Les femmes connaissent leur droit et peuvent les réclamer s'il le faut - Les hommes sont sensibilisés et supportent leurs femmes - Paix dans les communautés - Les femmes sont respectées - Degré de solidarité élevé dans la communauté - Augmentation de la production alimentaire - Augmentation du revenu et de l'épargne - Scolarisation des enfants dans les écoles privées et universités - Epargne et crédit villageois - Relation avec d'autres ONG internationales « nous sommes connus des organisations internationales et du ministère qui nous aident » - La réparation de la route a commencé cette année et nous avons reçu un terrain négocié auprès du gouvernement local pour la construction d'une mairie - Plus de mariage forcé ni d'abus des enfants - Il n'y a plus de lévirat	<u>Positif</u> - Réaction positive du gouvernement local - FAO (formation en technique agricole) - ONG Women Company International (formation sur le genre, participation des femmes à la prise de décision) - Police nationale - adhésion et réaction positive de la communauté - Ministère de la femme, des enfants, emploi et développement qui a réglementé l'accès des femmes à la terre dans le code national <u>Négatif</u> - L'épidémie Ebola a empêché les rassemblements et la venue du technicien pour les formations en technologie agricole

Pertinence : « *Projet pertinent, pas une perte de temps* ».

Durabilité : « *Nous avons commencé et nous allons continuer les actions vers le changement total* ».

Village : **BONG MINES**

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
---	----------------------------	----------------------

- Formation de groupe de travail dans la communauté - Education, sensibilisation dans la communauté et celles environnantes - Causerie de groupe, porte à porte (mercredi et samedi), entretien individuel - Thèmes : - Utilisation du droit dans la résolution des conflits familiaux et sociaux : médiation - Assistance légale aux personnes en difficulté ou ayant fait la demande - Soumission des cas à la police - Collaboration avec la police « les cas amenés directement à la police nous sont ramenés dans la communauté pour être gérés par les CRC » - Plaidoyer auprès de l'organisation chrétienne Living Live Water pour la construction d'une fontaine d'eau dans le village - Application des connaissances et techniques dans les champs écoles de manioc sur une petite échelle « Nous avons commencé l'application des techniques en mars 2015 donc nous n'avons pas encore fait de récolte mais elle s'annonce bonne »	- Réduction du chômage local - Réduction des violences domestiques - Les autorités traditionnelles ont moins de problèmes à gérer - « je peux me reposer un peu dans mon palais car j'ai moins de conflits à résoudre » (chef de Bong Mines) - Moins de violences juvéniles « avant les garçons battaient leur petites amies, maintenant il n'y a plus de brutalité dans les relations » - Plus de respect et de protection des femmes dans les relations amoureuses - Les règles du droit du mariage sont respectées dans les familles - « un homme du village voulait se marier à une seconde femme et sa femme a exprimé son refus. Il l'a battu et laissé affamée pendant des jours car elle n'avait pas le droit de lui interdire un second mariage. Après intervention du CRC, il a compris et n'a plus contracté le second mariage » - Réduction des tensions dans les communautés environnantes grâce aux interventions des CRC - Femmes propriétaires de leur terre - « Avant les hommes refusaient mais aujourd'hui si la femme a les moyens elle peut louer ou s'acheter une terre sans l'intervention de son mari ou d'un homme de la famille » - Elles ne sont plus privées de l'héritage familial - « Les autres communautés désirent avoir les mêmes renforcements de capacité et connaissances qui nous ont ouverts les yeux » - La connaissance des droits a ouvert les yeux des femmes qui peuvent l'utiliser pour avoir ce qu'elles n'ont pas encore - Beaucoup d'hommes écrivent leur testament - « Avant, après le décès du mari, la belle-famille vient retirer tout à la veuve. Actuellement, les hommes écrivent leur testament qui est respecté après leur disparition » - Le village dispose d'une fontaine d'eau potable - Les femmes participent aux prises de décisions locales - Les femmes sont leaders des organisations communautaires « clan chief est femme » - Paix et compréhension dans la famille - « Avant je prenais seul les décisions. maintenant je prends les décisions avec ma femme » - Les femmes ont leur propre terre sur lesquelles elles appliquent les connaissances reçues - L'application des techniques annonce des résultats prometteurs	Positif - Autre ONG comme Living Live Water - Acceptation et volonté de la communauté de demeurer dans l'unité - Support des leaders traditionnels Négatif - Analphabétisme élevé des membres de la communauté - Epidémie d'Ebola
---	--	--

Pertinence : « Le programme est bien arrivé car elle a créé une meilleure condition de vie dans la communauté ».

Durabilité : « Nous allons étendre les actions dans d'autres clans de notre communauté qui comprend 6 clans. Nous allons continuer les actions de sensibilisations, éducation et allant vers l'avant. **« J'ai été formé et j'ai vu les résultats des connaissances reçues. Je vais continuer par**

mettre en application ces connaissances et continuer les actions de sensibilisation, éducation et plaidoyer... »

Village : **KAKATA**

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
- Les participants aux formations se sont organisés et ont impliqués les juristes - Campagne de sensibilisation dans la communauté et dans 32 localités environnantes - Sensibilisation de masse dans les églises, les marchés, groupements de femmes, écoles, porte à porte - Thèmes : violence contre les femmes, droit de la femme à la propriété et à la terre, mariage civil, droits humains, droits des femmes... - Plaidoyer pour la légalisation et la formalisation de leur coopérative - Assistance légale aux femmes et autres membres de la communauté - Référence des cas vers les autorités locales compétentes si nécessaire, la police par exemple - « avant nos mamans ne participaient pas aux prises de décision à la maison. Nous avons fait un plaidoyer et des sensibilisations pour leur participation » - Application des connaissances et techniques agricoles comme l'utilisation des engrais chimiques, la gestion des récoltes, la culture en ligne dans les champs écoles	- Participation effective des femmes aux réunions publiques ou communautaires - Les femmes sont maintenant leaders de groupe, prennent des positions dans le leadership et organisent leurs réunions - 1 Femme est leader de zone sur les 4 zones de notre village - Les femmes sont leaders des groupements agricoles ; une est assistante à la coordination du district - Les agricultrices louent des terrains pour leur propre exploitation - Les voix des femmes sont écoutées et prises en compte tant dans le cadre familial que communautaire grâce aux sensibilisations et plaidoyer auprès des autorités traditionnelles - Meilleure entente dans les ménages - Bonne gestion des affaires de la famille - Diminution des violences et des crimes dans la communauté de 15 % - Plus de paix dans la communauté - Augmentation de la production agricole - De 100Kg récoltés avant à 250 Kg récolté maintenant sur une superficie de 25ha - Augmentation du revenu des paysans - Scolarisation des enfants (tous niveaux confondus) - « Avant nous n'arrivions pas à payer nos dettes et à inscrire nos enfants à l'école » - Résolution des conflits dans la communauté par le droit - Les cas à la police sont ramenés dans la communauté et géré par le comité - 4 groupes agricoles disposent chacun de son champ école soit 4 champs écoles en plus des champs individuels - Agriculture comme business avec des procédures légales	Positifs - Réaction positive de la communauté - L'adhésion des agents de la justice ont été au mouvement Négatifs - Résistance des institutions financières à accorder des prêts aux agriculteurs - Les groupements n'ont pas de fondements juridiques, pas formalisés - Epidémie Ebola - Marché pauvre

Pertinence : « WILDAF a été notre partenaire car nous étions déjà des leaders de groupe, pasteurs et les informations apportées par le projet nous ont beaucoup renforcés ».

Durabilité : « Nous allons continuer dans le progrès en améliorant notre situation en intervenant dans la communauté via les CRC, en continuant les médiations des conflits dans la famille et dans la communauté, même sans WILDAF ».

Village : **WALAKOR**

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
---	----------------------------	----------------------

- Action individuelle comme : - Médiation pour réunification de la famille - Sensibilisation, conseils porte à porte - Intermédiation dans les maisons - Entretien individuel - Sensibilisation dans la communauté et dans 03 communautés alentours dans les écoles, les églises - Thèmes : - Grossesse précoce, mariage, protection des enfants, violence domestique - Plaidoyer pour l'accès à la terre d'un groupe de femmes agricultrices - Actions de résolution des conflits avec l'appui morale des autorités locales	- La capacité de résolution pacifique des conflits des membres du CRC est avérée - Les cas résolus sont durables, pas de récidives - Les familles réunifiées se regroupent régulièrement et font même des cotisations d'entraide régulières (mensuelles) - Paix entre les mamans et les enfants (les enfants ne sont plus bastonnés) - Mais la communauté a un malaise profond dû à un conflit foncier qui les divise, certains leaders ont déclaré que rien ne va dans le village, que les relations entre les habitants sont minées par ce problème, et que même les sensibilisations n'ont rien changé !	Négatifs - D'autres personnes viennent dans la communauté et posent des actes qui empêchent le changement - Influence négative de la proximité de la ville (capitale) augmente la violence dans le village - Ecart entre la compréhension du concept d'éducation des enfants dans la communauté et celle des droits des enfants « considéré comme antéchrist » « Les enfants vont dénoncer leurs parents à la police quand ils sont punis entraînant des conflits familiaux »
---	---	--

Pertinence : « *Le projet est un bon projet, appréciable qui nous a ouvert les yeux. Il a répondu à certain de nos besoins, surtout la capacité de résoudre certains de nos conflits. Il nous a donné de nouvelles perceptions de l'éducation, la réduction des grossesses précoces, dans la vie en communauté, le leadership, les relations parmi les membres des communautés, les femmes dans la prise de décision* ».

Malgré la pertinence du projet le projet devrait dès le début identifier le problème latent du conflit foncier et mettre plus d'accent sur une action intensive de résolution de conflit et de la construction de la paix afin de bâtir une base solide.

Village : **MOUNT BARCLAY**

Utilisation des offres/Activités menées	Effets induits/changements	Facteurs d'influence
- Réunion de restitution et sensibilisation aux leaders communautaire - Règlement des conflits de façon pacifique dans la communauté par les membres des CRC - Sensibilisation sur l'existence et les fonctions des PJ et CRC - Réunion avec la police pour la présentation des PJ et CRC - Sensibilisation et éducation des femmes sur leurs droits, droit des enfants, mariage, violence domestique, accès de la femme à la	- Paix dans la famille ; bonne compréhension entre maris et femmes « <i>nous faisons tout ensemble avec mon mari et mes enfants, tout est correcte maintenant</i> » ; « <i>avant, mon frère traitait sa femme comme une esclave qui s'occupait seule de tout dans la maison. Un jour après lui avoir fait prendre conscience de ce fait et l'avoir conseillé, les rôles ont été partagés et mon frère aide sa femme dans les travaux</i> » - Respect de l'égalité genre dans les relations - Les mariages ont été formalisés (légalisés) - Les parents, surtout les pères, prennent leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants dans l'équité - Les cas de conflit dans la communauté ne sont plus systématiquement référés à la police ; des cas portés à la police sont ramenés dans la communauté et géré par le CRC - Les règles de droit sont respectées dans les mariages - « les jeunes s'engagent et font le mariage selon les procédures légales »	Positif - Adhésion et réaction positive des leaders communautaires Négatif - Les nouveaux migrants viennent se joindre à la communauté qui est une zone périphérique de Monrovia) - Epidémie Ebola

terre, à l'héritage, à la propriété, procédure de gestion de conflit dans la communauté, scolarisation des filles et des garçons, égalité des droits - Plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre - Les connaissances sur le mariage ont été appliquées - Sensibilisation sur l'importance des titres fonciers - Sensibilisation sur la prévention de l'épidémie Ebola	- Beaucoup de femmes sont effectivement dans l'agriculture et possèdent leur propre terre - Tout le monde est devenu un faiseur de paix dans la communauté - Diminution des violences domestiques et économique de 40% - Les affaires conjugales ou de concubinage sont traitées en famille et par recours aux conseillers. Elles ne sont plus étalées en publique (respect de la vie privée) - Les femmes bénéficient de l'héritage parental ou familial - Les gens ont compris l'importance de faire les titres fonciers et aident leurs parents à en avoir - « En cas de location ou don de terrain à quelqu'un les enfants sont mis à témoins et rédigent des attestations pour éviter plus tard des confusions » - Une règle de vie ou de conduite dans la communauté a été établie	
--	--	--

Durabilité : « Même sans WILDAF, nous allons continuer le travail, car les populations nous connaissent déjà comme parajuristes et membre de CRC et vont continuer par nous faire appel et nous allons nous sacrifier et être disponible à 100%. WILDAF nous donne des piles et des torches (motivation) pour travailler, s'il part ce ne serait plus facile d'intervenir mais nous allons demander aux populations de contribuer ».

2.3. Les entretiens individuels

La mission s'est aussi entretenue avec d'autres acteurs en dehors des bénéficiaires, lors de rencontres ou d'échanges par voie électronique à l'aide du guide d'entretien.

L'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT)

Dans le cadre du projet FLOW et sur contrat avec WILDAF, ICAT a accompagné les groupements à se transformer en coopératives selon les dispositions de la loi OHADA. L'équipe d'évaluation a été reçue dans les locaux d'ICAT plateaux à Atakpamé le 22 Octobre 2015 pour un entretien avec les responsables. Ont participé à cette rencontre M.BADJE Yawo, DDR ICAT Plateau ; M.TETEV Koffi, Chef service ADC (Appui au développement des coopératives) et M. ADZATO Kossivi Technicien spécialisé en organisation à ICAT.

❖ Prestations ou activités réalisées sur le terrain par ICAT

L'intervention d'ICAT a consisté à redynamiser les groupements bénéficiaires par :

- l'information et la sensibilisation sur les lois de l'OHADA
- l'organisation des assemblées générales extraordinaires ou ordinaires
- l'organisation d'AG de mutation en coopérative pour les groupements déjà constitués ou AG constitutive pour les nouvelles coopératives
- l'appui dans la constitution des dossiers de demande d'immatriculation

❖ Résultats

Sur les 42 groupements repartis dans les trois préfectures du projet au Togo, (Haho 04, Ogou 29 et Amou 09 groupements) 33 ont obtenus leur immatriculation avec l'appui d'ICAT (05 groupements ont été aidés par d'autres ONG).

❖ **La pertinence**

Cet aspect du projet trouve sa pertinence dans le fait que :

- Les coopératives jouissent d'une reconnaissance juridique qui leur permettent désormais de faire des démarches administratives et des transactions.
- Les coopératives fonctionnent sur la base de plan d'action et leurs membres ont des aptitudes en gestion économique permettant une bonne gestion de leurs revenus
- La mise en commun ou le regroupement des produits agricoles en coopératives, warrantage, facilite leur écoulement sur le marché.

❖ **Durabilité**

ICAT continuera par faire le suivi de ces coopératives mais ce suivi ne sera pas très efficace vu le nombre d'organisation paysanne qu'il a en charge et le nombre limité de ressources humaines et financières dont il dispose.

❖ **Difficultés**

- Certains membres n'ont pas les pièces d'état civil nécessaires à la constitution des dossiers pour l'immatriculation
- Faible mobilisation du capital social des coopératives
- Difficultés de terrain

❖ **Forces**

- Capacité organisationnelle des coopératives renforcées
- Autonomie financière des femmes
- Régularité et participation active des femmes aux réunions
- Epanouissement des femmes
- Différence positive observée entre organisation en coopérative et celle en groupement « les groupements ont fait la demande auprès de ICAT pour se muter en coopérative ayant compris et constaté ses avantages

❖ **Faiblesses**

- Faible capacité d'autogestion (autonomie) des coopératives
- Manque de transparence dans la gestion des coopératives
- Durée du projet insuffisante pour accompagner les coopératives à atteindre leur autonomie

❖ **Recommandations**

- Appuyer ICAT dans l'accompagnement des coopératives à être autonome sur une durée de deux à trois ans
- Nécessité d'amener les coopératives à diversifier leurs activités
- Suivi et renforcement de capacité des membres des coopératives dans la gestion organisationnelle, économique (outils de gestion), recherche de marché et en plaidoyer
- Accompagner les coopératives à faire un diagnostic pour aboutir au plan d'action et au plan d'affaire
- Travailler sur la question de solidarité dans la coopérative
- Instituer des visites croisées et d'échange d'expériences

La GTE (Gestion des terres et Eaux)

La mission d'évaluation a également rencontré et interviewé monsieur SODJADAN Koffi Paul, Ingénieur Agro- pédologue-GTE à Atakpamé le 22 octobre 2015.

Dans le cadre du projet, la GTE s'est chargée du volet formation des groupements en technique et technologie agricole spécialement dans les préfectures de l'Ogou et de l'Amou.

❖ **Activités réalisées**

Elle a eu à faire successivement et respectivement :

- Le diagnostic des contraintes de la production par des collectes de données (a été fait aussi dans la préfecture de Haho)
- La restitution des résultats du diagnostic et demande des besoins de formation aux coopératives. Les besoins exprimés par les coopératives se résument en deux :
 - Organisation des groupements (volet pris en charge par ICAT)
 - Fertilisation des sols
- Développement des techniques et technologies pour l'amélioration de la production agricole
 - Technologie de la maîtrise de l'eau
 - Technique de gestion intégrée de la fertilité des sols
- Aménagement des bas-fonds en casier pour la riziculture

❖ **Résultats**

- Trois (03) villages sur six(06) à savoir Avagomé, Kélékpé et Egbèdjrovi, ont expérimenté la technique de gestion intégrée de fertilisation des sols par le Niébé et l'arachide
- Les six autres ont juste fait l'aménagement simple du sol

❖ **Problèmes relevés par les diagnostics**

- Pauvreté des sols
- Irrégularité des pluies
- Manque de crédit pour les campagnes agricoles
- Difficulté d'accès au marché et aux intrants agricoles
- Manque d'organisation

❖ **Effets**

- Les rendements agricoles des paysans sont remarquables, ils ont plus que doublés
- Réalisation des champs écoles

❖ **Faiblesses**

- Toutes les activités non pas été budgétisées par le projet
- Les moyens financiers sont limités empêchant la formation sur les autres techniques demandées par les agriculteurs
- Il n'y pas eu de transfert de technologie sur le plan individuel/mais collectif³.
- La durée consacrée à ce volet du projet est insuffisant (9 mois, trop court)
- Pas de résultat chiffré pour les technique de fertilisation intégré du sol car ce volet du projet est arrivé à terme avant l'évaluation (l'observation des effets)

❖ **Recommandations**

- Etendre ce volet du projet sur une durée de trois ans au moins (en vue de former des aménagistes endogènes)

³ Ceci n'est pas une faiblesse du projet, c'est un choix délibéré.

- Assister les coopératives dans les techniques agricoles faciles à appliquer
- Prévoir des solutions à long terme incluant les changements climatiques
- Amener les gens à utiliser les techniques adaptées aux changements climatiques
- Faire le suivi des champs écoles et des paysans pour la reproduction des techniques

Entretien avec Farmers Organization Network in Ghana (FONG)

Le 26 octobre 2015, l'équipe d'évaluation a été accueillie au siège du secrétariat national du FONG au Ghana. La mission a discuté du projet avec les représentants du FONG en l'occurrence Mme Helena AZU-ADJE, Mme Lydia SASU, M. David ODOI en présence de la chargée de projet Lois ADUAMOA-ADDO.

FONG est un membre de ROPPA qui a pour devise : « ***L'agriculture comme un business est notre affaire*** »

❖ **Responsabilité de FONG dans le projet**

Après la signature du Contrat, (Memorandum of understanding) avec WILDAF, FONG a fait:

- L'identification des communautés et des groupements d'agriculteurs bénéficiaires (les groupes de cultivateurs font parties de FONG)
- La prise de contact avec les autorités traditionnelles des communautés identifiées
- L'interview pour le recrutement des APS
- L'assistance aux femmes rurales agricultrices
- La présentation de WILDAF et des APS aux communautés
- La formation de 500 femmes rurales aux nouvelles technologies par les agents de vulgarisation agricoles

❖ **Perception du projet FLOW par FONG**

Le projet est un “***eyes-opener***” car il nous a ouvert les yeux, et a ouvert les yeux des femmes sur leurs droits.

❖ **Effets**

Avant, nous les cultivatrices ne connaissions pas le droit ni son importance, nous étions focalisés sur l'agriculture et le commerce (marché). Avec ce projet :

- Les femmes achètent et cultivent leur propre terre. Elles ont la capacité de réclamer et entrent en possession des terres familiales qui leurs sont retirées.
- Leur production a augmenté et elles peuvent mieux s'occuper de leur famille
- Le taux de grossesse précoce des jeunes filles a considérablement diminué (avant, des cas de grossesse des adolescentes sont rapportés chaque année)
- La scolarisation des enfants a augmenté
- Les chefs et les conseillers traditionnels connaissent maintenant le droit
- Les violences conjugales sont en forte diminution (avant les femmes et les hommes se tapaient dessus)
- Implication de la police aux côtés des femmes dans la résolution des cas de violences basés sur le genre
- Une femme est membre du conseil traditionnel

❖ **Points forts du projet**

- Rencontre des différentes coopératives chaque trimestre pour l'échange d'expérience
- Création d'une plateforme pour la résolution des problèmes et conflits des paysans
- La formation sur les droits nous a ouvert les yeux (les gens ne savaient pas que les femmes avaient le droit à l'héritage)
- Promotion de la langue locale (les sensibilisations se font en langue locale car les paysans ne sont pas instruits)

❖ **Problèmes rencontrés**

- Accès difficile au marché pour l'écoulement des productions
- Accès difficile des femmes au crédit et aux intrants (paysans peu solvables à cause du caractère aléatoire des conditions climatiques dont dépend leur activité)
- Nécessité de moyens modernes ou machines pour faciliter la production de gari à grande échelle « nous cherchons à monter un projet de production et de transformation du manioc »
- Faible capacité à écrire les projets
- Nécessité d'organiser une foire alimentaire pour écouler un maximum de produits
- Les organisations paysannes ne sont pas unies

❖ **Recommandations**

- Renforcer davantage la collaboration entre WILDAF et FONG
- Impliquer davantage FONG dans la rédaction du projet (répartition des tâches)
- Renforcer davantage la compétence des agriculteurs
- Nécessité de mettre les organisations paysannes en plateforme pour leur permettre d'accéder à des financements

Entretien avec Madame Ethel R. WION, Présidente du collège des femmes - Liberia

L'équipe d'évaluation s'est également rendue à Mount Barclay au Liberia où elle s'est entretenue avec la présidente du collège des femmes agricultrices du Liberia, madame Ethel R. WION.

❖ **Relation collège des femmes et ROPPA / implication ROPPA**

- Une des plateformes du ROPPA est le collège des femmes. Le collège des femmes représente ROPPA dans le cadre de ce projet.
- Il a participé à l'élaboration du projet dans le processus qui a permis de discuter et de modifier les contours du projet avant son adoption.

❖ **Travail en collaboration avec WiLDAF**

Dans le cadre de ce projet, les rôles sont partagés entre WiLDAF et le ROPPA

WiLDAF s'occupe de l'aspect légal et le Collège des Femmes s'occupe de l'accès des femmes à la terre, au crédit et à la technologie agricole.

Le Collège des Femmes a :

- Identifié les paysans ou les groupes d'agriculteurs
- Signé un contrat avec des techniciens pour évaluer les besoins en formation des paysans

- Formé les agriculteurs sur la technique de la culture en ligne à Gbarnga en 2014 et la technique de protection des sols

❖ **Résultat**

- Les paysans ont été formés sur la diversification des cultures, l'alternance des cultures et ces techniques ont été appliquées
- 3 groupements de 165 agriculteurs ont bénéficié de la formation, deux ateliers à Bong County et un à Margibi
- La démonstration de la technique de protection des sols pour la culture du manioc sur une superficie de 2,5 ha. Résultat : 600kg/ha contre 300kg/ha obtenu avant.
- Ils ont été également amenés à faire une bonne sélection des sols, terrains adaptés à leur culture (potagers près des cours d'eau et les bas-fonds par exemple).

Chapitre 3 : ANALYSE DES DONNEES /EVALUATION DE L'IMPACT

Comme nous l'avons signalé plus haut dans l'introduction, les données collectées sont documentées telles que les enquêtes les ont exprimées de leur point de vue, qu'il s'agisse des bénéficiaires directs ou indirects, des porteurs du projet ou de ceux qui y sont intervenus comme prestataires de services. Il convient donc que nous procédions à une synthèse de ces données en confrontant les opinions exprimées. Pour l'analyse des résultats, les aspects suivants sont mesurés : l'effectivité, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets et impact, et la durabilité.

Aspect 1 : Effectivité

Question-clé : *Dans quelle mesure WiLDAF a-t-il réussi la mise en œuvre de son projet dans les communautés ciblées, et dans quelle mesure les bénéficiaires se sont-ils approprié les activités proposées, et les ont-ils utilisées pour atteindre les résultats escomptés ?*

La mise en œuvre du projet repose sur un système « décentralisé » responsabilisant les organisations membres de WiLDAF dans les pays concernés, qui avaient la latitude de choisir les groupes-cibles, en concertation avec le Collège des Femmes du ROPPA, et d'intégrer la gestion du projet à leur propre structure de fonctionnement. La Coordination régionale leur transfère alors compétence et ressources dont ils rendent compte périodiquement. Ce système de suivi rapproché raccourcit la distance entre les initiateurs du projet et les communautés bénéficiaires, en instaurant un climat de dialogue et de confiance mutuelle entre toutes les parties, ce qui favorise l'appropriation des objectifs.

La mission a observé dans tous les villages un réel engagement des bénéficiaires directs, parajuristes et leaders membres des comités communautaires de défense des droits des femmes, qui se sont investis à fond au niveau de l'utilisation des offres, entraînant à leur suite les autorités traditionnelles et administratives locales, les populations de leurs localités, et même certains des villages voisins.

Au niveau des résultats les documents consultés et les observations du terrain permettent d'affirmer la consistance du système de mise en œuvre du projet. Parmi les facteurs ayant favorisé cette effectivité, nous pouvons signaler :

- Le système de gestion décentralisée a permis à WiLDAF-Ghana de mobiliser des fonds d'OXFAM pour palier l'insuffisance des ressources allouées par le budget du projet. Sans cette initiative, certains résultats escomptés n'auraient pu être atteints.
- La réceptivité des autorités traditionnelles et administratives locales, et l'adhésion des populations à la cause défendue, malgré les pesanteurs sociologiques légendaires des sociétés africaines vis-à-vis de ces questions que d'aucuns considèrent comme « *des idées reçues de l'Occident* ». Des chefs traditionnels, des leaders religieux sont devenus soutiens actifs des CC2DF/CRC dans leurs activités, s'ils n'ont simplement pas intégré ces comités comme membres.
- La nature même du projet à produire rapidement des résultats, selon le témoignage des bénéficiaires, est source d'encouragement pour les parajuristes et les membres des CC2DF qui se sont surpassés dans leurs activités.

- Le volet économique, portant sur l'accès aux technologies et aux autres ressources de production agricole, a décuplé la motivation des bénéficiaires et suscité l'adhésion des communautés au projet dans son ensemble. Il apparaît partout dans les témoignages des bons résultats comme le point d'orgue d'un processus de « civilisation », un nouveau départ pour les populations concernées.
- L'implication des organisations paysannes comme porteuses du projet au niveau communautaire est l'un des éléments à la base de la mobilisation et de l'adhésion massive des paysans.
- La capacité d'intégration des APS dans les communautés, leur habileté linguistique, leur capacité à mobiliser les populations et à se mettre à leur écoute, ont fait d'eux, selon les leaders communautaires, des maîtres d'œuvre incontestables et incontournables de l'effectivité des actions du terrain.
- La traçabilité du système de suivi par l'élaboration des fiches de suivi et les rapports périodiques est un facteur déterminant de l'effectivité et de la consistance de WILDAF dans la mise en œuvre du projet.

Toutefois la multiplicité des niveaux et des responsables de suivi qui descendent souvent sur le terrain dans les villages donne l'impression de surcharge pour l'APS qui est tenu d'accompagner toutes les missions de suivi dans les villages, mais aussi pour les villageois en termes de temps consacré à recevoir les visiteurs.

Aspect 2 : Pertinence

Question-clé : *Validité des objectifs du projet (les objectifs peuvent-ils permettre de résoudre le problème ? Méthode d'identification des besoins ?) Pertinence du projet par rapport aux besoins et à la vulnérabilité des groupes-cibles. Satisfaction des groupes locaux ou cibles par rapport aux services rendus par les porteurs du projet (Wildaf) dans l'état actuel ; pertinence du projet par rapport à la vision stratégie de WILDAF ; le projet renforce-t-il les capacités de WILDAF et des bénéficiaires ?*

Le projet peut être jugé pertinent. Pour s'en convaincre donnons la parole à quelques bénéficiaires, tous s'étant prononcés sur la question :

Au Bénin : *« Ce projet répond à nos besoins et la participation des femmes constitue un atout pour la cohésion sociale et un allègement des charges pour les hommes ; si ce projet n'avait pas existé il faudrait alors le créer ».*

Au Ghana : *« Le projet est venu à point nommé. WILDAF nous a donné la connaissance qui est le pouvoir (knowledge is power) pour changer les mauvaises compréhensions et habitudes de vie. Nous ne sommes plus les mêmes personnes qu'avant. Nous avons quitté les ténèbres pour entrer dans la lumière ; aujourd'hui ce projet est une intervention divine, une opportunité divine. Il répond à nos besoins et nous a ouvert les yeux pour avoir un autre regard sur notre communauté et sur la vie en général ».*

Au Libéria : *« Le projet est un bon projet, appréciable qui nous a ouvert les yeux. Il a répondu à certains de nos besoins, surtout la capacité de résoudre certains de nos conflits, nous a donné de nouvelles perceptions de l'éducation, de la réduction des grossesses précoces, de la vie en*

communauté, du leadership, des relations entre les membres des communautés, des femmes dans la prise de décision, etc. »

Au Togo : *« Le projet est nécessaire car les changements qu'il a apportés sont très bénéfiques pour nous. Sans ce projet nous demeurerions dans l'ignorance de beaucoup de choses. Sans WILDAF, spécialement la scolarisation de la jeune fille, l'éradication du mariage forcé ne seraient pas devenues réalité dans nos milieux Adja. Ce projet nous a ouvert les yeux ».*

Le projet est qualifié de **“eye-opener”** par les bénéficiaires, car il a ouvert les yeux des femmes sur leurs droits, et leur capacité à les faire valoir ; il a ouvert les yeux des agriculteurs pour avoir une perception différente de leurs activités d'un point de vue professionnel, pouvant leur procurer une vie meilleure, une vie où *« ils n'auraient rien à envier aux gens de la ville »*. Les objectifs du projet sont des solutions aux problèmes des femmes agricultrices, et le projet a permis de renforcer leurs capacités et celles des communautés en général à s'organiser elles-mêmes pour leur autopromotion.

Aspect 3 : Efficacité et efficience

Question-clé : *L'efficacité se mesure par le rapport action / résultat produit, tandis que l'efficience nous permet de mesurer le ratio résultat/coût (ressources utilisées = temps, ressources humaine, financière matérielle). Le projet a-t-il été efficace et efficient à atteindre ses objectifs ?*

En termes d'efficacité, nous avons souligné plus haut que l'un des facteurs favorisant de l'effectivité de la mise en œuvre du projet est le fait qu'il ait pu produire des résultats probants dès l'exécution des premières activités. Les premiers signes de changements étaient perceptibles pour tous quand, par exemple, un mari violent fait baisser la tension au foyer en se *« repentant »*, ou quand les leaders d'une communauté décident de changer des pratiques de rites traditionnels séculaires jugés néfastes, et même rétrogrades. Quand on sait que la transformation sociale prend du temps pour s'opérer dans n'importe quelle société humaine, et encore plus dans les sociétés africaines aux cultures "statiques", on peut s'étonner devant la célérité des changements constatés. Mais les témoignages individuels ou collectifs empreints de sincérité concernant les changements induits qui font désormais partie du mode et des habitudes de vie des populations concernées, conduisent à affirmer l'efficacité du projet.

Quant au rapport résultats/coût, il fait ressortir un déséquilibre net en faveur des résultats du volet du FLOW principal, ce qui prouve que WILDAF a été efficient dans la mise en œuvre du projet, même au-delà de ce que l'on pouvait espérer, puisque les témoignages font état d'insuffisance de ressources financières, et de charge de travail lourde pour les APS qui doivent parcourir de longues distances par des voies en très mauvais état pour rallier les différentes communautés.

Pour le cas du Bénin par exemple, l'APS écrit : *« il serait intellectuellement raisonnable de reconnaître que la disposition géographique des localités d'intervention, le nombre d'Agents de Promotion Sociale (APS) (même à deux) et la durée impartie pour atteindre les résultats constituent une entrave avérée à l'efficience de nombre d'activités menées. Les APS au Bénin se sont vraiment surpassés pour obtenir des résultats probants dans le rapport favorable action/temps dans tous les villages ».*

Pour le Togo, la chargée de projet au GF2D rapporte que « *le temps et le coût sont raisonnables pour l'atteinte des objectifs du projet original. Cependant ils n'étaient pas suffisants pour le projet additionnel car les particularités des saisons en agriculture n'ont pas été suffisamment prises en compte. De même les coopératives formées ne sont pas encore suffisamment fonctionnelles avant la fin du projet. Il aurait fallu les accompagner encore plus* ». Les responsables d'ICAT confirment cette position de la chargée de projet, pour souligner la trop courte durée du projet qui ne laisse presque pas de temps pour accompagner les coopératives à atteindre leur autonomie.

L'insuffisance des ressources financières est particulièrement soulignée au Ghana et attribuée au fait que « *les lignes budgétaires destinées aux activités n'étaient pas réalistes par rapport à la demande sur le terrain* » et que les résultats n'auraient été atteints que grâce au dur labeur de la chargée de projet et de l'agent de promotion sociale, et à l'initiative de WiLDAF-Ghana à lever de fonds supplémentaires auprès d'un autre partenaire financier intéressé par la thématique de l'autonomisation des femmes rurales.

Malgré ces insuffisances de ressources, les résultats sont là incontestables, tout le monde s'accorde pour reconnaître que le projet est efficient et que cela est attribuable à la solidité du système de mise en œuvre et des agents qui l'ont animé.

Aspect 4 : Effets /impacts

Question-clé : *Qu'est-ce que le projet a changé dans la vie des bénéficiaires : effets escomptés et/ou inattendus produits ?*

Conformément à l'objectif de l'évaluation, nous parlons sous cet aspect, plus de l'impact du projet en termes de changements produits dans le comportement et le vécu quotidien des bénéficiaires. *Le projet a-t-il permis de changer la manière de vivre des bénéficiaires : leurs relations les uns avec les autres, leur résilience face aux pathologies sociales symptomatiques de la pauvreté ?*

Partout où la mission s'est rendue, à la question « ***qu'est-ce que le projet a changé dans votre vie ?*** » nos interlocuteurs ont été prolifiques dans leur réponse, en dressant une liste interminable de faits avérés qui témoignent de ces changements comme le montrent les résultats compilés des interviews.

Pour mesurer l'impact, nous avons choisi des critères sociaux sur lesquels le projet est sensé agir par la connaissance et l'utilisation des droits des femmes et l'accès des agriculteurs, surtout les agricultrices, aux technologies et aux autres ressources de production. Il s'agit de :

- i. La relation H/F dans le foyer et dans la société**
- ii. Le leadership des femmes**
- iii. Les droits des femmes et les pratiques traditionnelles négatives**
- iv. L'éducation/santé des enfants**
- v. L'accès des femmes à la terre, à la technologie et autres ressources**
- vi. Le rendement agricole**
- vii. Le revenu familial**
- viii. L'amélioration du cadre de vie de la famille**

L'analyse de ces critères par les bénéficiaires eux-mêmes, sur un échantillon de 09 villages au Bénin et au Togo dégage **un indicateur de tendance en croissance d'un niveau de vie pas du tout satisfaisant (---) à satisfaisant (++)**, voire très satisfaisant (+++), surtout depuis 2013, montrant que sous l'effet conjugué de la connaissance et de l'utilisation des droits d'une part, et de l'engagement de l'agriculteur dans la voie du professionnalisme d'autre part, les bénéficiaires changent de vie, et prennent une option sérieuse sur la réduction de la pauvreté.

La situation des deux villages témoins, Tanta au Bénin et Otumfo au Ghana, confirme l'impact du projet dans les communautés couvertes. Il est rare de trouver des projets de développement communautaire qui produisent en si peu de temps un impact aussi impressionnant qu'avéré sur leurs bénéficiaires. Souhaitons que les effets produits durent dans le temps et que le changement observé devienne irréversible.

Le facteur déterminant dans ce succès est sans doute l'appropriation du projet par les bénéficiaires qui ont fait de l'utilisation des offres un sacerdoce.

Notons par ailleurs, que le projet a donné des aptitudes et savoir-faire qui ont servi à atteindre d'autres objectifs non-inscrits dans le projet mais utiles aux communautés. C'est l'exemple du Liberia où les PJ et les membres des CC2DF ont fait beaucoup de sensibilisation pour la prévention de l'épidémie Ebola pendant la crise.

Aspect 5 : Durabilité

Question-clé : *Effets durables ou éphémères ? Continuation des changements après le projet, la survie des changements aux ressources (temps et finances) ?*

Les effets promettent d'être durables. Il y a eu un vrai changement de mentalités observable dans les communautés sur le statut social de la femme agricultrice. Selon les témoignages recueillis et documentés lors des missions de suivi, les femmes elles-mêmes s'investissent énormément pour leur leadership et leur autonomisation. Les CC2DF s'engagent à continuer leurs activités de sensibilisation, de plaidoyers et d'assistance juridique, même après la fin du projet. Donnons-leur encore une fois la parole.

Au Bénin : « Nous prendrons des dispositions pour continuer les sensibilisations et aider les victimes d'agression ou de violence domestiques, même si ce ne serait plus avec la même fréquence qu'au cours du projet, même sans financement extérieur ».

« Nous sommes en train de murir l'idée de faire une réunion de réflexion réunissant les PJ et comités du 5e arrondissement pour définir un plan d'action en vue de la poursuite des actions menées dans le cadre du projet ».

« Nous allons continuer par faire des actions dans le sens de celles déjà entamées par le biais des partenaires avec lesquels WiLDAF nous a mis en contact, aussi allons-nous utiliser les techniques de plaidoyer pour trouver les ressources nécessaires et amener les autorités ou partenaires à solutionner nos actions ».

« Nous allons tout faire pour ne pas retomber dans les anciennes habitudes après la fin du projet. Nous allons continuer les actions à notre niveau mais nous aurons besoin de l'appui technique de WiLDAF. Au lieu de nous donner du poisson, WiLDAF nous appris à en pêcher. Les formations reçues et la documentation vont nous servir à poursuivre les activités »

Au Togo : *« Nous ne retournerions plus à notre ancienne situation car nous avons appris comment sortir de la pauvreté surtout avec les coopératives. Nous allons continuer à mettre en application les connaissances reçues ».*

« Nous allons continuer les sensibilisations dans les autres villages afin de toucher tous les 33 villages du canton ».

Au Ghana : *« Nous n'allons plus retourner dans l'obscurité d'avant, mais rester dans la lumière et progresser dans les connaissances reçues en continuant les sensibilisations, les bonnes pratiques, les réunions des membres des comités (CRC) ».*

« Nous sommes des humains, nous n'allons plus retourner en arrière comme des oiseaux qui, sans cage, retournent à leur origine après avoir été capturé. Nous sommes à un niveau élevé de changement et les villages voisins nous observent. Nous n'allons pas régresser mais progresser vers un niveau toujours plus élevé en continuant l'éducation et les actions de médiation, même sans l'intervention de WiLDAF ».

« Le savoir c'est le pouvoir ! Et maintenant nous l'avons. Nous allons utiliser les connaissances et le pouvoir que le projet nous a procurés pour obtenir ce dont nous avons besoin. Nous allons nous concentrer et continuer la mise en œuvre des connaissances reçues, les enseigner et les transférer aux générations futures ».

Au Liberia : *« Nous continuerons les actions pour la pérennisation des acquis en comptant sur la volonté de la communauté. Nous irons de l'avant, à un niveau plus élevé en continuant les actions ».*

« Nous avons commencé et nous allons continuer les actions vers le changement total ».

« Nous allons continuer dans le progrès en améliorant notre situation en intervenant dans la communauté via les CRC, en continuant les médiations des conflits dans la famille et dans la communauté, même sans WILDAF ».

La durabilité du projet passe par le travail assidu, et cela dépendra essentiellement des bénéficiaires. Leur détermination si clairement exprimée à continuer les actions par l'utilisation des offres afin, non seulement de consolider les acquis des changements obtenus, mais aussi de progresser pour atteindre des degrés plus élevés dans leur lutte contre la pauvreté, est une garantie sûre de durabilité. Il est bien sûr souhaitable d'envisager dans la mesure du possible, des moyens pour soutenir cette volonté.

ICAT abonde dans le sens sur la durabilité des résultats obtenus, car les coopératives constituées avec son appui dans le cadre du projet FLOW additionnel entrent dans son portefeuille et il a l'obligation de les intégrer dans son système de suivi. Mais les responsables de cette institution mettent un bémol à cette obligation en soulignant qu'en raison du grand nombre de coopératives à leur charge, ce suivi ne sera pas très efficace vu le nombre limité de ses ressources humaines et sa faible capacité en dotation budgétaire.

Aspect 6 : Collaboration WILDAF /ROPPA

Question-clé : *Comment la relation WiLDAF/ROPPA contribue-t-elle à la réussite du projet ? Quel est le rôle joué par chacune des deux organisations ? La relation est-elle durable et reproductible ?*

L'analyse de la collaboration des deux institutions porteuses du projet peut renfermer quelques lacunes car nos sources d'information restent trop peu suffisantes et nous n'avons pas toujours rencontré ni reçu de feedback des sources autorisées pour avoir des informations fiables.

Au Bénin, la seule information reçue sans précision, provient de l'APS qui écrit ceci : « *Le bras opérationnel du ROPPA au Bénin est la PNOPPA (Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles). De mon point de vue, je n'ai eu aucune difficulté à collaborer avec des membres et agents de PNOPPA* ».

Au Togo, la chargée du projet de sa part, affirme, sans précision que : « *Le ROPPA est représenté dans la mise en œuvre du projet au Togo par le Collège des Femmes de la CTOP qui prend part à toutes les activités* ». Selon elle le Collège des Femmes a participé aux missions de suivi trimestriel dans les villages.

Au Ghana, les informations recueillies proviennent de deux sources, le secrétariat général du FONG et la chargée de projet du WiLDAF-Ghana. Les responsables du FONG définissent le rôle de ROPPA dans la collaboration comme suit :

Responsabilité de FONG (Farmers Organisation Network in Ghana) dans le projet

« *Après la signature du Contrat de collaboration (Memorandum of understanding) avec WiLDAF, FONG à travers le Collège des Femmes a fait:*

- *L'identification des communautés et des groupements d'agriculteurs bénéficiaires (les groupes de cultivateurs font parties de FONG)*
- *La prise de contact avec les autorités traditionnelles des communautés identifiées*
- *L'interview pour le recrutement des APS*
- *L'assistance aux femmes rurales agricultrices*
- *La présentation de WILDAF et des APS aux communautés*
- *La formation de 500 femmes rurales aux nouvelles technologies par les agents de vulgarisation agricoles* »
- *Le suivi trimestriel des activités du projet pour lequel le collège a des dotations financières*

Au Liberia, la mission s'est entretenue avec la responsable du Collège des femmes Mrs. Ethel Wion. Selon elle, dans le cadre de ce projet, les rôles sont partagés entre WiLDAF et le ROPPA. WiLDAF s'est occupé de l'aspect légal et le Collège des Femmes de l'accès des femmes à la terre, au crédit et à la technologie agricole.

Le Collège des Femmes a :

- Identifié les paysans ou les groupes d'agriculteurs
- Signé un contrat avec des techniciens pour évaluer les besoins en formation des paysans

- Formé les agriculteurs sur la technique de la culture en ligne à Gbarnga et la technique de protection des sols en 2014.
- Le suivi trimestriel des activités du projet pour lequel le collège a des dotations financières

Ces actions montrant l'implication des Collèges des Femmes ou des agents du PNOPPA, ne suffisent pas pour se faire une opinion ni sur la solidité, ni sur la durabilité de cette collaboration. Les deux organisations certes ciblent les mêmes groupes vulnérables, mais apparemment leurs approches et méthodes de travail divergent. Elles gagneraient pourtant beaucoup en travaillant ensemble pour unir leur énergie et drainer plus de ressources pour plus d'impact durable sur les cibles. Un travail de fond doit être fait sur de futur projet pour renforcer la collaboration.

Aspect 7 : Environnement interne de WILDAF

Question-clé : *Système de fonctionnement de WILDAF Qu'est ce qui explique cette capacité à être une organisation sous régionale d'une telle envergure ?*

Il va sans dire qu'une organisation certifiée ISO 9001a un environnement interne de travail propice à un travail de qualité, avec une équipe dynamique et un système de gouvernance qui réponde aux normes de qualité requises par l'agence de notation.

La mission ayant parcouru le rapport d'audit fait en 2013 par le Cabinet INTERTEK en utilisant les critères d'annotation de MOODY International, n'a pas jugé nécessaire de reprendre les termes dudit rapport qui ont conduit à la certification de WiLDAF. Nous confirmons tout le bien fondé du rapport sur l'environnement interne de l'organisation au siège sous-régionale à Lomé.

Quant aux représentations nationales, malgré notre désir clairement exprimé dans notre offre technique, nous n'avons pas eu l'occasion de les visiter et d'y travailler avec le personnel, sauf à Accra où nous avons transité le temps d'un déjeuner convivial avec le personnel avant notre premier rendez-vous d'entretien avec les responsables du FONG. Néanmoins l'interview avec la nouvelle Coordinatrice nationale Mrs. Melody Darkey, et le feedback du guide d'évaluation renseigné du Ghana et du Togo, nous permettent d'apprécier l'environnement interne du GF2D et du WiLDAF-Ghana en ce qui concerne la répartition des rôles entre la direction exécutive et le conseil d'administration dans la reddition de compte et les relations du bureau régional aux réseaux nationaux. Mais une analyse objective de l'environnement interne du WiLDAF dans son ensemble à partir de ces informations serait hasardeuse !

Pour le GF2D, opérateur du projet au Togo, l'organe opérationnel des programmes le CRIFF (Centre de Recherche, d'Information et de Formation pour la Femme), dirigé par une Coordinatrice, travaille sous la supervision générale du Bureau Exécutif du GF2D représenté par la Secrétaire Générale. Le Bureau Exécutif approuve tous les projets et leurs activités avant leur mise en œuvre, et reçoit les rapports.

Pour WiLDAF-Ghana, les membres du CA apportent leur soutien au projet à titre consultative en émettant leur avis sur les actions menées comme pour l'organisation dans son ensemble au cours de leurs réunions statutaires. Ils répondent à l'appel chaque fois qu'on a besoin de leurs services.

Ce qui rend WiLDAF, une organisation sous-régionale capable d'atteindre des cibles à la base est cette stratégie qui consiste à responsabiliser ses organisations membres dans la mise en œuvre de ses projets, ce qui lui permet de se positionner à la fois au niveau de l'identification des besoins réels des populations à la base, et pour les besoins de plaider au niveau régional et international.

Quant à la reddition de compte, le répondant estime que le système mis en place pour le suivi des activités et la comptabilité financière est adéquat, car il est transparent et implique la responsabilité de chaque partie. Toutefois, malgré l'effort du bureau régional à recueillir les points de vue des réseaux nationaux sur les projets et les activités à mener, il arrive parfois que ces opinions ne soient pas intégrées au projet final avant sa soumission au bailleur. Cela génère des lacunes qui rattrapent l'organisation lors de la mise en œuvre du projet où des activités importantes et des acteurs-clé sont ignorés. C'est l'opinion de WiLDAF –Ghana qui estime n'avoir pas eu l'opportunité de voir la version finale du projet FLOW avant sa soumission au bailleur !

Aspect 8 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et obstacles du projet

Cette analyse a été faite de façon participative avec tous les enquêtés, bénéficiaires, représentants des organisations paysannes membres de ROPPA, agents des services techniques d'agriculture et le staff de terrain du WILDAF.

Forces	Difficultés
- Projet aux objectifs et indicateurs de performance clairement énoncés ; - Projet répondant aux besoins des bénéficiaires - Disponibilité et actualisation du canevas de rapport précis et accessible de compréhension - Rigueur dans le choix des PJ et des membres des CC2DF - Les renforcements de capacités réguliers des PJ et des CC2DF - L'existence des CC2DF qui sont venus en renfort aux parajuristes, - Le soutien des chefs de village et la bonne collaboration qui existe entre les chefs de village et les parajuristes et CC2DF - Expertise des membres du réseau WILDAF et qualité des agents de terrain recrutés - L'intégration des leaders traditionnels et locaux et spécialement la gente masculine dans la conception et mise en œuvre du projet - Le volet agro-économique du projet (formation en technique et technologie agricole, formalisation des coopératives) - Le caractère immédiatement « consommable » des connaissances acquises.	- Le faible niveau d'étude des parajuristes et membres des CC2DF qui les handicapent dans l'utilisation de leur manuel de formation, - Les difficultés à mobiliser les populations pour les sensibilisations de masse, - Les difficultés des parajuristes et CC2DF à rédiger des rapports d'activité, - Les difficultés financières qu'éprouvent les groupements dans leurs démarches de transformation en coopératives - La difficulté à aborder certains thèmes lors des sensibilisations qui sont difficiles à accepter par les populations. (p. ex. l'égalité des sexes, mariage civil, droits de la femme à l'héritage et à la terre ; par contre les populations comprennent et reconnaissent les violences faites à la femme à travers les conflits conjugaux, les rites de veuvage, la surcharge de travail et la nécessité pour la femme de posséder un acte de naissance). - Les moyens limités pour la réalisation de toutes les formations sollicitées par les coopératives - L'insuffisance du temps consacrée au volet de la formation en technique et technologie
Opportunités	Menaces/obstacles
- l'existence de textes juridiques protégeant la femme comme la CEDEF, le Protocole de Maputo, la Politique nationale de l'équité du genre, la révision du code des personnes et de la famille, et textes similaires dans tous les pays... - Les ODD adoptés en Septembre La politique	- L'insuffisance ou la rareté des subventions agricoles destinées aux femmes - Les changements climatiques ou intempéries naturelles : irrégularité des pluies, sécheresse, inondation... - L'accès difficile au marché d'écoulement

de l'éducation pour tous (OMD) adoptée par chaque pays. - Les actions des ministères en charge des femmes, des enfants et de la promotion sociale - La volonté des Ministères de l'agricultrice de professionnaliser l'activité du monde rural dans le cadre de la réglementation OHADA - L'existence des associations et organisations non gouvernementales (nationales et internationales) œuvrant dans le domaine du droit de la femme ou de l'agriculture dans beaucoup qui interviennent dans les localités couvertes par le projet - L'existence et l'influence positive de certaines églises dans les localités.	des produits agricoles - Rareté de la main d'œuvre - Méfiance ou manque de confiance des institutions financières vis-à-vis des activités agricoles jugées trop soumises aux aléas climatiques - Influence négatives des mœurs des sur les villages situés dans leur cercle d'influence - L'épidémie Ebola (Liberia) 2014 qui a freiné les activités du projet - Tendance à l'utilisation abusive généralisée des herbicides dans l'emblavage des champs pour pallier la pénurie de main d'œuvre⁴
---	---

⁴ La campagne ouest africaine se vide mais d'œuvre agricole, forçant les agriculteurs à recourir aux herbicides, pour la plupart nocives, qui détruisent les micro-organismes et ralentissent la fertilité des sols.

Chapitre 4 : DIFFICULTES RENCONTREES ET LEÇONS APPRISES

4.1. Difficultés rencontrées

Comme toute entreprise, cette mission d'évaluation a eu ses difficultés de parcours, et en parler c'est dans le but d'en tirer des leçons pour l'avenir. Elles sont liées essentiellement au calendrier et à la communication.

1) Le Calendrier

Nul n'est maître du temps, mais la planification de nos actions pour une utilisation rationnelle du temps relève de notre responsabilité, et c'était justement ce qu'ensemble, WiLDAF, commanditaire de la mission et nous, consultants prestataires avons essayé de faire au cours de nos rencontres préliminaires. Mais deux faits majeurs ont pesé sur le calendrier fixé et rendu difficile sa réalisation : une mauvaise appréciation du volume de travail lié au type d'évaluation demandé et le temps qu'il faut pour le réaliser, puis les difficultés de coordination des calendriers des réseaux nationaux répondants de la mission dans les pays.

- i. **Le type d'évaluation :** il s'agit de l'évaluation de l'impact, différente de celle des activités programmées et menées, comme nous l'avons expliqué plus haut dans l'approche méthodologique. Or la durée de la mission fixée par avance à 15 jours, soit 3 jours par pays, n'a pas pris en compte cet aspect essentiel de l'évaluation. Conséquences, trois jours seulement dans un pays n'ont difficilement servi qu'à rencontrer les cibles directes, et les réseaux nationaux eux-mêmes n'ont pas réussi à fixer d'autres rendez-vous pour la mission dans les trois jours sans réduire le nombre de villages à visiter ou nous lancer dans une course folle sur les routes pour même arriver parfois en retard à un rendez-vous. Bien qu'il revienne au commanditaire de fixer la période de l'évaluation, nous suggérerons de s'accorder avec les consultants sur le type et la durée de la prestation.
- ii. **Coordination de calendriers des réseaux nationaux :** le problème s'est posé spécialement pour le Ghana et le Liberia, et nous avons évité de peu de faire pour rien le voyage au Liberia. Les activités propres des réseaux ont perturbé le calendrier fixé qui a lui-même subi de glissement de septembre à octobre. Nous pensons que dans l'avenir il faut préparer l'évaluation en fixant le calendrier avec toutes les parties prenantes afin que tout le monde se rende disponible à participer pleinement à l'exercice sur demande du consultant.

2) La communication

Nous avons éprouvé des difficultés de communication par moment avec les chargés de projet dans les pays par rapport aux guides d'évaluation qui leur ont été envoyé, soit à l'intention des consultants techniques ayant fait des prestations sur le projet, soit à leur propre intention.

Pour le Burkina Faso, c'est un cas à part ! Quand il a été décidé que la mission ne se rendrait plus là-bas pour la visite-terrain, nous avons essayé d'organiser la collecte des données par voie électronique (téléphone et email), mais nous avons dû abandonner par défaut de communication. La

situation s'explique par le contexte sociopolitique du moment d'une part, et le changement intervenu au niveau de la coordination nationale de WiLDAF- Burkina

4.2. Leçons apprises

De cette mission d'évaluation nous retiendrons des leçons de deux points de vue : le processus tel que perçu par les bénéficiaires d'une part, la perception des consultants de l'autre.

- i. **Point de vue des bénéficiaires dans les villages** : à la fin de chaque rencontre, les bénéficiaires se sont exprimés sur la manière dont ils ont vécu le processus de l'évaluation, et grosso modo, la participation aux ateliers leur a permis de jeter un regard rétrospectif sur « l'aventure » vécue avec WiLDAF et d'apprécier la valeur des connaissances reçues et leur propre participation dans la construction d'une société nouvelle. Nous présentons en encadré ci-dessous comment les bénéficiaires expriment ces leçons apprises :

- Séance utile qui nous a permis d'avoir une vue d'ensemble de tout ce qui a été fait.
- Nous sommes fiers que WiLDAF nous ait confié un travail que nous avons bien fait.
- Nous avons vu que les actions menées dans le cadre de ce projet de WiLDAF sont importantes.
- Faire une synthèse des actions que nous menons depuis le début du projet, nécessité d'évaluer les progrès dans toutes activités entreprises.
- Avancée des actions des parajuristes et de leurs lacunes, ce qui va permettre de trouver des moyens pour y remédier.
- Nous savons maintenant que les actions réalisées depuis 4 ans ont apporté des changements.
- Par nos interventions nous avons pris conscience des apports et impacts du projet dans notre communauté.
- Nécessité de toujours garder les informations et connaissances reçues au cours des formations.
- WiLDAF est une structure crédible et chacun doit savoir tirer meilleure partie de ses actions ; WiLDAF est soucieux de notre bien être malgré notre situation géographique.
- Appréciation favorable de la méthodologie de WiLDAF, il est comme un éléphant qui nous couvre et nous protège contre les intempéries de la vie.
- Toujours retenir des leçons de chaque rencontre de sensibilisation et les mettre en pratique.
- Les résultats partagés par les uns et les autres nous encouragent à continuer les sensibilisations vers les autres.
- Toujours sortir pour apprendre des autres, découvrir des choses nouvelles.
- La présence des évaluateurs renforce notre confiance sur les activités des PJ et CC2DF.
- Notre assurance est renforcée par le fait qu'il y a des gens qui nous soutiennent.
- Nous venons d'apprendre à rester éveillé sur tout ce que nous faisons.
- Il faut toujours s'assurer que toute action que nous exécutons soit utile et apporte des changements.
- Il y a un temps de bilan pour toute chose et c'est ce que nous avons fait par rapport à ce dont nous avons bénéficié : évaluation des connaissances reçues.
- Avoir une idée de l'effet du projet sur nos vies, les changements apportés par le

travail des PJ et le Comité.

- *Nous savons maintenant que le projet a apporté beaucoup de changement dans nos vies.*
- *Nous avons été instruits sur le fait que c'est par la mise en pratique de façon continue du savoir-faire acquis que notre progrès sera effectif.*
- *Nous avons pu voir les changements et impact de ce projet dans notre communauté.*
- *Le partage des informations et des expériences personnelles nous a donné une idée collective de l'impact des actions menées.*
- *Nous avons le courage et l'assurance que même après WiLDAF, les actions vont continuer et apporter davantage de changement dans notre communauté.*
- *WiLDAF nous a aidés à acheter une moto ; si par manque d'entretien la moto tombe en panne au cours d'un voyage, notre condition deviendrait alors pire qu'avant car nous aurions plus de peine à rentrer à la maison avec une moto en panne que seul à pied !*
- *Cette évaluation nous montre que la fin du projet est le début de notre responsabilité dans la pérennisation des acquis.*
- *Assurance de la durabilité du projet.*
- *Cette rencontre nous a permis de savoir que nous avons des problèmes et que WiLDAF nous a apporté la solution, ce qui nous amène à réfléchir à la possibilité d'aider d'autres villages.*
- *« C'est à ton père d'apprécier ton travail quand tu vas travailler au champ avec lui. C'est ce qui a été fait au cours de cette séance, et cela nous encourage à continuer le travail dans la même optique, avec le même sérieux, même en l'absence de WiLDAF ».*
- *La méthodologie utilisée pour conduire la séance est très appréciée, elle nous a mis en confiance et nous a offert l'opportunité d'analyser les effets de nos actions en tant que PJ ou membre de comité (point de départ, force et faiblesse au niveau de chaque village).*
- *Nous apprécions beaucoup le sérieux de l'évaluateur.*
- *L'humilité du consultant nous a amené à une bonne participation.*

ii. Du point de vue de l'équipe de consultation, cet exercice nous a mis à une école qui surpasse en enseignement toutes nos expériences antérieures dans le domaine, expériences qui se sont limitées au seul cadre d'un pays à la fois, même si les états du Nigeria, où nous avons travaillé au même titre que cette mission, par leur diversité peuvent se comparer à des pays individuellement pris. Dans ce genre d'exercice, il est souhaitable de constituer une équipe d'évaluation composée de sous équipes par pays sous la responsabilité du consultant. Cette équipe, dans le cas du projet FLOW, comprendrait des délégués du WiLDAF, du ROPPA, des structures d'appui technique, et des leaders communautaires et même des bénéficiaires que le consultant préparerait par un atelier d'un jour dans chaque pays avant leur descente sur le terrain. Ce procédé aurait permis plus de transparence et d'apprentissage autant pour l'organisation porteuse que les bénéficiaires du projet.

RECOMMANDATIONS

Les informations collectées et les constats faits lors de la mission d'évaluation nous amènent à faire des recommandations tant à l'endroit de WiLDAF-AO que du gouvernement de chacun des pays couverts par le projet. Ces recommandations émanent des participants aux rencontres dans les villages et de tous ceux qui se sont prêtés à l'exercice des interviews au cours de l'évaluation.

✓ A l'égard de WILDAF

Pour que l'impact observé se consolide et que les bonnes pratiques et les changements de mentalités se pérennisent, il s'avère nécessaire de :

R/W1. Mettre en place un mécanisme de consolidation des acquis du projet qui passera par un plaidoyer auprès:

- 1) *Des institutions de microfinances qui sont intervenus dans le projet pour la mise en place d'un système d'offre adaptée au monde rural ; des prêts dont les montants et modalités de remboursement sont adaptés au calendrier ou cycle de saisons agricoles.*
- 2) *Des autorités locales et administratives (police, gendarmerie, mairie par exemple) à continuer à apporter leur soutien aux CC2DF dans leurs fonctions même après le projet.*
- 3) *Des chefs et leaders traditionnels pour l'éradication des pratiques néfastes aux droits des femmes.*
- 4) *Des services techniques comme le CARDER, ICAT... pour accompagner les coopératives agricoles dans l'obtention de leur immatriculation et des intrants.*
- 5) *Des gouvernements pour soutenir ou pour prendre le relai de l'extension du projet à l'échelle nationale.*

R/W2. Etendre le projet dans les localités voisines des villages : cette recommandation a été faite dans tous les villages visités par la mission. L'extension du projet devrait néanmoins tenir compte des aspects suivants :

- 1) *L'aspect légal autant qu'agro-économique : consacrer une durée raisonnable et un budget conséquent au volet agro-économique du projet qui constitue un élément fondamental pour l'autonomisation financière et sociale de la femme agricultrice. L'évaluation a fait ressortir qu'une durée d'au moins trois ans serait acceptable pour la reproduction des techniques, l'observation des résultats mais surtout pour l'autonomisation des coopératives et le transfert des compétences en vue d'avoir des aménagistes endogènes. Aussi, serait-il intéressant de donner aux agricultrices et agriculteurs des renforcements de capacités en techniques agricoles biologiques qui sont adaptés aux changements climatiques.*
- 2) *Le renforcement de capacités des coopératives en conception et élaboration de projet, de plan d'action, gestion organisationnelle et économique (outils de gestion), recherche de marché et plaidoyer pour leur permettre d'accéder aux ressources dont elles auront besoin.*
- 3) *La formation des coopératives sur les techniques agropastorales et la diversification de leurs activités.*

- 4) L'organisation des voyages croisés ou visites d'échange d'expérience des paysans dans des communautés bénéficiaires, et dans d'autres pays voisins de l'Afrique de l'Ouest par exemple pour l'apprentissage et le partage de bonnes pratiques, et pour nouer des relations d'alliances ou des partenariats avec d'autres organisations pour l'extension des actions aux autres villages ou localités non couverts par le projet.
- 5) Fournir un signe distinctif, si possible homologué par l'Etat, aux parajuristes pour renforcer leur positionnement social et pour faciliter leur reconnaissance au cours de leur intervention dans les communautés.
- 6) Intégrer un volet alphabétisation des femmes des coopératives pour relever leur niveau d'instruction et de confiance en soi.

R/W3. Renforcer davantage la collaboration entre WiLDAF et le ROPPA dans tous les pays, collaboration que nous jugeons productive si les rôles sont partagés, dès la conception du projet.

R/W4. Environnement interne de WiLDAF : Le système de mise en œuvre, suivi et évaluation du projet a certes fonctionné et donné les résultats que nous avons relevés, mais nous avons aussi observé une surcharge de travail pour la Chargée de programme à la Coordination sous régionale. Nous recommandons une amélioration du système par la création d'un poste de Chargée de Suivi-Evaluation à qui reviendrait la tâche de compiler, capitaliser et analyser les résultats de suivi pour constituer la base de décisions dans les choix des orientations.

✓ **A l'égard des Gouvernements :**

Les communautés ont souhaité que les Etats accompagnent les actions du projet par :

- 1) La régulation du secteur agricole et des prix, et l'aménagement des voies de communication rurales pour faciliter l'écoulement des produits dont la quantité croît avec l'amélioration du rendement des exploitations agricoles.
- 2) L'adoption par chaque Etat d'une législation foncière fonctionnelle qui garantisse l'accès à la terre aux paysans, en mettant fin aux systèmes de spéculation foncière qui cède de grands domaines aux multinationales au détriment des petits exploitants.
- 3) La régulation et le contrôle de l'utilisation des pesticides et herbicides dangereuses pour l'écosystème
- 4) Rendre effective l'éducation primaire gratuite pour tous, et mettre en place un système soutenable de baisse des coûts liés à la scolarité dans le secondaire.

CONCLUSION

En concluant ce rapport, nous nous en voudrions de passer sous silence un des instruments importants de l'arsenal international de conventions et de pactes relatifs aux droits humains fondamentaux adoptés et ratifiés par nos Etats africains. Il s'agit de la **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)** dont les cinq pays bénéficiaires de ce projet sont parties prenantes, le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Liberia et le Togo, et qui souligne dans son préambule que :

- a) *« la discrimination à l'encontre des femmes viole les principes de l'égalité des droits et du respect de la dignité humaine, qu'elle entrave la participation des femmes dans les mêmes conditions que les hommes, à la vie politique, sociale, économique et culturelle de leur pays, qu'elle fait obstacle à l'accroissement du bien-être de la société et de la famille et qu'elle empêche les femmes de servir leur pays et l'humanité dans toute la mesure de leurs possibilités ».*
- b) *« les Etats parties aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme ont l'obligation d'assurer l'égalité des droits de l'homme et de la femme dans l'exercice de tous les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politique ».*
- c) *« ayant à l'esprit l'importance de la contribution des femmes au bien-être de la famille et au progrès de la société, qui jusqu'à présent n'a pas été pleinement reconnue, de l'importance sociale de la maternité et du rôle des parents dans la famille et dans l'éducation des enfants, et conscients du fait que le rôle de la femme dans la procréation ne doit pas être une cause de discrimination entre les hommes, les femmes et la société dans son ensemble ».*

Le contenu de la CEDEF est en soi un argument fort et suffisant pour les Etats de changer de politique pour changer la société et engager nos pays dans la voie d'un progrès réel de développement social, économique, politique et culturel. Les résultats obtenus par le projet FLOW démontrent que ce changement de société n'est pas une utopie. Chaque Etat, en collaboration gagnant-gagnant avec ses partenaires sociaux, les organisations de la société civile et le secteur privé, peut bien vite relever ce défi, au moment où nous parlons tant de vision de pays émergents, car cette vision ne peut devenir réalité si la société n'est « purifiée » de toutes ces formes de discrimination avilissante à l'égard de nos femmes.

WiLDAF et ses partenaires font un travail excellent recommandable à tous égards, qui nécessite des soutiens pour son extension à toutes les communautés, aussi bien rurales qu'urbaines, pour consolider et pérenniser les résultats obtenus sur ce projet qui font rayonner la joie de vivre sur les visages de ces populations que nous avons eu le privilège de rencontrer, et de leurs leaders.

La Nation progresse lorsque toutes ses composantes sociales progressent !

ANNEXES

- TDR
- Questionnaires
- Liste des personnes touchées

LISTE DE PRESENCE DES RENCONTRES COMMUNAUTAIRES - BENIN

Date : 07/10/15

Lieu : GBOGUEDEKPA

N °	NOM ET PRENOM	SEXE	PROFESSION	TITRE	VILLAGE
01	AHONON henrie	M	Cultivateur	Membre du comité	Gboguédékpá
02	DOUGBE Tchantalle	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
03	SEKPE Victorine	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
04	HOUNSO Celestine	F	Cultivatrice	Membre du comité	Gboguédékpá
05	AGBOTA Pélagie	F	Cultivatrice	PJ	Gboguédékpá
06	HOUNSO Bernadin	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
07	DOUGNE Robert	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
08	AHONON Pierette	F	Cultivatrice	PJ	Gboguédékpá
09	HUIYO Donkpègan	M		-	Gboguédékpá
10	AVANON Germaine	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
11	HOUNSO Zouinninmè	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
12	AHONON Victor	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
13	KPOHA Innocent	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
14	HOUNSO Isidore	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
15	ADANMADO Akoho Félicienne	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
16	HOUNSO Sidonie	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
17	HOUNSO Clémentine	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
18	DELLI Joséphine	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
19	ATCHASSOU Pierette	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
20	AYIGBE Micheline	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
21	HOUNSO Danssi	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
22	KPOHA Hylaïre	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
23	ADJIGBE Clémence	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
24	KPOHA Alininnou	F	Cultivatrice	-	
25	KPOHA Panphile	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
26	ADIGBE Celestin	M	Cultivateur	-	Gboguédékpá
27	ADIGBE Susane	F	Cultivatrice	-	Gboguédékpá
28	AYATOMEY Laurin	M	CPS	APS	

Date : 07/10/15

Lieu : MONSOUROU

N °	NOM ET PRENOM	SEXE	PROFESSION	TITRE	VILLAGE
01	NOUNAMETO Noël	M	Chef village	Chef village	Monsourou
02	FANNOUWA Emile	M		-	Monsourou
03	HOUEDJLO Mélanie	F	Agricultrice	-	Monsourou
04	TRAKE Anne Marie	F	Agricultrice	-	Monsourou
05	ATTINSOUNON Thierie	M	Agriculateur	-	Monsourou
06	MONVO G. K. Louis	M	Agriculateur	Membre du comité	Monsourou
07	SAMBA Pascaline	F	Agricultrice	-	Monsourou
08	AZIMBLI Ferdinand	M	Agriculateur	-	Monsourou
09	AZIMBLI Daniel	M	Agriculateur	Membre du comité	Monsourou
10	AZIMBLI Cyriaque	M	Agriculateur	-	Monsourou

11	ACHEDO Brigitte	F	Agricultrice	-	Monsourou
12	AGBAHOUNGBA Justin	M	Agriculteur	-	Monsourou
13	AÏSSE Emile	M	Agriculteur	-	Monsourou
14	AÏSSE Placide	M	Agriculteur	-	Monsourou
15	MAHOUGNON Albertine	F	Agricultrice	-	Monsourou
16	AFFO Antoinette	F	Agricultrice	-	Monsourou
17	FANDOHAN Angele	F	Agricultrice	Membre du comité	Monsourou
18	DJEHI Dénise	F	Agricultrice	-	Monsourou
19	FRANCEGBE Aubiege	F	Agricultrice	PJ	Monsourou
20	DAKO Alice	F	Agricultrice	PJ	Monsourou
21	AGBADO Claudine	F	Agricultrice	-	Monsourou
22	GBEGNITO Christianne	F	Agricultrice	-	Monsourou
23	AYATOMEY Laurin	M	CPS	APS	Monsourou

Commune QUINHIN

Date : 08/10/15

Lieu : AHICON

N °	NOM ET PRENOM	SEXE	PROFESSION	TITRE	VILLAGE
01	AHITCHEHOU Evariste	M	Enseignant	Secrétaire comité	Ahicon
02	KETOUNOU Marcelin	M	Cultivateur	Secrétaire chef village	Ahicon
03	DOHOUENOU Felix	M	Cultivateur	Bénéficiaire de crédit	Ahicon
04	KOUNOU Gabriel	M	Cultivateur	Sage des vieux	Ahicon
05	AGOSSOU Thomas	M	Cultivateur	Bénéficiaire de crédit	Ahicon
06	GBENOU Henriette	F	Revendeuse	Membre de coopérative	Ahicon
07	AGOSSA Mandji	F	Ménagère		Ahicon
08	GBENOU Cathérine	F	Cultivatrice	PdteGrpement AFADEC	Ahicon
09	DELE Ida	F	Ménagère	-	Ahicon
10	BONOU Marguerite	F	Couturière	PJ	Ahicon
11	OTCHADE Elise	F	Couturière	-	Ahicon
12	OLOFIDJI Delphine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
13	KAWODE Celine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
14	KAKPO Béatrice	F	Transformatrice	PJ	Ahicon
15	OKPA Danssi	F	Cultivatrice	Membre de comité	Ahicon
16	BONOU Christine	F	Ménagère	-	Ahicon
17	ADJAH I Augustine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
18	DEHOUENAGNON Clémentine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
19	DANON Léontine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
20	AHITCHEHOU Véronique	F	Cultivatrice	-	Ahicon
21	NONVIDE Odile	F	Couturière	-	Ahicon
22	HOUMENOU Bossè	F	Cultivatrice	Membre de comité	Ahicon
23	AHOGNON Laurent	M	Cultivateur	-	Ahicon
24	HOUNGBADJI Jonathan	M	Cultivateur	-	Ahicon

25	FAGNON Français	M	Cultivateur	-	Ahicon
26	AHISSOU Hounnon	M	Cultivateur	Sage	Ahicon
27	HOUNTON Daniel	M	Enseignant	Membre de coopérative	Ahicon
28	BONOU Madeleine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
29	LEGBA Claire	F	Cultivatrice	-	Ahicon
30	OLO Albertine	F	Cultivatrice	-	Ahicon
31	Cakpo Damienne	F	Cultivatrice	-	Ahicon
32	BANKOLE Alice	F	Cultivatrice	-	Ahicon
33	HOUMENOU Collette	F	Cultivatrice	-	Ahicon
34	KOTTY Désiré	F	Cultivatrice	-	Ahicon
35	ABLE Amidou	M	Cultivateur	Pdt comité	Zoungo
36	NOUDEHI Adèle	F	Ménagère	PJ	Zoungo
37	KETOUNEY Rébéca	F	Cultivatrice	Membre du comité	Zoungo
38	AGOSSA Suzanne	F	Cultivatrice	PJ	Monzoungodo
39	VLAVONOU Dorcas	F	Cultivatrice	-	Monzoungodo
40	FOLOHOYO Yahoïtcha	F	Cultivatrice	-	Monzoungodo
41	AYATOMEY Laurin	M	CPS	APS	
42	KOUAKANOU Clément	M	Enseignant	Assistant APS	

Commune QUINHIN

Date : 08/10/15

Lieu : AGONKON

N °	NOM ET PRENOM	SEXE	PROFESSION	TITRE	VILLAGE
01	LALY Cyprien	M	Evangeliste	Chef religieux	Agonkon
02	ZANNON Wassiou			Chef religieux traditionnel	Agonkon
03	DAH TOFFA	M		Roi	Agonkon
04	SIGODE Philicien	M	Cultivateur	Membre comité	Agonkon
05	VIDJANAGNI Sidonie	F	Transformatrice	PJ	Agonkon
06	SIGODE Clémentine	F	Cultivatrice	Présidente comité	Agonkon
07	TONHOUE Romain	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
08	DAGA Simon	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
09	AGOGNON Mathieu	M	Menuisier	Habitant	Agonkon
10	VIDJANAGNI Bienvenu	M	cultivateur	Membre de coopérative	Agonkon
11	BONOU Winssou	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
12	AGBE Séraphin	M	Conducteur de taxi moto	Habitant	Agonkon
13	HOLLOU Eric	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
14	KOUNOY Raymond	M	Cultivateur	Membre de coopérative	Agonkon
15	SIGODE Monday	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
16	ADJAGBO Rosine	F	Cultivatrice	Membre de coopérative	Agonkon
17	WANTCHEKON Pascaline	F	Ménagère	Membre de coopérative	Agonkon
18	HOUWANOU Wassiatou	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon

19	LIHOUEYOU Mariette	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
20	BONOUVE Felicie	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
21	VIDJANAGNI Madeleine	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
22	HONFO Sidonie	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
23	FAGNON Léonie	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
24	HODONOU Eméline	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
25	KOUFODO Blandine	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
26	FAGNON Tinoukè	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
27	NANOUKON Léonie	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
28	KAKPO Victorine	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
29	SOKADJO Véronique	F	Couturière	Habitant	Agonkon
30	KOUFODO Plasmace	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
31	GBADAMOSSI Sikidatou	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
32	SONON Ayelodjou	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
33	AYINADJE Justine	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
34	ALODOFODE Victorine	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
35	FADONOUGBO Angeline	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
36	SOKADJO Denise	F	Cultivatrice	Habitant	Agonkon
37	SIGODE Mathieu	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
38	DJIGBE Marc	M	Cultivateur	Habitant	Agonkon
39	DOSSOU - YOVO Sylvie	F	Couturière	PJ	Tozoungo
40	SODONOU Félicité	F	Ménagère	PJ	Tozoungo
41	AÏZANNOU Elias		Cultivateur	Membre comité	Tozoungo
42	ADOKPE Micheline	F	Cultivatrice	Membre comité	Tozoungo
43	AYATOMEY Laurin	M	CPS	APS	
44	KOUAKANOU Clément	M	Enseignant	Assistant APS	

Commune AGBAGNIZOUN

Date : 09/10/15

Lieu : Dékanmé

N °	NOM ET PRENOM	SEXE	PROFESSION	TITRE	VILLAGE
01	DAAHNounonssou	M	Cultivateur	-	Dékanmé
02	DAAH Atingli	M	Cultivateur	-	Dékanmé
03	SALOMON Noumonson	M	Cultivateur	-	Dékanmé
04	DAAH Alissa	M	Cultivateur	-	Dékanmé
05	DEDELISSA Célestin	M	Cultivateur	Chef village	Dékanmé
06	ADJAH Claude	M	Cultivateur	Membre Comité	Dékanmé
07	AXLIN Victorin	M	Cultivateur	-	Dékanmé
08	AHODIDE Françoise	F	Cultivatrice	-	Goli
09	GBADOTCHEKOU Mathias	M	Cultivateur	-	Fonli
10	GBEDOKPA Justin	M	Cultivateur	-	Sahèfonli
11	EGBAÏ Barnabé	M	Cultivateur	-	Dékanmé
12	AGBONDOHOUESSI Bernard	M	Cultivateur	-	Dékanmé
13	ABGBE Sébastien	M	Cultivateur	Membre Comité	Dovota
14	ABIDJI Rosine	F	Cultivatrice	Membre Comité	Sohouè
15	NOUMOOUSSOU Martine	F	Cultivatrice		Dékanmé
16	GANHOU Louise	F	Cultivatrice	PJ	Goli
17	AHOUANWANOU Eugénie	F	Cultivatrice	-	Dékanmé

18	DJIHOU Solange	F	Cultivatrice	Membre Comité	Dékanmé
19	AGBONDEHOUESSI Cécile	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
20	KPOHOUN Florence	F	Cultivatrice	Membre Comité	Dékanmé
21	HOUNDOKINSSI Gisèle	F	Cultivatrice	Membre Comité	Dékanmé
22	ALANSANNON Julienne	F	Cultivatrice	PJ	Dovota
23	GBANHOKPON Séraphine	F	Cultivatrice	PJ	Fonli
24	KOUNTOHON	F	Cultivatrice	PJ	Dovota
25	AFANOU Joséphine	F	Cultivatrice	-	Dovota
26	ETCHILOU Catherine	F	Cultivatrice	Membre Comité	Goli
27	ZOUNMEKPO Freudi	M	Cultivateur	-	Sahèfonli
28	KPLANHOUM Bassoussi	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
29	HOUEKOU Philomène	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
30	AÏHOUEDJI Bèla	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
31	DEGUENON Nanlougbo	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
32	EGBAÏ Brigitte	F	Cultivatrice	PJ	Dékanmé
33	ALISSA Désiré	M	Cultivateur	Membre Comité	Dékanmé
34	DJIHOU Félicienne	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
35	NOUNONSOU Catherine	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
36	DJIDEGBE Julienne	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
37	DJIDEGBE Adjibou	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
38	GBETINSANON Delphine	F	Cultivatrice		Dékanmé
39	AGONTE Irene	F	Cultivatrice	PJ	Dékanmé
40	VIHOTOGBE Romaine	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
41	ALISSA Séraphine	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
42	AGONE Nadege	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
43	AGONTE Blandine	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
44	AGONTE Tessi	F	Cultivatrice	-	Dékanmé
45	AYATOMEY Laurin	M	CPS	APS	

Commune de ZA - KPOTA

Date : 09/10/15

Lieu : Doutin

N °	NOM ET PRENOM	SEXE	PROFESSION	TITRE	VILLAGE
01	GOUKPELAN Sylvain	M	Artiste	Représentant CV	Agondokpoé
02	DOÏ Emmanuel	M	Soudeur	Membre Comité	Agondokpoé
03	VOSSE Galbert	M	Cultivateur	Membre Comité	Agondokpoé
04	DJEGO André	M	Conducteur	Membre Comité	Agondokpoé
05	GUENAÏ François	M	Cultivateur	Membre Comité	Doutin
06	MEGNONNAN Barnabe	M	Cultivateur	Membre Comité	Agondokpoé
07	DJEGO Julienne	F	Vendeuse	Membre Comité	Doutin
08	DOKUIN Susane	F	Vendeuse	Membre Comité	Doutin
09	KPOKE Euphrasie	F	Vendeuse	Membre Comité	Doutin
10	YETIN Viviane	F	Vendeuse	Membre Comité	Doutin
11	ADJAHOUN Marie	F	Cultivatrice	Representatnte de WiLDAF - Wenoudia	Doutin
12	ZOKPINTOSSOU Philomène	F	Cultivatrice	Representatnte de WILDAF – Allowanou	Doutin
13	AKLEMER Helene	F	Cultivatrice	-	Doutin

14	BLE Ivône	F	Vendeuse	-	Agondokpoé
15	KAKPO Justine	F	Cultivatrice	-	Agondokpoé
16	BOCOVO Hervé	M	Elève	-	Doutin
17	BOCOVO Gérard	M	Elève	-	Doutin
18	GUENAÏ Elisaberth	F	Cultivatrice	-	Doutin
19	SEVEDE Noellie	F	Vendeuse	-	Doutin
20	AGBODEME Ivone	F	Cultivatrice	Trésorière comité	Doutin
21	MEGNONNAN Nicolas	M	Cultivateur	Secrétaire comité	Agondokpoé
22	LADOU Janvier	M	Eleveur	SGA	Doutin
23	DEGBO Léonie	F	Cultivatrice	-	Doutin
24	EKPAEKA Nacérine	F	Cultivatrice	-	Doutin
25	TCHOKOUN Euphrasie	F	Cultivatrice	-	Doutin
26	AHONON DJANE	F	Cultivatrice	-	Doutin
27	AGONZOUNNON Lekoliwe	F	Cultivatrice	-	Doutin
28	ETIKPO Angele	F	Vendeuse	-	Doutin
29	BOCOVO Nadege	F	Vendeuse	-	Doutin
30	BOCOVO Geneviève	F	Coiffeuse	-	Doutin
31	BOCOVO Belard	F	Vendeuse	-	Doutin
32	BOCOVO Marus	F	Elève	-	Doutin
33	BOCOVO Fabrice	M	Elève	-	Doutin
34	BOCOVO Oscar	M	Elève	-	Doutin
35	BOCOVO Claude	M	Elève	-	Doutin
36	YAVEDJI Gérard	M	Elève	-	Doutin
37	TODJOHOUN Célestine	F	couturière	-	Doutin
38	AGBOLILE Etikpo	M	Cultivateur	-	Doutin
39	GBEHOUHOU Honorine	F	Vendeuse	-	Agondokpoé
40	ADA Pascaline	F	Cultivatrice	-	Doutin
41	AYIHOWE Djane	F	Cultivatrice	-	Agondokpoé
42	HOUDAN Clémentine	F	Cultivatrice	-	
43	BOCOVO Claire	F	Elève	-	
44	MEGNONNAN Médard	M	Elève	-	
45	AYATOMEY Laurin	M	APS	APS	

LISTE DE PRESENCE - TOGO

Date: 12/11/15

Lieu: TSAGBA

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01.	Togbui SOGBA Komlan	M	Cultivateur	Chef	Tsagba
02.	EDJO-YOVO Jean Pierre	M	Cultivateur	Secrétaire CC2DF	Tsagba
03.	ANAGOVO Anavi	F	Cultivatrice	Présidente coop.	Tsagba
04.	DAMGOSSO Mèvondé	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Tsagba
05.	SOSSA Kowochi	F	Couturière	Membre de coop	Tsagba
06.	SOSSOU Ewoinyi	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
07.	AGBO Egnovo	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
08.	SOSSA Gochi	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
09.	YOVO Kingnèké	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
10.	AKPOUI Dovéné	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
11.	HOUMAVO Angele	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
12.	HOUETOGRON Reine	F	Cultivatrice	Membre de coop	Tsagba
13.	MISSOWOU Chikavi	F	Cultivatrice	Présidente CC2DF	Tsagba
14.	AKAKPO Kossiwa	F	Cultivatrice	Trésorière CC2DF	Tsagba
15.	DOHOUE Kénou	M	Cultivateur	Secrétaire coop.Dékawowo	Tsagba
16.	TABO Koffi	M	Cultivateur	Trésoriercoop.Novilonlon	Tsagba
17.	LARE Yemtchabre	M	Cultivateur	Membre coop.	Tsagba
18.	SOGBA Kokouvi	M	Cultivateur	-	Tsagba
19.	DOUDJI Kowomè	F	Cultivatrice	-	Tsagba
20.	SOUSSOU Agbédidi	M	Cultivateur	Notable	Tsagba
21.	AGOUNWADJE Franck	M	Commerçant	Secrétaire CC2DF	Edouhoé
22.	EDOU Kokou	M	Tâcheron	Pdt CC2DF	Edouhoé
23.	BOUKARI Raliatou	F	Commerçant	PJ	Edouhoé
24.	NOUYLOKOU Amavi	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Tsagba
25.	TSINDJRO Lonlongnon	F	Cultivatrice	-	Tsagba
26.	SESSI Kossiwa	F	Cultivatrice	-	Tsagba
27.	MawugnonGentille	F	Cultivatrice	-	Tsagba
28.	KPAKPO Sessi	F	Cultivatrice	-	Tsagba
29.	MEDEWOU Sohoundé	F	Commerçante	-	Tsagba
30.	MEDEWOU Djowonou	F	Commerçante	-	Tsagba
31.	AMAVI Afito	F	Commerçante	-	Tsagba
32.	SOGBA Effio	M	Cultivateur	-	Tsagba
33.	KODJO Noël	M	Cultivateur	-	Kpovou
34.	KPADENOUKossivi Innocent	M	APS	APS	

Date: 12/11/15

Lieu: AGOTOVE

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01.	Chef ATTITSO Yao Koula	M		Chef du village	Agotové
02.	DAGNOWOU Anani	M	Cultivateur	Pdt CVD	Agotové
03.	DOUSSE Komi	M	Cultivateur	Notable	Agotové
04.	AMEGBO Komla	M	Cultivateur	Secétaire CVD	Agotové
05.	ATTITSO Kossi	M	Chef maçon	MembreNovissi	Agotové
06.	TENTEGUE Mana	F	Cultivatrice	PdtNovissi	Agotové
07.	ATTITSO Edoh	M	Cultivateur	MembreNovissi	Agotové
08.	KOFIDO Akouyo	F	Cultivatrice	MembreMawoussimé	Agotové
09.	AZOSSOU Xevi	F	Cultivatrice	MembreMiwoenégno	Agotové
10.	GNAGBLODJRO Difa	F	Cultivatrice	MembreNovissi	Agotové

11.	TOGBO Afi	F	Cultivatrice	MembreNovissi	Agotové
12.	KOMLAGA Adonko	F	Cultivatrice	MembreNovissi	Agotové
13.	DEGBE Ewoenam	F	Cultivatrice	MembreMiwoenégno	Agotové
14.	ATSOU Amevi	F	Cultivatrice	MembreMiwoenégno	Agotové
15.	DAGNOWOU Ami	F	Cultivatrice	Secret Miwoenégno	Agotové
16.	SODJA Dorote	F	Cultivatrice	MembreMawoussimé	Agotové
17.	SENANOU Adjo	F	Cultivatrice	MembreMiwoenégno	Agotové
18.	GODOR Yao	M	Cultivateur	MembreNovissi	Agotové
19.	KOUTODJO Agbessi	M	Cultivateur	MembreMawoussimé	Agotové
20.	DOUSSE Yao	M	Cultivateur	MembreMawoussimé	Agotové
21.	WOVI Komivi	M	Cultivateur	Secret Mawoussimé	Agotové
22.	MAWOUNA Essi	F	Cultivatrice	TrésorierMiwoenégno	Agotové
23.	AZOSSOU Missadji	M	Cultivateur	MembreMawoussimé	Agotové
24.	ATTITSO Amavi	F	Cultivatrice	PdtMiwoenégno	Agotové
25.	KARAMPA Akouvi	F	Cultivatrice	MembreMiwoenégno	Agotové
26.	DAGNOWOU Kossi	M	Cultivateur	MembreMiwoenégno	Agotové
27.	KARANKOU YAKASSI	M	Cultivateur	MembreMiwoenégno	Agotové
28.	AGBODJALOU Edem	M	ASC	MembreNovissi	Agotové
29.	KPADENOU Kossivi Innocent	M	APS	APS	

Date: 13/11/15

Lieu: N'TCHIRI (préfecture de l'Ogou)

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01.	OGNADON Mawuna	M	Herboriste	Représentant du chef	N'tchiri
02.	AKEMAKOU Katonou	F	Agricultrice	President	N'tchiri
03.	OGNAKOSSAN S. Kassègnin	M	Producteur	Secrétaire	N'tchiri
04.	OGO Akoda	M	Producteur	CC2DF	Ogodje
05.	TCHALLA Bébé	F	Productrice	Member	N'tchiri
06.	AYELE Yaovi	M	Producteur	Secrétaire	Ogodje
07.	TONDJO Akouvi	F	Productrice	Member du CC2DF	N'tchiri
08.	AKOUMASSI Atsessi	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
09.	SEMENOU Odjoumou	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
10.	TIWA Kawodjou	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
11.	KOFFI Yawa	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
12.	ADJAÏ Ayélo	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
13.	OKOUMASSI Akossi	F	Productrice	Membre de coop	Mortékpo
14.	OKOUMASSI Afi	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
15.	ABOUDOU Laba	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
16.	ANOUMATI Dayovo	F	Productrice	Trésorière	N'tchiri
17.	SALIFOU Aviglo	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
18.	ANENA Adjoa	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
19.	TCHALLA Assigbé	F	Productrice	Membre de coop	N'tchiri
20.	AMEKOU Kodjovi	M	Producteur	Membre de CC2DF	N'tchiri
21.	ODAH Beaugard	M	Producteur	Membre de coop	N'tchiri
22.	KOMADAN Koffi	M	Producteur	Membre de coop	N'tchiri
23.	KPADENOU Kossivi Innocent	M	APS	APS	

Date: 13/11/15

Lieu: HIHÉATRO (préfecture de l'Ogou)

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01.	FONOU Abila	F	Chargé d'état civil	Présidente	Hihéatro
02.	ESSI Komlan Jean	M	Cultivateur	Secrétaire CC2DF	Hihéatro
03.	ESSI Abila	F	Cultivatrice	PJ	Hihéatro
04.	AWETINE Kouami	M	Notable	Membre	Hihéatro
05.	LATE Koffi Rabi	M	Cultivateur	Pdt CVD	Ebéva
06.	NoumadjiKoffi	M	Cultivateur	Notable	Ebéva
07.	DOKENOU Evedoh	F	Ménagère	-	Ebéva
08.	Adjoda Elisabeth	F	Ménagère	-	Hihéatro
09.	EGUE Gauvani	F	Revendeuse	-	Hihéatro
10.	ESSITE AkouaviEdinédi	F	Caissière / menagerie	-	Ebéva
11.	EKLOU Mansa	F	Cultivatrice	-	Ebéva
12.	WOELETE Madelaine	F	Cultivatrice	PJ	Ebéva
13.	KASSEGNE Abila	F	Cultivatrice	PJ	Ebéva
14.	ADJE Yaoussi	F	Cultivatrice	Présidente	Hihéatro
15.	SEGBENU Philomène	F	Cultivatrice	PJ	Hihéatro
16.	ANAFOLA Koudjo	M	Agent immobilier	Membre	Hihéatro
17.	MELEAMESSI Mansa	F	Cultivatrice	-	Hihéatro
18.	TCHILINA Ahoéfa	F	Cultivatrice	-	Hihéatro
19.	ABOUDOU Mémounatou	F	Cultivatrice	-	Hihéatro
20.	BOSSO Victorice	F	Cultivatrice	-	Hihéatro
21.	KAO Albella	F	Action sociale	-	Hihéatro
22.	ADJE Koami	M	Cultivateur	-	Gougou
23.	AMEZOUAME Komlan	M	Cultivateur	-	Lomnava
24.	ATSU Kokou	M	Cultivateur	Chef canton	Hihéatro
25.	FONOU Simon	M	Cultivateur	Président	Hihéatro
26.	MAWOUSSE Koffi	M	Contrôleur	-	Hihéatro
27.	KPADENOU Kossivi Innocent	M	APS	APS	

Date: 14/11/15

Lieu: OUNTIVOU (prefecture de l'Ogou)

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01.	TEDE Ayédjéan	M	Agriculteur	Secrét Louez l'éternel	Ountivou
02.	SOGBOHOE Déyi	M	Agriculteur	SecreAvamé	Ountivou
03.	SODJI Agna	M	Agriculteur	SecrétMère de Dieu	Ountivou
04.	SOTOWOU Hoégnon	F	Agricultrice	PdteMère de Dieu	Ountivou
05.	HOUNTO N'sougan	M	Agriculteur	SecrétNonvilonlon	Ountivou
06.	YAOVI Evamè	F	Agricultrice	PJ	Ountivou
07.	SOGNON Abila	F	Agricultrice	PJ	Ountivou
08.	KONA Kohoui	F	Agricultrice	TrésorièreNovissi	Ountivou
09.	SOTOWOU Labichi	F	Agricultrice	MembreNovissi	Ountivou
10.	SODJA Akouvi	F	Agricultrice	MembreNovissi	Ountivou
11.	KONA Holagnon	F	Agricultrice	MembreAvamé	Ountivou
12.	HLIHA Adjowa	F	Agricultrice	PdtNoulagnon	Ountivou
13.	SOTOWOU Akouvi	F	Agricultrice	MembreLouez l'éternel	Ountivou
14.	AMOZOU Angèles	F	Agricultrice	MembreMère de Dieu	Ountivou
15.	ZOUMAVE Kodjo	M	Mécanicien	MembreNonvilonlon	Ountivou
16.	SODJI Jacqueline	F	Agricultrice	MembreNonvilonlon	Ountivou

17.	MOLOUGBE Midodji	M	Agriculteur	MembreNovissi	Ountivou
18.	EDAH Amou	M	Mécanicien	Agent d'état civil	Ountivou
19.	KOM Fiogan	M	Agriculteur	MembreNonvilonlon	Ountivou
20.	FANGBEDJI Kpadonou	M	Agriculteur	ConseillerNonvilonlon	Ountivou
21.	FIOGAN Jacques	M	Agriculteur	MembreNovissi	Ountivou
22.	TSEDE Akoénon	F	Agricultrice	SecrétAgnona	Ountivou
23.	DJAKPA Kélomè	F	Agricultrice	MembreAvamé	Ountivou
24.	AFANTODJI Akouavi	F	Agricultrice	MembreAvamé	Ountivou
25.	SODEGLA Sodjinè	F	Agricultrice	MembreAgnona	Ountivou
26.	ZOGBLADAN Akoua	F	Agricultrice	TrésorierNoulagno	Ountivou
27.	DJAHO Hoédégnon	F	Agricultrice	MembreMère de Dieu	Ountivou
28.	DJAKPA Nanouba	F	Agricultrice	TrésorierNonvilonlon	Ountivou
29.	DANOU Kokou	M	Agriculteur	MembreNonvilonlon	Ountivou
30.	KOM Akossiwa	F	Agricultrice	MembreNonvilonlon	Ountivou
31.	BALO Kouwavi	F	Agricultrice	PdtNonvilonlon	Ountivou
32.	KOM Ken'ho	M	Agriculteur	MembreNonvilonlon	Ountivou
33.	DOMANOU Kegnon	F	Agricultrice	MembreNovilonlon	Ountivou
34.	SOGNON Yaovi	M	Chauffeur	PdtJeunesse	Ountivou
35.	KPADENOU Kossivi Innocent	M	APS	APS	

Date: 12/11/15

Lieu: EGBÈDJROVI

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01	DOSSOU Detondji	M	Cultivateur	Chef du village	Egbèdjrovi
02	FADNOUGBO Alou	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
03	KINGLO Yekpon	M	Cultivateur	Membre de coop.	Egbèdjrovi
04	AKPOVI Memede	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
05	KODJO Afi	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
06	HOUTONDJI Abila	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
07	HOUNSI Amevi	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
08	DOULE Delphine	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
09	DOULE Edouard	M	Cultivateur	Membre de CC2DF	Egbèdjrovi
10	DANVIDE Félicité	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
11	ADIVIGNON Adjo	F	Cultivatrice	PrésidenteCC2DF	Egbèdjrovi
12	GNANSOUNOU Akouvi	F	Cultivatrice	Trésorière CC2DF	Egbèdjrovi
13	DANVIDE Houyi	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
14	KOUNOU Afi	F	Cultivatrice	PJ	Egbèdjrovi
15	SEHOUE Michel	M	Cultivateur	Membre CC2DF	Egbèdjrovi
16	NOVIDE Dossou	M	Cultivateur	Membre de coop.	Egbèdjrovi
17	DELDJI Afi	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
18	FAKPEWOU Alougba	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
19	AYENAN Fakame	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
20	GBENADE Egbonvi	F	Cultivatrice	Membre de coop.	Egbèdjrovi
21	MADODE Parfait	M	Cultivateur	Secret CC2DF	Egbèdjrovi
22	KPADENOU Kossivi Innocent	M	APS	APS	

LISTE DE PRESENCE - GHANA

Date: 27th/10/15

Locality: Amanase

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
24.	Emeha NYANTEY	F	Trader	LLV	Amanase
25.	Rebecca FOHUO	F	Farmer	LLV	Hwanabenya
26.	Lydia DANKE	F	Farmer	LLV	Hwanabenya
27.	Francis OKU-AMPOFO	M	Farmer	Secretary	Amanase
28.	C.K. NARTEH	M	Farmer	-	Hwanabenya
29.	Sarah MENSAH	F	Farmer	Chairperson	Amanase
30.	Grace OWUSU	F	Farmer	-	Amanase
31.	Kabutey RUEBEA	M	Farmer	-	Hwanabenya
32.	Benjamin BUADU	M	Farmer	-	Amanase
33.	Diana SEKYERE	F	Farmer	-	Hwanabenya
34.	Lydia AZIATEY	F	Farmer	-	Hwanabenya
35.	Monica MENSAH	F	Farmer	-	Hwanabenya
36.	Victoria TEI	F	Farmer	-	Hwanabenya
37.	Esther ATTAH	F	Farmer	-	Hwanabenya
38.	Christian AMOAKO	M	Farmer	-	Hwanabenya
39.	Charlotte FUOKUO	F	Farmer	-	Hwanabenya
40.	Mary NANGEI	F	Farmer	-	Hwanabenya
41.	Agartha MANSA	F	Farmer	-	Hwanabenya
42.	William NMAI	M	Farmer	-	Hwanabenya
43.	Ruth KARKOR	F	Farmer	-	Hwanabenya
44.	Cecilia YEMETAY	F	Farmer	-	Hwanabenya
45.	Rockoson QUEYE	M	Farmer	-	Hwanabenya
46.	Angela ANOBAH	F	Farmer	Organizer	Amanase
47.	Abraham OWUSU-PUNI	M	Farmer	-	Amanase
48.	Wisdom ADJEI	M	Farmer	-	Hwanabenya

Date: 27th/10/15

Locality: ASUBOI

N°	Nom et prénoms	Sexe	Profession	Titre	Village
01.	Nana Yao AWUKU	M	Farmer	CRC	Asuboi
02.	Felicia AGBEVE	F	Farmer	-	Asuboi
03.	Florence NEGLO	F	Farmer	-	Asuboi
04.	Tawi AGYEI	F	Farmer	-	Asuboi
05.	Comfort ADENKEI	F	Farmer	-	Asuboi
06.	Francis EDEM	M	Agric extension officer	-	Asuboi
07.	Abu GARBA	M	Social worker	-	Asuboi
08.	Theresa MORKRI	F	Farmer	-	Asuboi
09.	Elisabeth AZIAGBEZI	F	Farmer	-	Asuboi
10.	Gloria BONA	F	Farmer	LLV	Asuboi
11.	Grace AMOAH	F	Farmer	LLV	Asuboi
12.	Jonathan N. WASSK	M	Farmer	-	Asuboi
13.	Théophins ADU	M	Farmer	-	Asuboi
14.	E.O. MINTA	M	Farmer	-	Asuboi
15.	Leticia OJUIKU	F	Farmer	-	Asuboi
16.	Regina AYE	F	Farmer	-	Asuboi
17.	Emilia LARBI	F	Farmer	-	Asuboi
18.	Victoria AVORNYO	F	Farmer	-	Asuboi

19.	Aku GLADYS	F	Farmer	-	Asuboi
20.	John AVORNYO	M	Farmer	-	Asuboi
21.	Rebecca MIGELARTO	F	Farmer	-	Asuboi
22.	Georgina YIRENKYI	F	Farmer	-	Asuboi
23.	Abraham NARH	M	Farmer	-	Asuboi
24.	Mary KEMEVOR	F	Farmer	LLV	Asuboi
25.	Sakina Mohamed	F	Farmer	CRC	Asuboi
26.	Daniel BABA	M	Farmer	-	Asuboi
27.	Beatrice NYANPONG	F	Farmer	LLV	Teacher Mante
28.	Susana TETTEH	F	Farmer	LLV	Teacher Mante
29.	Comfort EFFA	F	Farmer	-	Teacher Mante
30.	Mawulawoe SARAH	F	Farmer	-	Teacher Mante
31.	Juliana AKOSUA	F	Farmer	-	Teacher Mante
32.	Gladys NKANSAH	F	Farmer	-	Teacher Mante
33.	AugustinaLadi	F	Farmer	-	Teacher Mante
34.	Fati SACHIC	F	Farmer	-	Teacher Mante
35.	Nadia AVORNYO	F	Farmer	-	Teacher Mante
36.	Mary AZAGLO	F	Farmer	LLV	Teacher Mante
37.	Osafo NYANPONG	M	Farmer	CRC	Teacher Mante
38.	Amoa EMMANUEL	M	Farmer	Osiahene	Teacher Mante
39.	Aye KOFI	M	Farmer	-	Teacher Mante
40.	Afua AYEBEA	F	Farmer	-	Teacher Mante
41.	Christina ASIEDUA	F	Farmer	-	Teacher Mante
42.	Akosua MARY	F	Farmer	-	Teacher Mante
43.	Sadic ABUBAKRI	M	Farmer	-	Teacher Mante
44.	Stephen PABI	M	Farmer	CRC	Asuboi
45.	Dordzeavudz HUSUHUVI	M	Farmer	-	Asuboi
46.	Gladys GADASU	F	Farmer	-	Asuboi
47.	Grace NUVI	F	Farmer	-	Asuboi
48.	Dina KOHO	F	Farmer	-	Asuboi

Date: 28th/10/15

Locality: MANKRONG

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
01.	Ester ABREDU	F	Farmer	LLV	Mankrong
02.	Dora TETTEH	F	Farmer	LLV	Mankrong
03.	Regina LARTEY	F	Farmer	-	Mankrong
04.	Benjamin MENSAH	M	Farmer	-	Mankrong
05.	Owusu AMANKWA	M	Farmer	CRC	Mankrong
06.	Dede TEIKO	F	Farmer	-	Mankrong
07.	Janet MAKU	F	Farmer	-	Mankrong
08.	Emma OPOKU	F	Farmer	-	Mankrong
09.	Mary MARTEY	F	Farmer	-	Mankrong
10.	Maxwell AYISEY	M	Farmer	-	Mankrong
11.	Gyan MANTE	F	Farmer	-	Mankrong
12.	Rita OHENEWA	F	Farmer	-	Mankrong
13.	Comfort ATTAA	F	Farmer	-	Mankrong
14.	Dina AMPONSAH	F	Farmer	-	Mankrong
15.	Akua ADENU	F	Farmer	-	Mankrong
16.	Christiana AYEBEA	F	Farmer	-	Mankrong
17.	Goodfred TETTEH	M	Farmer	Sub-Chief	Mankrong
18.	Abdulai SEFA	M	Farmer	Youth leader	Mankrong
19.	Kofi ASAMANI	M	Farmer	-	Mankrong

20.	Sulemana TETTEH	M	Farmer	-	Mankrong
21.	Emma AMOAKOATA	F	Farmer	-	Mankrong
22.	Azumi MOHAMED	F	Farmer	-	Mankrong
23.	Ramatu ZAKARI	F	Farmer	-	Mankrong
24.	Portia NARTEY	F	Farmer	-	Mankrong
25.	Yomley BETTA	F	Farmer	-	Mankrong
26.	Dansoa	F	Farmer	-	Mankrong
27.	Rebeca NUGBOR	F	Seamstress	-	Mankrong
28.	Unice ASAMOAH	F	Farmer	-	Mankrong
29.	Esther ADUKEA	F	Farmer	-	Tetekaasum
30.	Afwa BOAME	F	Farmer	-	Mankrong
31.	Christiana POWA	F	Farmer	-	Mankrong
32.	Janet NARTEY	F	Farmer	-	Mankrong
33.	Afwa	F	Farmer	-	Mankrong
34.	Adjo AGBESHI	F	Farmer	-	Mankrong
35.	Tetteh REGINA	F	Farmer	-	Mankrong
36.	Naomi ODOMPRE	F	Seamstress	-	Mankrong
37.	Adwoa LARTEY	F	Farmer	-	Mankrong
38.	Margaret AMPONSAH	F	Farmer	-	Tetekaasum
39.	Christiana GYAUUVY	F	Farmer	-	Tetekaasum
40.	Comort AMPONSAH	F	Farmer	-	Tetekaasum
41.	Joseph K. ASAMOAH	M	Teacher	-	Tetekaasum
42.	Josephine L. GYAWU	F	Trader	-	Tetekaasum
43.	Gladys ANIMA	F	Farmer	-	Tetekaasum
44.	Mercy NTSAKE	F	Farmer	-	Mankrong
45.	Wisdom GAYOME	M	Farmer	-	Mankrong
46.	Foustina AWUKU	F	Farmer	-	Tetekaasum
47.	Ponicia NARTEY	F	Farmer	-	Mankrong
48.	Narmi ATWE	F	Trader	-	Mankrong
49.	Tei KISSEH	M	Trader	-	Mankrong
50.	Mensa ANADOR	M	Farmer	-	Tetekaasum
51.	R. A. LARTEY	M	Farmer	-	Tetekaasum
52.	Ayisi GYAWU	M	Farmer	Amankvado	Tetekaasum
53.	Bessey YEBOAH	F	Trader	-	Tetekaasum
54.	Comfort ATWE	F	Trader	-	Tetekaasum
55.	Happy APETI	F	Seamstress	-	Tetekaasum

Date: 28th/10/15

Locality: BUDU

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
01.	Comfort SEKYERE	F	Farmer	LLV	Budu
02.	Nicholas DWAMENAH	M	Farmer	-	Budu
03.	Richard DEBRAH	M	Farmer	-	Budu
04.	Lydia MANKOSA	F	Farmer	-	Budu
05.	Patrick ANAKWA	M	Farmer	-	Budu
06.	Albert AGYER	M	Trader	CRC	Budu
07.	Richard MANTE	M	Farmer	-	Budu
08.	Sarah OYE	F	Farmer	-	Budu
09.	Elizabeth KWAKEAH	F	Trader	CRC	Budu
10.	Terdi Asante K. SEKYERE	M	Maison	-	Budu
11.	Mary ASAMOAH	F	Farmer	-	Budu
12.	Afua KYEREBEA	F	Farmer	-	Budu
13.	Isaac ANAKWA	M	Farmer	-	Budu

14.	Mary ACHEA	F	Farmer	-	Budu
15.	Daniel AMOAKO	M	Farmer	-	Budu
16.	Regina OHENEWAH	F	Trader	-	Budu
17.	Comfort ASAABEA	F	Trader	-	Budu
18.	Comfort ADOBEA	F	Trader	-	Budu
19.	Asemte KORANTENG	M	Chief	-	Budu
20.	Kwabena OFOSU	M	Linguist	-	Budu
21.	Nana OPARE	M	Chief	-	Budu
22.	Kwame ATIAMO	M	Farmer	-	Budu
23.	Mina DUODU	F	Trader	-	Budu
24.	Yao DUODU	M	Sub-Chief	-	Budu
25.	Augustina ASAH	F	Trader	-	Budu
26.	Evelyn AGYEKUMWA	F	Farmer	LLV	Kukua
27.	Joyce LARBI	F	Farmer	LLV	Kukua
28.	Eric AHIABLE	M	Farmer	CRC	Kukua
29.	Lydia OUT	F	Farmer	-	Kukua
30.	Mary DANYO	F	Farmer	-	Kukua
31.	Mercy DARKO	F	Farmer	-	Kukua
32.	Naomi OFORI	F	Farmer	-	Kukua
33.	Gifty AMOAH	F	Farmer	-	Kukua

MEETING WITH FONG

Date: 26th /10/ 15

Venue: FONG- Secretariat

N°	Nom et prénoms	Nom de l'organisation	Tel
01	Helena AZU-ADJE	FONG	0244142787
02	Lydia SASU	FONG	0244431456
03	David ODOI	FONG	0244142787
04	Lois ADUANOAH-ADDO	WILDAF	0204917521

LISTE DE PRESENCE - LIBERIA

Communal meeting

Date: 02nd/11/15

Locality: TOTOTA

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
49	Robert B. Sulu	M	Chief	CRC	Totota
50	John Momo	M	Chief	CRC	Totota
51	GarmaiVeleme	F	Farmer	Advocate	Totota
52	WokioFahnbulleh	F	Farmer	Advocate	Totota
53	Annie Kamtoe	F	Farmer	Advocate	Totota
54	LonjehSukorlormu	F	Farmer	CRC	Totota
55	EatuGonfator	F	Farmer	CRC	Totota
56	Jennet Williams	F	Farmer	Advocate	Totota
57	Oretha Daniel	F	Farmer	Clan chief /CRC	Totota
58	Betty Saye	F	Farmer	Advocate	Totota
59	Kebych Sumo	F	Farmer	Advocate	Totota
60	Esther T. Tarnue	F	Business	Advocate	Totota
61	Beatrice Nattol	F	Farmer	Citizen	Totota
62	Mama Sayom	F	Farmer	Advocate	Totota
63	Annie Nushann	F	Women leader	Coordinator	Totota
64	Josse S. W. Mulbah	M	Farmer	Chief	Totota
65	Joseph P. Jallah	F	Farmer	Citizen	Totota
66	BenclyKuu	F	Farmer	Advocate	Totota
67	LovettaBarrolle	F	Business	Citizen	Totota
68	Mamie Sayon	F	Business	Citizen	Totota
69	Tenneh B. Mulbah	F	Farmer	Citizen	Totota
70	FoyenCorney	M	Farmer	Elder	Totota
71	Norah S. Matadi	F	Farmer	Elder	Totota
72	SattaFreoman	F	Business	Citizen	Totota
73	Kaymah Wilson	F	Farmer	Elder	Totota
74	J.EmmanuelWennie	M	Youth Rep	Advocate	Totota
75	Mabee Sumo	F	Farmer	Citizen	Totota
76	Rebecca T. Kennedy	F	Business	Advocate	Totota
77	Williams S. Flomo	M	Farmer	Chief	Totota
78	Mary Kolo	F	Farmer	Elder	Totota
79	Anthony S. Cooper	M	Business	Citizen	Totota
80	GormahBondo	F	Farmer	Citizen	Totota
81	Mama Sulu	F	Student	Citizen	Totota
82	Bonah Sheriff	F	Business	Citizen	Totota
83	Emmanuel Tarnue	M		Social Worker	

Date: 02nd/11/15

Locality: DEMENTA

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
84	Emmanuel Tarnue	M	Social worker	Social worker	Dementa
85	CeitaBlemah	F	Farmer	CRC/Group leader	Dementa
86	MusuMulbah	F	Farmer	CRC	Dementa
87	Joseph Mulbah	M	Farmer	Citizen	Dementa
88	Cecelia Bass	F	Farmer	CRC	Dementa
89	NorwaiDolo	F	Farmer	Member	Dementa
90	KennehKpaingba	F	Farmer	Com. Advocate	
91	YorkorDolo	F	Farmer		

92	Roseline Page	F	Farmer	Com. Advocate	Dementa
93	KpiaieKerkdah	F	Farmer	Member	Dementa
94	Ngamah Robert	F	Farmer	Member	Dementa
95	GorpuSuakollie	F	Farmer	Member	Dementa
96	Mary Johnson	F	Farmer	CRC	Dementa
97	NorwaiMulbah	F	Farmer	Member	Dementa
98	Beatrice Moore	F	Farmer	Member	Dementa
99	Jack Mulbah	M	Elder	CRC	Dementa
10	Francis Blamah	M	Elder	CRC	Dementa
10	John Kai	M	Farmer	Zone heard	Dementa
10	Moses Yankpawolo	M	Farmer	Member	Dementa
10	Joseph Kerkulah	M	Farmer	Member	Dementa
10	EttraMaakai	F	Farmer	CRC	Dementa
10	Hellen Kollie	F	Farmer	Member	Dementa
10	Martha Flomo	F	Farmer	Member	Dementa
10	GormahDolo	F	Farmer	Member	Dementa
10	GblomahDolo	F	Farmer	Member	Dementa
10	KolliemelenDolo	M	Farmer	Elder	Dementa
11	MoseSuakollie	M	Farmer	Chief	Dementa
11	Musu D. Loudou	M	Farmer	CRC	Dementa

Date: 03rd 11/15

Locality: BONG MINE

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
01.	Andrew G. Massa	M	Pastor /Teacher	CRC	Bong Mine
02.	Joseph K. Hanmou	M	Teacher	Pastor	Bong Mine
03.	Livingstone V. Flomo	M	Farmer	CRC	Bong Mine
04.	A.Boe	M	Security	C.Member	Bong Mine
05.	TennehTokpa	F	Business	C.Member	Bong Mine
06.	MiallaShilear	F	Business	C.Member	Bong Mine
07.	Konah Tucker	F	Farmer	Com. Advocate Women Leader	Bong Mine
08.	Oretha Hills	F	Farmer	Com. Advocate	Bong Mine
09.	OrethaGowah	F	Business	C.Member	Bong Mine
10.	GarmaiSaykpah	F	Farmer	CRC	Bong Mine
11.	Sunny Dorbor	F	Farmer	CRC	Bong Mine
12.	Mariel Kollie	F	Business	CRC	Bong Mine
13.	Fatu Mulbah	F	Farmer	CRC	Bong Mine
14.	David Kolleh	M	Elder	Vicechairman	Bong Mine
15.	Rebecca D.Johnson	F	Farmer	Social worker	Bong Mine
16.	Meme Passanday	F	Business	C.Member	Bong Mine
17.	A.M Fahndullah	M	Landlord	G.Town Chief	Bong Mine

Date: 03rd/11/15

Locality: KAKATA

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
01.	Mama Jallah	F	Business	Com. Advocate	Bassa Community
02.	Weedor M. Smith	F	Farmer	CRC	Kakata
03.	Bobby A.	M	Farmer	CRC	Bassa Community
04.	Jerry S/ Kandakai	M	Farmer	CRC	Bassa Community
05.	Mot Precious Logan	F	Farmer	CRC	Bassa Community

06.	Philemon Z. Johnson	M	Farmer	CRC	Bassa Community
07.	KumbahFayah	F	Farmer	Com. Advocate	Kakata
08.	John K. Farmah	M	Farmer	CRC	Kakata
09.	Sylvester Kpenneh	M	Farmer	CRC	Kakata
10.	OrethaKlaikei	M	Farmer	Com. Advocate	Kakata
11.	Rebecca D. Johnson	F	Farmer	Social worker	

Date: 04th/11/15

Locality: MOUNT BARCLAY

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
01.	Bonah Habakkuk	M	Farmer	C.Member	Mount Barclay
02.	Owens Samuel	M	Farmer	C.Member	Mount Barclay
03.	Themeh Mary	F	Farmer	Com. Advocate	Mount Barclay
04.	Nyantorh Margaret	F	Farmer	C.Member	Mount Barclay
05.	BorborJonah Y.	F	Farmer	Com. Advocate	Mount Barclay
06.	Gooding Patricia W.	F	Farmer	Com. Advocate	Mount Barclay
07.	Joseph Kumba	F	Farmer	Com. Advocate	Messeh Town
08.	Clock Matha Z.	F	Farmer	Com. Advocate	Messeh Town
09.	Emmanuel W. Browne	M	Farmer	C.Member	Messeh Town
10.	Peter F. Mulbah	M	Farmer	C.Member	Messeh Town
11.	Eric W. Benson	M	Farmer	C.Member	Messeh Town
12.	Ma-zoe Clarke	F	Farmer	Com. Advocate	Messeh Town
13.	Ma-catherine King	F	Farmer	C.Member	Messeh Town
14.	Annie Dixon	F	Farmer	C.Member	Messeh Town
15.	Marie Davis	F	Farmer	Com. Advocate	Messeh Town
16.	Theresa Baryogar	F	Farmer	Com. Advocate	Messeh Town
17.	James P. Gibson	M	Farmer	C.Member	Messeh Town
18.	John S. Kangbah	M	Social worker	Social worker	

Date: 04th/11/15

Locality: WALAKOR

N°	Full Name	Sex	Profession	Title	Town/ Village
01.	JrehGberah K.	M	Teacher/Pastor	CRC	Dennis town
02.	Alice Vesseh	F	Marlker	-	Walakor
03.	JennehKaizolu	F	Marlker	CRC	Walakor
04.	JumaColline	F	Farmer	CRC	Walakor
05.	Fatu Papla	F	Farmer	-	Walakor
06.	Fatu Eddie	F	Farmer	-	Walakor
07.	Junior Cborpaly	M	Farmer	-	Walakor
08.	SaallhoPabai	M	Farmer	-	Walakor
09.	Ezeilale Robertson	M	Farmer	-	Walakor
10.	Jama K.	F	Business	-	Walakor
11.	Musa Krarah	F	Business	-	Walakor
12.	HavahKaizolu	F		-	Walakor
13.	Tonia Kpapi	F	Business	-	Walakor
14.	Harriet F. K.	F	Student	-	Walakor
15.	Marie Kollie	F		-	Walakor
16.	Kara Buibaï	F		-	Walakor
17.	Sangia Kai	F		-	Walakor
18.	SattaMarquero	F	Business	-	Walakor
19.	Musu Kai	F	Business	-	Walakor
20.	Hawa Lee	F		-	Walakor
21.	SattaKaizolu	F	Business	-	Walakor
22.	Musa Rogers	F	Business	-	Walakor

23.	FodayMamassa	M	Farmer	-	Walakor
24.	FamataKaizolu	F	Business	CRC	Walakor
25.	Helena Paye	F	Business	CRC	B/Mont
26.	Edith Joe	F	Business	CRC	Walakor
27.	VerneyPabai	F	Farmer	-	Walakor
28.	John S. Kangbloah	M	Social worker	Social worker	

Evaluation projet

« *Femmes et paysans ouest africains contre la pauvreté* »

OUTIL DE COLLECTE DES DONNÉES

GUIDE D'ENTRETIEN

Selon les TDR, l'évaluation externe vise à mesurer l'impact du projet au regard des objectifs du FLOW. Il conviendrait donc d'enquêter toutes les parties prenantes pour recueillir leurs perceptions, avis, expériences / pratiques, et mesurer les effets en termes de transformation sur le vécu des communautés touchées et leur voisinage.

Une évaluation bien conduite devrait augmenter la transparence et permettre à toutes les parties prenantes d'être capables de peser sur la direction et les cibles du projet. Elle a deux fonctions essentielles : renforcer la reddition de compte et consolider l'apprentissage.

Les aspects qu'il faudra examiner ou évaluer :

1. L'Effectivité (Effectiveness) dans la mise en œuvre du projet par le ou les porteurs du projet : *projet effectué selon sa conception ?*

- a. consistance du système de mise en œuvre, suivi-évaluation permettant d'atteindre les objectifs du projet et les résultats escomptés

Système mise en place par WILDAF, contrôle des autres acteurs du projet ? Effectif d'exécution du projet ? Réel ? suffisant ou pas ?

- b. facteurs ayant contribué à progresser vers la réalisation du but du projet et de l'organisation en général ;
- c. facteurs (internes & externes) importants ayant influencé l'atteinte ou non des objectifs du projet

2. La Pertinence :

- a. Validité des objectifs du projet
(Objectifs peuvent permettre de résoudre le problème ? Méthode d'identification des besoins ?)
- b. Pertinence du projet par rapport aux besoins et à la vulnérabilité des groupes-cibles
- c. Satisfaction des groupes locaux ou cibles par rapport aux services rendus par les porteurs du projet (wildaf) dans l'état actuel
- d. Pertinence du projet par rapport à la vision stratégie de WILDAF
- e. Le projet renforce les capacités de WILDAF ?

3. Effets / impacts

- a. Effets escomptés
- b. Effets inattendus (sur le plan social, politique, économique, ...) sur les bénéficiaires directs et indirects
- c. Facteurs majeurs ayant contribué à produire cet impact sur les bénéficiaires

4. Efficacité et Efficience

- a. rapport résultat / cout des activités
- b. L'atteinte des objectifs en termes de temps et de cout
- c. La comparaison dans la mise en œuvre et les alternatives qui se sont offertes
- d. Facteurs majeurs ayant influencés l'efficacité ou l'efficience du projet

5. Durabilité

- a. Effets durables ou éphémères ? Continuation des changements après le projet, la survie des changements au temps
- b. Disponibilité des ressources pour continuer après le projet
- c. Les facteurs (positifs et négatifs) majeurs pouvant influencer la durabilité

6. Collaboration WILDAFF/ROPRA

- a. Comment chacune des organisations s'est intégrée dans une relation de collaboration
- b. Relation durable ? reproductible sur un autre projet ?
- c. Facteurs ayant renforcés ou affaiblis cette relation de collaboration
- d. Leçons tirées de cette collaboration

7. L'environnement interne de WILDAF

- a. Système de fonctionnement de WILDAF : Degré de contrôle du CA sur les activités, CA dans chaque pays ?
- b. Qu'est ce qui explique cette capacité à être une organisation sous régionale démontrant une telle capacité
- c. Système de reddition de compte
- d. Critère de choix des cinq pays ?

8. Analyse SWOT (recommandations, suggestions)

Tableau d'Analyse SWOT du programme

Forces		Faiblesses	
Opportunités		Menaces/obstacles	
Suggestions/Recommandations :	1/		
	2/		
	3/		
	4/		

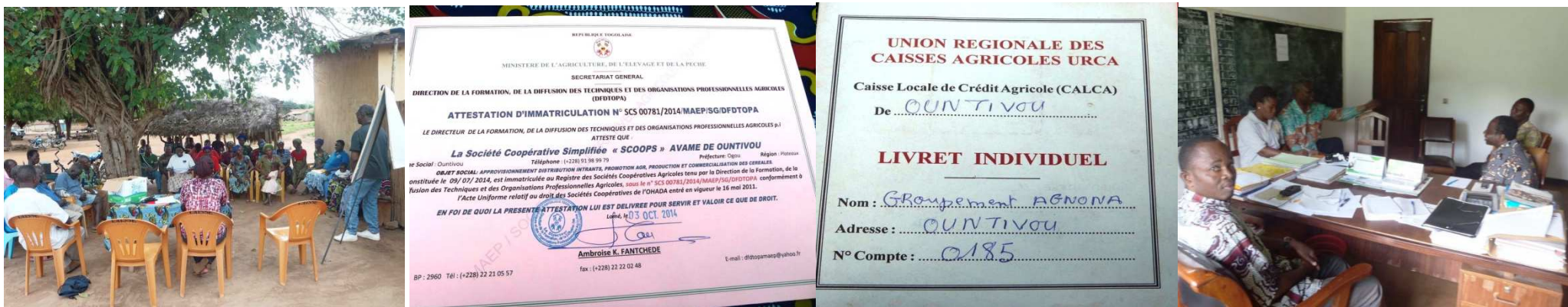
QUELQUES PHOTOS DES REUNIONS COMMUNAUTAIRES ET ENTRETIENS

BENIN



TOGO

Visite d'un champ école - Monsourou



Ouintivou

Attestation d'immatriculation et livret de groupement –Ouintivou

Entretien avec personnel ICAT

GHANA



Entretien FONG

LIBERIA



Entretien avec la PR du Collège des femmes